VOLUME 2

COMPTES PUBLICS 2013 2014

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU : FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière
terminée le 31 mars 2014

Québec

COMPTES PUBLICS 2013-2014

VOLUME 2

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU :

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2014

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

Finances Québec

Comptes publics 2013-2014 – Volume 2

Dépôt légal — Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Novembre 2014

ISSN 0706-2869 (Imprimé)
ISSN 1925-1815 (PDF)
© Gouvernement du Québec, 2014

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 7

DÉFINITIONS 10

PARTIE A : FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS 19

ÉCARTS ENTRE LES CRÉDITS AUTORISÉS ET CEUX UTILISÉS 21

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES 29

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES 30

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS 32

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES 40

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES 42

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES 44

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES 45

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE 49

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE 61

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE 73

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION 89

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE 101

CONSEIL EXÉCUTIF 117

CULTURE ET COMMUNICATIONS 137

Développement durable, Environnement, faune et Parcs 149
Éducation, Loisir et Sport 161
Emploi et Solidarité sociale 175
enseignement supérieur, recherche, science et technologie 189
Famille 205
Finances et économie 217
Immigration et Communautés culturelles 239
Justice 251
Relations internationales, francophonie et commerce extérieur 269
Ressources naturelles 279
Revenu 291
Santé et Services sociaux 293
Sécurité publique 311
Transports 323
Travail 335

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

revenus des comptes à fin déterminée 347
Dépenses par missions pour les comptes à fin déterminée 350
Dépenses par supercatégories pour les comptes à fin déterminée 356

PARTIE B : FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES 367

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATIONS DU TERRITOIRE

Fonds de développement régional 372

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

Fonds relatif à certains sinistres 374

CULTURE ET COMMUNICATIONS

Fonds du patrimoine culturel québécois 376

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS

Fonds vert 378

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique 380

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome 382

Fonds de développement du marché du travail 383

Fonds des biens et des services 384

Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale 385

Fonds québécois d'initiatives sociales 386

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

Fonds pour l'excellence et la performance universitaires 388

FAMILLE

Fonds pour le développement des jeunes enfants 390

FINANCES ET ÉCONOMIE

Fonds de financement 392
Fonds de partenariat touristique 393
Fonds des générations 394
Fonds du Bureau de décision et de révision 395
Fonds du centre financier de Montréal 396
Fonds du développement économique 397
Fonds du développement nordique 398
Fonds relatif à l'administration fiscale 399

JUSTICE

Fonds Accès Justice 402
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels 403
Fonds des registres du ministère de la Justice 404
Fonds du Tribunal administratif du Québec 405

RESSOURCES NATURELLES

Fonds des ressources naturelles 408
Fonds d'information sur le territoire 409

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux 412
Fonds de soutien aux proches aidants 413
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux 414
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie 415

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Fonds des services de police 418

TRANSPORTS

Fonds de gestion de l'équipement roulant 420
Fonds de la sécurité routière 421
Fonds des réseaux de transport terrestre 422

TRAVAIL

Fonds de la Commission des lésions professionnelles 424
Fonds de la Commission des relations du travail 425

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX 430

AVANT-PROPOS

Les comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2014 ont été préparés par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Ils sont publiés en deux volumes.

Volume 1 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Le volume 1 présente les états financiers consolidés du gouvernement du Québec, ainsi qu'une analyse financière qui facilite la compréhension des opérations réalisées au cours de l'année financière 2013-2014.

Volume 2 – Renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu : fonds général et fonds spéciaux

Le volume 2 présente des renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

Contenu du volume 2

Partie A : Fonds général

Cette partie rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé, ou dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont :

- l'Assemblée nationale;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- les ministères et les organismes budgétaires de l'administration gouvernementale.

Cette partie rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu[1]; l'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

L'information est présentée par portefeuilles, lequel terme évoque soit l'Assemblée nationale, soit les personnes qu'elle désigne, soit l'ensemble des programmes d'un ministère et des organismes budgétaires sous l'autorité d'un ministre, soit les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation «Revenu»).

Le fonds général rend compte de ses opérations financières selon les conventions adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés du gouvernement.

[1] Le ministre des Finances exerce également les fonctions du ministre du Revenu.

AVANT-PROPOS (suite)

Pour les besoins du présent volume, les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003). De plus, les revenus de l'impôt sur le revenus et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus à la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant au sens de la Loi soit un acompte sur l'impôt à payer, soit une somme payée en trop de l'impôt à payer.

Certaines données de 2013 ont été retraitées ou reclassées pour les rendre conformes à la structure des portefeuilles et des programmes du Budget de dépenses 2013-2014. Cette structure reflète la structure de programmes qui découle de la composition du Conseil des ministres annoncée le 19 septembre 2012. Les principales modifications apportées aux structures de programmes sont présentées aux pages 9, 10 et 11 du *Budget de dépenses 2013-2014 – Crédits des ministères et des organismes*.

La partie A se divise en quatre sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.

La deuxième section présente des informations sommaires, pour l'ensemble des portefeuilles, sur les revenus et les dépenses.

La troisième section présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus présentés par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
- l'évolution des crédits initiaux par programmes;
- les transferts présentés par objets d'aide et par genres de bénéficiaires;
- les transferts et les affectations à un fonds spécial, présentés par catégories.

La quatrième section présente un sommaire des opérations effectuées dans les comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Les comptes à fin déterminée sont un mécanisme de gestion financière, prévu aux articles 6 et 7 de la Loi sur l'administration financière, qui permet de comptabiliser dans un compte distinct des sommes, reçues d'un tiers et versées au fonds général, dont l'octroi est conditionnel à leur utilisation pour le financement d'une activité particulière prévue dans un contrat ou une entente. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

AVANT-PROPOS (suite)

Partie B : Fonds spéciaux

Cette partie rend compte des opérations des fonds spéciaux. Un fonds spécial est un fonds institué par une loi, afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

L'information sur chacun des fonds spéciaux est regroupée par ministère responsable. Les données financières des fonds sont comptabilisées conformément à la *Directive sur les conventions comptables du gouvernement* adoptée par le Conseil du trésor.

Certaines données de 2013 ont été reclassées pour les rendre conformes à la structure du Budget de dépenses 2013-2014.

La partie B se divise en trois sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.

La deuxième section présente, pour chacun des fonds spéciaux, des informations sur les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que les prévisions pour ces différentes rubriques. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé du fonds.

La troisième section présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux et une conciliation de ces renseignements avec l'information sectorielle relative aux fonds spéciaux, présentée à la section 1 du volume 1 des *Comptes publics 2013-2014*.

Arrondissement

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Autres renseignements

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, ainsi que les bénéficiaires de transferts et d'affectations à un fonds spécial sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

DÉFINITIONS

CRÉDITS

◊ *Crédits autorisés*

Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Ils permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

◊ *Crédits permanents*

Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés, par une loi particulière, que le Parlement n'a pas à voter annuellement. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus au budget de dépenses de l'année et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et d'autres coûts excédentaires.

◊ *Crédits votés*

Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés par les lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Ils correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées.

SUPERCATÉGORIES [1]

◊ *Rémunération*

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, occasionnels et à temps partiel, incluant les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur, notamment, la contribution aux régimes de retraite, au régime de rentes du Québec, au Fonds des services de santé, à l'assurance-emploi et au régime québécois d'assurance parentale.

[1] SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

◊ *Fonctionnement*

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert et d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut, notamment, le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de terrains contaminés, de même que l'amortissement des immobilisations.

◊ *Créances douteuses et autres provisions*

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

◊ *Transfert*

Cette supercatégorie comprend les dépenses dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement.

◊ *Affectation à un fonds spécial*

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues pour un fonds spécial, assumées en tout ou en partie par le ministère ou l'organisme budgétaire qui l'administre. Elle inclut, notamment, les dépenses de rémunération et de fonctionnement, ainsi que le coût du service de la dette du fonds spécial.

◊ *Service de la dette*

Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, l'amortissement des escomptes et primes, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et d'autres frais associés à la gestion de la dette. Elle comprend également les intérêts sur le compte des régimes de retraite, les intérêts au titre du régime de rentes de survivants et les intérêts au titre des congés de maladie accumulés. De plus, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

◊ *Immobilisations*

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

DÉFINITIONS (suite)

◊ *Prêts, placements, avances et autres*
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements des entités du fonds général. Elle comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et services, l'inscription de stocks et les paiements pour les frais payés d'avance. Elle comprend également, s'il y a lieu, des engagements concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette.

CATÉGORIES [1]

Les **catégories** « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Créances douteuses et autres provisions », « Immobilisations » et « Prêts, placements, avances et autres » sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories suivantes.

◊ Transfert — *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé.

◊ Transfert — *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

◊ Transfert — *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.

◊ Transfert — *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.

---

[1] SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

- ◊ Transfert — *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires, un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert — Rémunération », « Transfert — Fonctionnement », « Transfert — Capital » et « Transfert — Intérêt ».

- ◊ Affectation à un fonds spécial — *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées à un fonds spécial.

- ◊ Affectation à un fonds spécial — *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.

- ◊ Affectation à un fonds spécial — *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.

- ◊ Affectation à un fonds spécial — *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.

- ◊ Affectation à un fonds spécial — *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir, aux bénéficiaires d'un programme, géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes, mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services.

INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX

Les investissements des fonds spéciaux désignent les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, incluant celles des ressources informationnelles.

PARTIE A

FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2014

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits, lesquelles donnent lieu à des crédits votés, et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois, lesquelles donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements, des avances ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur des crédits permanents n'est pas limitative à la somme prévue au *Budget de dépenses 2013-2014*. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, à l'exception des reports de solde à l'année 2014-2015 autorisés selon les conditions décrites au *Budget de dépenses 2013-2014*. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2014 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés de cette année financière n'a été constaté. Les crédits votés étaient suffisants pour l'imputation de toutes les dépenses et les autres coûts réalisés.

Le sous-ministre des Finances,

Luc Monty

Québec, le 16 octobre 2014

Le contrôleur des finances,

Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

ÉCARTS ENTRE LES CRÉDITS AUTORISÉS ET CEUX UTILISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS	CRÉDITS AUTORISÉS (tableau 1)	- CRÉDITS UTILISÉS (tableau 2)	- AUTRES DÉCISIONS LIÉES À L'ENGAGEMENT DES CRÉDITS			= EXCÉDENTS
			Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés	
Assemblée nationale	128 950	118 948			10 002	
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	137 459	132 272	414	598	4 175	
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 629 836	1 597 460	1 130	2 003	29 243	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 093 000	1 052 666	50	5 231	35 053	
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 604 068	962 562	30		641 476	
Conseil exécutif	561 859	525 693	12 714	518	22 934	
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	633 731	632 850			880	
Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	365 324	323 734	1 626	168	39 797	
Éducation, Loisir et Sport	10 481 594	10 314 743	6 228	3 552	157 071	
Emploi et Solidarité sociale	4 350 116	4 338 919	271	209	10 717	
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	6 611 101	6 557 780	118	18	53 187	
Famille	2 485 091	2 451 779	1 270	1 447	30 595	
Finances et Économie (excluant le service de la dette)	681 181	653 083	7 521	1 988	18 588	
Immigration et Communautés culturelles	213 684	193 125	1 788	2 893	15 878	
Justice	854 223	849 183	550	180	4 310	
Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	146 703	139 155	172		7 376	
Ressources naturelles	468 277	401 811	14 593	3 048	48 824	
Santé et Services sociaux	31 706 483	31 173 783	11 655	473	520 573	
Sécurité publique	1 363 886	1 338 421		1 085	24 379	
Transports	936 491	714 848	1 967	3 047	216 629	
Travail	40 551	36 214		551	3 787	
	66 493 608	64 509 030	62 096	27 008	1 895 474	-
Culture et Communications (service de la dette)	3 757	3 757				
Finances et Économie (service de la dette)	8 634 887	8 448 434			186 453	
Total	**75 132 252**	**72 961 222**	**62 096**	**27 008**	**2 081 926**	-
Votés	50 675 497	48 825 022	62 096	27 008	1 761 371	
Permanents	24 456 755	24 136 200			320 555	
Total	**75 132 252**	**72 961 222**	**62 096**	**27 008**	**2 081 926**	-
Dépenses	73 777 478	72 630 658	61 151	27 008	1 058 661	
Prêts, placements, avances et autres	959 889	150 589			809 301	
Immobilisations	394 885	179 974	945		213 965	
Total	**75 132 252**	**72 961 222**	**62 096**	**27 008**	**2 081 926**	-

TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1)	+	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2)	+/(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	TOTAL
Assemblée nationale	126 750		2 200						128 950
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	87 221						50 239		137 459
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 585 455		2 179		42 202				1 629 836
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 084 354		8 151		396		100		1 093 000
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 755 369				(192 811)		41 511		1 604 068
Conseil exécutif	553 493				7 087		1 279		561 859
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	632 258				1 472				633 731
Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	324 769		10 147		30 394		15		365 324
Éducation, Loisir et Sport	10 201 753				75 356		204 485		10 481 594
Emploi et Solidarité sociale	4 267 105		7 250		75 744		17		4 350 116
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	6 476 316				109 812		24 973		6 611 101
Famille	2 485 025				(105)		171		2 485 091
Finances et Économie (excluant le service de la dette)	719 028				(38 018)		172		681 181
Immigration et Communautés culturelles	342 425		45 492		(174 233)		1		213 684
Justice	828 515		930		3 098		21 680		854 223
Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	137 757				8 459		487		146 703
Ressources naturelles	447 424		109		(15 895)		36 638		468 277
Santé et Services sociaux	31 277 723		13 285		20 665		394 811		31 706 483
Sécurité publique	1 279 257		4 390		34 387		45 852		1 363 886
Transports	936 601				(110)				936 491
Travail	33 994				6 558				40 551
	65 582 589		94 132		(5 544)		822 430		66 493 608
Culture et Communications (service de la dette)	3 757								3 757
Finances et Économie (service de la dette)	8 621 000				5 544		8 343		8 634 887
Total	**74 207 346**		**94 132**		**-**		**830 773**		**75 132 252**
Votés	50 600 938		74 559						50 675 497
Permanents	23 606 408		19 573				830 773		24 456 755
Total	**74 207 346**		**94 132**		**-**		**830 773**		**75 132 252**
Dépenses	72 591 456		94 037		261 211		830 773		73 777 478
Prêts, placements, avances et autres	1 186 893				(227 004)				959 889
Immobilisations	428 997		95		(34 208)				394 885
Total	**74 207 346**		**94 132**		**-**		**830 773**		**75 132 252**

TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	VOTÉS (1)	+	PERMANENTS (1)	+	VOTÉS AU COURS D'ANNÉES ANTÉRIEURES		=	TOTAL
					Reports	Votés pour une période de plus d'un an (1)		
Assemblée nationale			126 750					126 750
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	47 011		39 796		414			87 221
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	1 585 445		10					1 585 455
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1 084 344		10					1 084 354
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 404 058		351 157		155			1 755 369
Conseil exécutif	551 21[illegible]		1 105		1 173			553 493
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	631 90[illegible]		10		343			632 258
Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	324 465		110		194			324 769
Éducation, Loisir et Sport	9 339 669		857 250		4 834			10 201 753
Emploi et Solidarité sociale	3 967 988		5 510		14 607	279 000		4 267 105
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	6 318 196		158 053		68			6 476 316
Famille	2 283 645		110		1 270	200 000		2 485 025
Finances et Économie (excluant le service de la dette)	710 254		6 372		2 403			719 028
Immigration et Communautés culturelles	340 627		10		1 788			342 425
Justice	642 345		186 170					828 515
Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	137 475		110		172			137 757
Ressources naturelles	442 395		5 030					447 424
Santé et Services sociaux	18 027 804		13 246 264 (2)		3 655			31 277 723
Sécurité publique	1 274 809		4 448					1 279 257
Transports	936 080		137		384			936 601
Travail	33 993		1					33 994
	50 083 723		14 988 408		31 458	479 000		65 582 589
Culture et Communications (service de la dette)	3 757							3 757
Finances et Économie (service de la dette)	3 000		8 618 000					8 621 000
Total	**50 090 480** (3)		**23 606 408**		**31 458**	**479 000**		**74 207 346**
Dépenses	48 490 151		23 590 847		31 458	479 000		72 591 456
Prêts, placements, avances et autres	1 185 288		1 605					1 186 893
Immobilisations	415 041		13 957					428 997
Total	**50 090 480**		**23 606 408**		**31 458**	**479 000**		**74 207 346**

(1) Ces crédits apparaissent au Budget de dépenses 2013-2014.

(2) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 6 752 000 k$ sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(3) Les crédits votés ont été autorisés par la Loi n° 1 sur les crédits, 2013-2014 (L.Q. 2013, chapitre 1).

TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET	+	ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION	+	ALLOUÉS PAR DÉCISIONS (1)	=	TOTAL
Assemblée nationale					2 200		2 200
Personnes désignées par l'Assemblée nationale							
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	2 179						2 179
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	8 138		13				8 151
Conseil du trésor et Administration gouvernementale							
Conseil exécutif							
Culture et Communications (excluant le service de la dette)							
Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	10 065		82				10 147
Éducation, Loisir et Sport							
Emploi et Solidarité sociale	7 250						7 250
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie							
Famille							
Finances et Économie (excluant le service de la dette)							
Immigration et Communautés culturelles	45 492						45 492
Justice	930						930
Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur							
Ressources naturelles	109						109
Santé et Services sociaux					13 285		13 285
Sécurité publique	397				3 993		4 390
Transports							
Travail							
Total	**74 559**		**95**		**19 478**		**94 132**
Votés	74 559						74 559
Permanents			95		19 478		19 573
Total	**74 559**		**95**		**19 478**		**94 132**
Dépenses	74 559				19 478		94 037
Prêts, placements, avances et autres							
Immobilisations			95				95
Total	**74 559**		**95**		**19 478**		**94 132**

(1) Les crédits complémentaires « Alloués par décisions » représentent des crédits autorisés en vertu :
- d'une loi sur les crédits portant sur un budget de dépenses supplémentaire ;
- d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement ;
- de dispositions d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus ;
- de nouvelles lois autorisant le gouvernement à prendre les sommes requises sur le fonds consolidé du revenu.

TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	INVESTISSEMENTS		+ DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS (1)	= TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations		
Assemblée nationale	15	3 465	115 468	118 948
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		4 062	128 210	132 272
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	75 077	4 633	1 517 750	1 597 460
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1	20 155	1 032 509	1 052 666
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		2 523	960 039	962 562
Conseil exécutif	3	496	525 194	525 693
Culture et Communications (excluant le service de la dette)		1 283	631 566	632 850
Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	12	35 766	287 956	323 734
Éducation, Loisir et Sport		5 099	10 309 644	10 314 743
Emploi et Solidarité sociale	16	93	4 338 811	4 338 919
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	75 095	79	6 482 606	6 557 780
Famille		2 046	2 449 734	2 451 779
Finances et Économie (excluant le service de la dette)		759	652 324	653 083
Immigration et Communautés culturelles	14	4 934	188 177	193 125
Justice	11	9 815	839 357	849 183
Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	324	11 369	127 462	139 155
Ressources naturelles	1	5 638	396 173	401 811
Santé et Services sociaux	3	14 717	31 159 064	31 173 783
Sécurité publique	16	23 438	1 314 967	1 338 421
Transports		29 302	685 546	714 848
Travail		303	35 911	36 214
	150 589	179 974	64 178 467	64 509 030
Culture et Communications (service de la dette)			3 757	3 757
Finances et Économie (service de la dette)			8 448 434	8 448 434
Total	**150 589**	**179 974**	**72 630 658**	**72 961 222**
Votés	150 574	174 215	48 500 233	48 825 022
Permanents	15	5 760	24 130 425	24 136 200
Total	**150 589**	**179 974**	**72 630 658**	**72 961 222**

(1) Ces dépenses excluent celles qui ne requièrent pas de crédits (amortissement d'immobilisations, consommation de stocks et de frais payés d'avance), ainsi que les variations à la baisse de provisions et les revenus imputés à l'encontre du service de la dette afférent

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	REVENUS	DÉPENSES
Assemblée nationale	101	121 627
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	1 121	129 746
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	16 476	1 521 965
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	19 403	1 049 120
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 874	945 593
Conseil exécutif	341	525 706
Culture et Communications	1 805	639 734
Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	45 330	306 990
Éducation, Loisir et Sport	131 254	10 326 577
Emploi et Solidarité sociale	874 891	4 341 051
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	31 360	6 482 620
Famille	1 803	2 456 929
Finances et Économie	27 720 145	9 084 114
Immigration et Communautés culturelles	373 617	191 151
Justice	228 345	853 650
Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	409	130 754
Ressources naturelles	69 952	404 198
Revenu	40 043 682	
Santé et Services sociaux	105 684	31 167 534
Sécurité publique	55 813	1 332 670
Transports	47 371	708 445
Travail	54	36 045
	69 770 829	**72 756 219**

Crédits votés utilisés	48 500 233
Crédits permanents utilisés	24 130 425
Total des dépenses nécessitant des crédits	**72 630 658**
Amortissement des immobilisations	156 539
Consommation de frais payés d'avance	2 153
Consommation de stocks	4 615
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette	(18 335)
Variation à la baisse de provisions	(19 412)
Total des dépenses ne nécessitant pas de crédit	**125 560**
	72 756 219

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	Détail page		Impôt sur le revenu et les biens	+	Taxes à la consommation	+	Droits et permis	+
1	49	Assemblée nationale						
2	61	Personnes désignées par l'Assemblée nationale						
3	73	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire					4 779	
4	89	Agriculture, Pêcheries et Alimentation					15 130	
5	101	Conseil du trésor et Administration gouvernementale						
6	117	Conseil exécutif						
7	137	Culture et Communications						
8	149	Développement durable, Environnement, Faune et Parcs					39 413	
9	161	Éducation, Loisir et Sport					1	
10	175	Emploi et Solidarité sociale						
11	189	Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie						
12	205	Famille					93	
13	217	Finances et Économie	6 779 900				1 824	
14	239	Immigration et Communautés culturelles					50 983	
15	251	Justice					1 497	
16	269	Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur						
17	279	Ressources naturelles					43 798	
18	291	Revenu	22 652 947		16 607 388		63 751	
19	293	Santé et Services sociaux					15 110	
20	311	Sécurité publique					38 615	
21	323	Transports					38 545	
22	335	Travail						
			29 432 847		**16 607 388**		**313 539**	

Note : Les informations financières dans ce sommaire excluent les sommes inscrites dans des comptes à fin déterminée (voir le point 4 de la partie A).

(1) Ces revenus représentent la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises. De cette somme, des dividendes de 4 265 356 k$ ont été versés au fonds général.

Revenus divers	+	Revenus provenant des entreprises du gouvernement [1]	=	Total des revenus autonomes	+	Transferts du gouvernement fédéral	=	Total des revenus 2014	Total des revenus 2013	
101				101				101	194	1
1 121				1 121				1 121	773	2
11 697				16 476				16 476	14 364	3
4 273				19 403				19 403	21 631	4
1 874				1 874				1 874	2 377	5
341				341				341	336	6
1 805				1 805				1 805	1 876	7
5 917				45 330				45 330	42 767	8
1 703				1 704		129 549		131 254	140 560	9
118 750				118 750		756 142		874 891	853 523	10
31 360				31 360				31 360	30 412	11
1 710				1 803				1 803	4 582	12
292 756		5 430 517		12 504 996		15 215 149		27 720 145	24 513 898	13
2 667				53 650		319 967		373 617	327 963	14
199 995				201 491		26 853		228 345	216 117	15
409				409				409	590	16
26 154				69 952				69 952	224 493	17
719 596				40 043 682				40 043 682	39 077 822	18
14 965				30 076		75 609		105 684	115 653	19
12 378				50 993		4 820		55 813	54 881	20
8 774				47 319		53		47 371	46 000	21
54				54				54	26	22
1 458 397		**5 430 517**		**53 242 688**		**16 528 142**		**69 770 829**	**65 690 839**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		ASSEMBLÉE NATIONALE			
1	52	Secrétariat général et affaires parlementaires			
2	52	Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité			
3	54	Services statutaires aux parlementaires			
		Total du portefeuille	-	-	-
		PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE			
4	64	Le Protecteur du citoyen			
5	64	Le Vérificateur général			
6	64	Administration du système électoral			
7	66	Le Commissaire au lobbyisme			
8	66	Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
		Total du portefeuille	-	-	-
		AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE			
9	76	Développement des régions et ruralité			100 055
10	76	Modernisation des infrastructures municipales			390 479
11	76	Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
12	78	Administration générale			
13	78	Commission municipale du Québec			
14	78	Habitation			331 807
15	80	Régie du logement			
		Total du portefeuille	-	-	**822 341**
		AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION			
16	92	Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			429 188
17	92	Organismes d'État			619 932
		Total du portefeuille	-	-	**1 049 120**
		CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
18	104	Secrétariat du Conseil du trésor			
19	104	Fonctions gouvernementales			
20	106	Commission de la fonction publique			
21	108	Régimes de retraite et d'assurances			
22	110	Fonds de suppléance			
		Total du portefeuille	-	-	-

(1) La diminution s'explique principalement par les coûts de l'élection du 7 avril 2014 qui sont comptabilisés sur deux exercices financiers, soit 2013-2014 et 2014-2015, alors que les coûts de l'élection du 4 septembre 2012 sont portés sur un seul, soit l'exercice 2012-2013.

(2) L'augmentation s'explique principalement par la hausse des coûts liés au remboursement du service de la dette à la suite des derniers investissements prévus au Plan québécois des infrastructures pour le Programme d'infrastructures Québec-Municipalités (PIQM), le Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec (TECQ), ainsi que pour le Fonds Chantiers Canada-Québec (FCCQ).

(3) La diminution s'explique principalement par la baisse de la subvention d'équilibre versée à la Société d'habitation du Québec (SHQ) à la suite de l'utilisation par cette dernière, d'une partie de son excédent cumulé en 2012-2013.

(4) La variation est principalement attribuable à l'inscription d'une provision pour les coûts liés à la tragédie survenue le 6 juillet 2013 à Lac-Mégantic, à la variation de la provision pour l'équité salariale et à la variation de la provision pour passif environnemental.

(5) L'augmentation est principalement attribuable au dépôt des nouvelles évaluations actuarielles, au 31 mars 2013, pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE) et le Régime de retraite des fonctionnaires (RRF). Ces nouvelles évaluations ont engendré une augmentation du coût des prestations acquises et de la dépense d'amortissement des gains et pertes actuariels.

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2014	TOTAL 2013	
		7 239				7 239	8 599	1
		53 587				53 587	51 664	2
		60 801				60 801	58 796	3
-		**121 627**		-		**121 627**	**119 059**	
		14 463				14 463	14 271	4
		26 465				26 465	27 067	5
		85 009				85 009 (1)	105 943	6
		3 130				3 130	3 043	7
		678				678	753	8
-		**129 746**		-		**129 746**	**151 077**	
						100 055	114 649	9
						390 479 (2)	352 727	10
		621 979				621 979	615 823	11
		52 360				52 360	50 247	12
		3 125				3 125	2 650	13
						331 807 (3)	399 862	14
		22 161				22 161	20 416	15
-		**699 624**		-		**1 521 965**	**1 556 373**	
						429 188	426 838	16
						619 932	643 451	17
-		-		-		**1 049 120**	**1 070 289**	
		76 064				76 064	81 384	18
		486 219				486 219 (4)	159 951	19
		4 017				4 017	3 850	20
		379 293				379 293 (5)	300 789	21
								22
-		**945 593**		-		**945 593**	**545 973**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		CONSEIL EXÉCUTIF			
23	120	Cabinet du lieutenant-gouverneur			
24	120	Services de soutien auprès de la première ministre et du Conseil exécutif			
25	122	Affaires intergouvernementales canadiennes			
26	122	Affaires autochtones			
27	124	Jeunesse			
28	124	Institutions démocratiques et Participation citoyenne			
29	126	Promotion et développement de la région métropolitaine			117 623
30	126	Promotion et développement de la Capitale-Nationale			44 318
31	126	Développement nordique			
		Total du portefeuille	**-**	**-**	**161 941**
		CULTURE ET COMMUNICATIONS			
32	140	Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec		56 066	
33	140	Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État		579 911	
		Total du portefeuille	**-**	**635 977**	**-**
		DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS			
34	152	Protection de l'environnement et gestion des parcs			301 535
35	152	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			5 456
		Total du portefeuille	**-**	**-**	**306 990**
		ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT			
36	164	Administration		123 252	
37	166	Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire		9 081 490	
38	166	Développement du loisir et du sport		67 781	
39	168	Régimes de retraite		1 054 054	
		Total du portefeuille	**-**	**10 326 577**	**-**
		EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
40	178	Mesures d'aide à l'emploi			841 134
41	178	Mesures d'aide financière			
42	180	Administration			
43	180	Condition féminine			
		Total du portefeuille	**-**	**-**	**841 134**

(6) La diminution s'explique principalement par le fait que le Secrétariat à la Capitale Nationale (SCN) n'a pas versé à la Ville de Québec les montants prévus au budget initial.

(7) L'augmentation est principalement attribuable au dépôt des nouvelles évaluations actuarielles, au 31 mars 2013, pour le Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), le Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE), et le Régime de retraite des enseignants (RRE). Ces nouvelles évaluations ont engendré une augmentation du coût des prestations acquises et de la dépense d'amortissement des gains et pertes actuariels.

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2014	TOTAL 2013	
		749				749	738	23
		57 258				57 258	52 504	24
		14 170				14 170	13 649	25
		237 083				237 083	235 628	26
		45 232				45 232	46 238	27
		9 274				9 274	8 215	28
						117 623	132 928	29
						44 318 (6)	64 715	30
								31
-		**363 765**		-		**525 706**	**554 615**	
				3 757		59 823	55 323	32
						579 911	568 734	33
-		-		**3 757**		**639 734**	**624 057**	
						301 535	301 194	34
						5 456	4 933	35
-		-		-		**306 990**	**306 127**	
						123 252	125 166	36
						9 081 490	8 961 223	37
						67 781	65 538	38
						1 054 054 (7)	842 427	39
-		-		-		**10 326 577**	**9 994 354**	
						841 134	871 541	40
3 016 525						3 016 525	2 998 018	41
472 773						472 773	511 889	42
10 619						10 619	9 373	43
3 499 917		-		-		**4 341 051**	**4 390 822**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE			
44	192	Administration		56 947	
45	192	Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés		26 718	
46	194	Aide financière aux études		612 205	
47	194	Enseignement supérieur		5 321 722	
48	196	Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation			143 582
49	196	Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			174 097
50	198	Régimes de retraite		147 349	
		Total du portefeuille	**-**	**6 164 940**	**317 680**
		FAMILLE			
51	208	Planification, recherche et administration			
52	208	Mesures d'aide à la famille			
		Total du portefeuille	**-**	**-**	**-**
		FINANCES ET ÉCONOMIE			
53	224	Direction du Ministère			
54	224	Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
55	226	Service de la dette			
56	228	Soutien technique et financier au développement économique			171 660
57	230	Interventions relatives au Fonds du développement économique			221 277
58	230	Promotion et développement du tourisme			135 937
		Total du portefeuille	**-**	**-**	**528 875**
		IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES			
59	242	Immigration, intégration et communautés culturelles		165 042	
60	242	Charte de la langue française		26 109	
		Total du portefeuille	**-**	**191 151**	**-**
		JUSTICE			
61	256	Activité judiciaire			
62	256	Administration de la justice			
63	258	Justice administrative			
64	258	Accessibilité à la justice			
65	258	Autres organismes relevant du ministre			
66	260	Poursuites criminelles et pénales			
67	260	Indemnisation et reconnaissance			
		Total du portefeuille	**-**	**-**	**-**

(8) La diminution s'explique principalement par une baisse des subventions attribuable à la fin de la Stratégie québécoise de la recherche et de l'innovation 2010-2013.

(9) L'augmentation s'explique principalement par une hausse de la dépense relative aux pertes sur interventions financières garanties.

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2014	TOTAL 2013	
						56 947	52 297	44
						26 718	25 086	45
						612 205	571 138	46
						5 321 722	5 039 617	47
						143 582 (8)	167 420	48
						174 097 (8)	193 137	49
						147 349	143 939	50
-		-		-		**6 482 620**	**6 192 633**	
53 967						53 967	53 479	51
2 402 962						2 402 962	2 316 973	52
2 456 929		-		-		**2 456 929**	**2 370 452**	
		73 935				73 935	69 044	53
		51 206				51 206	49 500	54
				8 430 099		8 430 099	7 762 148	55
						171 660	160 571	56
						221 277 (9)	70 431	57
						135 937	129 668	58
-		**125 141**		**8 430 099**		**9 084 114**	**8 241 361**	
						165 042	159 758	59
						26 109	25 495	60
-		-		-		**191 151**	**185 253**	
		110 331				110 331	104 820	61
		305 267				305 267	288 705	62
		13 043				13 043	12 311	63
163 378						163 378	170 484	64
		24 551				24 551	24 017	65
		123 183				123 183	113 467	66
113 897						113 897	107 143	67
277 275		**576 375**		-		**853 650**	**820 948**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	ÉDUCATION ET CULTURE	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT
		RELATIONS INTERNATIONALES, FRANCOPHONIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR			
68	272	Affaires internationales			130 754
		Total du portefeuille	**–**	**–**	**130 754**
		RESSOURCES NATURELLES			
69	282	Gestion des ressources naturelles			404 198
		Total du portefeuille	**–**	**–**	**404 198**
		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
70	296	Fonctions nationales	363 621		
71	298	Fonctions régionales	21 627 169		
72	300	Office des personnes handicapées du Québec	12 147		
73	300	Régie de l'assurance maladie du Québec	9 085 192		
74	302	Condition des aînés			
75	302	Curateur public			
		Total du portefeuille	**31 088 129**	**–**	**–**
		SÉCURITÉ PUBLIQUE			
76	314	Sécurité, prévention et gestion interne			
77	314	Sûreté du Québec			
78	316	Organismes relevant du ministre			
		Total du portefeuille	**–**	**–**	**–**
		TRANSPORTS			
79	326	Infrastructures et systèmes de transport			630 384
80	326	Administration et services corporatifs			78 061
		Total du portefeuille	**–**	**–**	**708 445**
		TRAVAIL			
81	338	Travail			
		Total du portefeuille	**–**	**–**	**–**
		TOTAL AU 31 MARS 2014	**31 088 129**	**17 318 645**	**5 271 476**
		TOTAL AU 31 MARS 2013	**30 105 422**	**16 631 674**	**5 394 850**

(10) La diminution s'explique principalement par les mesures de compressions budgétaires annoncées lors du discours sur le budget 2013-2014.

(11) La diminution s'explique principalement par une baisse des affectations au Fonds des ressources naturelles. En compensation, des virements de revenus de droits et permis provenant des ressources forestières ont été effectués vers le fonds (réf. : décrets 708-2012, 613-2013, 327-2014).

(12) La diminution s'explique par l'abolition de la « règle des 15 ans » relative au programme d'assurance médicaments, annoncée lors du discours sur le budget 2013-2014.

(13) L'augmentation s'explique par la hausse des services médicaux (725 188 k$), des services pharmaceutiques et des médicaments (82 709 k$), ainsi que des services optométriques, dentaires et autres (27 254 k$).

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2014		TOTAL 2013	
						130 754	(10)	153 608	68
-		-		-		**130 754**		**153 608**	
						404 198	(11)	493 687	69
-		-		-		**404 198**		**493 687**	
						363 621	(12)	487 006	70
						21 627 169		21 356 444	71
						12 147		11 930	72
						9 085 192	(13)	8 250 041	73
23 054						23 054		20 220	74
56 351						56 351		55 259	75
79 405		-		-		**31 167 534**		**30 180 901**	
		636 537				636 537		619 230	76
		657 684				657 684		652 458	77
		38 448				38 448		35 690	78
-		**1 332 670**		-		**1 332 670**		**1 307 378**	
						630 384		625 185	79
						78 061		88 307	80
-		-		-		**708 445**		**713 492**	
		36 045				36 045		40 648	81
-		**36 045**		-		**36 045**		**40 648**	
6 313 527		**4 330 586**		**8 433 856**		**72 756 219**			
6 242 840		**3 872 108**		**7 766 213**				**70 013 107**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	Détail page		RÉMUNÉRATION	FONCTIONNEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS
1	52	Assemblée nationale	86 544	35 063	
2	64	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	76 344	35 828	
3	76	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	52 711	27 806	
4	92	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	124 476	69 539	(710)
5	104	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	492 875	413 280	
6	120	Conseil exécutif	66 167	20 815	382
7	140	Culture et Communications	28 130	27 936	397
8	152	Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	156 547	91 381	99
9	164	Éducation, Loisir et Sport	60 031	60 553	
10	178	Emploi et Solidarité sociale	174 191	83 272	5 500
11	192	Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	45 048	7 388	32 643
12	208	Famille	29 318	24 192	202
13	224	Finances et Économie	86 507	44 801	130 341
14	242	Immigration et Communautés culturelles	96 947	52 445	1
15	256	Justice	368 994	188 142	8 152
16	272	Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	62 093	30 781	
17	282	Ressources naturelles	104 065	92 271	2 849
18	210	Santé et Services sociaux	108 539	89 653	30
19	314	Sécurité publique	636 313	307 280	19
20	326	Transports	111 987	346 677	32
21	338	Travail	15 164	7 352	
			2 982 992	**2 056 456**	**179 937**
		Imputation des dépenses :			
		Crédits votés	2 403 083	1 767 635	135 749
		Crédits permanents	579 909	129 069	45 156
		Total des dépenses nécessitant des crédits	2 982 992	1 896 705	180 905
		Amortissement des immobilisations		156 539	
		Consommation de frais payés d'avance		2 153	
		Consommation de stocks		1 059	
		Revenus imputés à l'encontre du service de la dette			
		Variation à la baisse de provisions			(968)
		Total des dépenses ne nécessitant pas de crédit	-	159 752	(968)
			2 982 992	**2 056 456**	**179 937**

TRANSFERT	+	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2014	TOTAL 2013	
20						121 627	119 059	1
17 574						129 746	151 077	2
1 400 353		41 096				1 521 965	1 556 373	3
855 814						1 049 120	1 070 289	4
57 302		(17 864)				945 593	545 973	5
435 362		2 980				525 706	554 615	6
579 514				3 757		639 734	624 057	7
58 963						306 990	306 127	8
10 205 994						10 326 577	9 994 354	9
2 992 726		1 085 361				4 341 051	4 390 822	10
6 372 540		25 000				6 482 620	6 192 633	11
2 403 218						2 456 929	2 370 452	12
235 988		156 377		8 430 099		9 084 114	8 241 361	13
41 757						191 151	185 253	14
262 645		25 717				853 650	820 948	15
37 880						130 754	153 608	16
6 562		198 450				404 198	493 687	17
30 953 777		15 535				31 167 534	30 180 901	18
113 644		275 413				1 332 670	1 307 378	19
246 602		3 147				708 445	713 492	20
6 715		6 813				36 045	40 648	21
57 284 962		**1 818 025**		**8 433 856**		**72 756 219**	**70 013 107**	
42 345 007		1 836 458		12 300		48 500 233	47 900 731	
14 936 390		11		8 439 891		24 130 425	22 097 255	
57 281 396		1 836 469		8 452 191		72 630 658	69 997 986	
						156 539	152 035	
						2 153	25	
3 556						4 615	342	
				(18 335)		(18 335)	(16 112)	
		(18 444)				(19 412)	(121 169)	
3 556		(18 444)		(18 335)		125 560	15 121	
57 284 962		**1 818 025**		**8 433 856**		**72 756 219**	**70 013 107**	

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES (1)	RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +
Entreprises	178	
Établissements de santé et de services sociaux	13 406 507	5 727 855
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	12 474 865	1 739 172
Municipalités et organismes municipaux		
Organismes à but non lucratif	1	1 009
Personnes		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie		
Autres		
Organismes et entreprises du gouvernement	7 529 801	358 861
	33 411 353	**7 826 897**

RÉPARTITION :

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	19 022	5 523
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	45 500	10 000
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	31 476	24 814
6	Conseil exécutif	3 500	7 386
7	Culture et Communications	120 711	66 834
8	Développement durable, Environnement, Faune et Parcs		
9	Éducation, Loisir et Sport	8 413 709	928 375
10	Emploi et Solidarité sociale	1 796	803
11	Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	4 059 022	809 597
12	Famille		31 015
13	Finances et Économie	39 630	14 188
14	Immigration et Communautés culturelles		
15	Justice	81 224	19 490
16	Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	999	2 843
17	Ressources naturelles		
18	Santé et Services sociaux	20 544 557	5 853 890
19	Sécurité publique		6 589
20	Transports	43 969	45 359
21	Travail	6 237	191
		33 411 353	**7 826 897**

(1) Les bénéficiaires identifiés sont les bénéficiaires ultimes des transferts. Lorsque l'aide financière est versée par un intermédiaire, le bénéficiaire identifié de cette aide financière est cet intermédiaire si le bénéficiaire ultime ne peut être identifié au prix d'un effort raisonnable.

(2) Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.

CAPITAL (2)		+ INTÉRÊTS	+ SUPPORT	= TOTAL 2014	TOTAL 2013	
Principal	Autres					
9 534	37 516	3 013	1 762 996	1 813 238	1 801 545	
596 004	178 419	273 200	144 499	20 326 484	20 128 423	
911 659	40 730	445 988	140 812	15 753 226	15 124 935	
305 569	11 192	110 280	1 187 852	1 614 893	1 616 936	
92 358	59 352	79 073	3 277 998	3 509 792	3 415 081	
			2 975 084	2 975 084	2 950 183	
			2 184 861	2 184 861	2 116 765	
	16 068	3 768	968 607	988 442	966 232	
82 155	43 923	42 556	61 637	8 118 933	7 494 854	
1 997 280	**387 199**	**957 877**	**12 704 348**	**57 284 952**	**55 614 955**	
			20	20	19	1
			17 574	17 574	16 465	2
278 234	77 790	149 029	870 755	1 400 353	1 425 271	3
144	24 549	115	775 506	855 814	882 495	4
			1 012	57 302	37 354	5
20 931	6 152	7 171	390 222	435 362	470 584	6
118 995	3	41 303	231 668	579 514	568 338	7
18 695	84	8 079	32 104	58 963	60 281	8
477 469	6 292	241 789	138 360	10 205 994	9 871 544	9
	13		2 990 115	2 992 726	2 965 890	10
443 181	47 619	209 459	803 661	6 372 540	6 075 233	11
20 085	1 316	9 917	2 340 885	2 403 218	2 317 337	12
14 563		15 057	152 550	235 988	217 495	13
			41 757	41 757	41 310	14
	347		161 585	262 645	263 795	15
			34 038	37 880	54 920	16
1 596		701	4 266	6 562	10 683	17
599 255	211 748	273 484	3 470 843	30 953 777	29 977 461	18
1 222			105 833	113 644	117 220	19
2 910	11 288	1 773	141 304	246 602	230 242	20
			288	6 715	11 020	21
1 997 280	**387 199**	**957 877**	**12 704 348**	**57 284 952**	**55 614 955**	

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉ-RATION	+ FONCTION-NEMENT	+ CAPITAL	+ INTÉRÊT	+ SUPPORT	= TOTAL 2014	TOTAL 2013
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire					41 096	41 096	55 017
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		(18 444)		580		(17 864)	(13 739)
Conseil exécutif					2 980	2 980	2 959
Emploi et Solidarité sociale	154 649	55 203	10 926	835	863 748	1 085 361	1 153 952
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie					25 000	25 000	20 000
Finances et Économie	14 035	9 591	2 343	425	129 982	156 377	94 817
Justice	9 795	5 241	176		10 505	25 717	24 084
Ressources naturelles	45 004	65 059		2 400	85 987	198 450	276 372
Santé et Services sociaux					15 535	15 535	11 598
Sécurité publique	220 005	50 481	4 928			275 413	272 936
Transports			2 819	328		3 147	437
Travail	5 246	1 567				6 813	7 253
	448 734	**168 698**	**21 192**	**4 568**	**1 174 832**	**1 818 025**	**1 905 685**

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	DÉPENSES			+ CAPITALISÉE AUX IMMOBILISATIONS	= TOTAL
	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial		
Assemblée nationale	86 544			984	87 528
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	76 344			606	76 950
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire	52 711	19 022		149	71 883
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	124 476	45 500		467	170 444
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	492 875	31 476		727	525 078
Conseil exécutif	66 167	3 500			69 667
Culture et Communications	28 130	120 711		198	149 039
Développement durable, Environnement, Faune et Parcs	156 547			890	157 438
Éducation, Loisir et Sport	60 031	8 413 709		1 083	8 474 822
Emploi et Solidarité sociale	174 191	1 796	154 649		330 637
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie	45 048	4 059 022			4 104 070
Famille	29 318				29 318
Finances et Économie	86 507	39 630	14 035	116	140 288
Immigration et Communautés culturelles	96 947			707	97 654
Justice	368 994	81 224	9 795	939	460 953
Relations internationales, Francophonie et Commerce extérieur	62 093	999		65	63 157
Ressources naturelles	104 065		45 004	1 990	151 059
Santé et Services sociaux	108 539	20 544 557		1 899	20 654 996
Sécurité publique	636 313		220 005	2 177	858 495
Transports	111 987	43 969		1 498	157 453
Travail	15 164	6 237	5 246		26 647
	2 982 992	**33 411 353**	**448 734**	**14 495**	**36 857 574**

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	101	194
Total des revenus divers	101	194
Total des revenus autonomes	101	194
Total des revenus	**101**	**194**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat général et affaires parlementaires					
Votés					
Permanents	7 243	7 239		5	
Ne nécessitant pas de crédits					
	7 243	7 239	-	5	-
PROGRAMME 2					
Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité					
Votés					
Permanents	59 577	47 428	3 467	8 682	
Ne nécessitant pas de crédits		6 159			
	59 577	53 587	3 467	8 682	-
PROGRAMME 3					
Services statutaires aux parlementaires					
Votés					
Permanents	62 130	60 801	13	1 316	
Ne nécessitant pas de crédits					
	62 130	60 801	13	1 316	-
	128 950	121 627	3 480	10 002	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés					
Permanents	128 950	115 468	3 480	10 002	
Ne nécessitant pas de crédits		6 159			
	128 950	121 627	3 480	10 002	-
Dépenses	117 709	121 627		2 241	
Prêts, placements, avances et autres	1 101		15	1 087	
Immobilisations	10 140		3 465	6 674	
	128 950	121 627	3 480	10 002	-

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Secrétariat général et affaires parlementaires**			
1. Secrétariat général					
Permanents(1)	1 646			939	706
2. Affaires parlementaires					
Permanents(1)	5 597			5 023	571
TOTAL	7 243	-	-	5 962	1 277
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité**			
1. Affaires informationnelles et institutionnelles					
Permanents(1)	13 533	1		9 138	4 043
2. Affaires administratives et sécurité					
Permanents(1)	46 043		3 465	25 012	9 235
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	59 577	1	3 465	34 150	13 278

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale.

						1	
						3	
-	-	-	-	-	-	5	-

Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles d'une part, et des services reliés à la Bibliothèque, aux communications, aux activités protocolaires et interparlementaires, aux activités pédagogiques, à la diffusion des débats et à assurer la sécurité des personnes et des biens, d'autre part.

						351	
						8 331	
							6 159
-	-	-	-	-	-	8 682	6 159

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	– CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Services statutaires aux parlementaires**			
1. Indemnités et allocations aux parlementaires					
Permanents(1)	12 789	13		1 032	11 638
Permanents(2)	15 118			14 448	
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés					
Permanents(1)	25 619			23 164	2 397
3. Services de recherche des partis politiques					
Permanents(1)	2 806			2 116	313
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale					
Permanents(2)	5 798			5 672	
TOTAL	62 130	13	–	46 433	14 348

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1)
(2) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1)

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés					
Permanents	128 950	15	3 465	86 544	28 904
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**128 950**	**15**	**3 465**	**86 544** (1)	**28 904**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 893 k$ à l'égard du traitement de 69 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	86 544		86 544
Fonctionnement	28 904	6 159	35 063
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	20		20
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	115 468	6 159	121 627

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							106	
							670	
	20						38	
							377	
							126	
–	20	–	–		–	–	1 316	–
	20						10 002	
								6 159
–	**20**	–	–		–	–	**10 002**	**6 159**

Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.

ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Secrétariat général et affaires parlementaires			
Votés			
Permanents	5 449		
	5 449	-	-
Programme 2 - Secrétariat général adjoint à l'administration, affaires informationnelles et institutionnelles et sécurité			
Votés			
Permanents	61 371		
	61 371	-	-
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires			
Votés			
Permanents	59 930		
	59 930	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés			
Permanents	126 750		
	126 750	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 794				7 243
-	-	-		**1 794**		-		**7 243**
				(1 794)				59 577
-	-	-		**(1 794)**		-		**59 577**
		2 200						62 130
-	-	**2 200**		-		-		**62 130**
		2 200						128 950
-	-	**2 200**		-		-		**128 950**

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	+ Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires				
Autres	50			
Total du programme 3	50	-	-	
Total des crédits et dépenses	**50**	-	-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
		20			20	19
–	–	20	–	–	20	19
–	–	**20**	–	–	**20**	**19**

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Support	50	20	19
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**50**	**20**	**19**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	135	
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	413	507
Divers	78	86
	627	593
Intérêts		
Divers	1	2
	1	2
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi électorale	50	31
Divers	17	
	67	31
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	426	126
Divers		21
	426	147
Total des revenus divers	1 121	773
Total des revenus autonomes	1 121	773
Total des revenus	**1 121**	**773**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Le Protecteur du citoyen					
Votés	16 931	14 064	1 419	1 448	
Permanents	381	328		53	
Ne nécessitant pas de crédits		72			
	17 312	14 463	1 419	1 501	-
PROGRAMME 2					
Le Vérificateur général					
Votés	27 324	26 199	333	792	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		266			
	27 324	26 465	333	792	-
PROGRAMME 3					
Administration du système électoral					
Votés					
Permanents	88 527	83 905	2 293	2 330	
Ne nécessitant pas de crédits		1 105			
	88 527	85 009	2 293	2 330	-
PROGRAMME 4					
Le Commissaire au lobbyisme					
Votés	3 170	3 076	16	77	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		55			
	3 170	3 130	16	77	-
PROGRAMME 5					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Votés					
Permanents	1 127	638	2	487	
Ne nécessitant pas de crédits		39			
	1 127	678	2	487	-
	137 459	129 746	4 062	5 187	-

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	47 425	43 339	1 768	2 318	
Permanents	90 034	84 871	2 294	2 869	
Ne nécessitant pas de crédits		1 536			
	137 459	129 746	4 062	5 187	-
Dépenses	131 094	129 746		2 685	
Prêts, placements, avances et autres	618			618	
Immobilisations	5 747		4 062	1 685	
	137 459	129 746	4 062	5 187	-

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Le Protecteur du citoyen**			
1. Le Protecteur du citoyen	16 931		1 419	11 681	2 383
Permanents(1)	381			328	
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	17 312	-	1 419	12 009	2 383
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32)					
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Le Vérificateur général**			
1. Le Vérificateur général	27 324		333	21 321	4 878
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	27 324	-	333	21 321	4 878
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Administration du système électoral**			
1. Gestion interne et soutien					
Permanents(1)	26 195		1 410	16 930	5 699
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de la représentation électorale					
Permanents(1)	102			3	42
3. Activités électorales					
Permanents(1)	62 230		882	23 131	20 525
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	88 527	-	2 293	40 064	26 266
(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3)					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.

				414	3	1 031	
						53	
							72
-	-	-	-	414	3	1 084	72

L'objectif de ce programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer l'audit des états financiers, la vérification de la conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives, la vérification de l'optimisation des ressources ainsi que celle se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1). Le champ de compétence du Vérificateur général s'étend aux ministères, aux organismes et aux entreprises du gouvernement, aux réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi qu'aux bénéficiaires de subventions. Ce programme vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ses travaux à l'Assemblée nationale.

					595	197	
							266
-	-	-	-	-	595	197	266

Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.

						2 156	
							650
						56	
	17 574					118	
							455
-	17 574	-	-	-	-	2 330	1 105

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Le Commissaire au lobbyisme**			
1 Le Commissaire au lobbyisme	3 170		16	2 436	640
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	3 170	-	16	2 436	640
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie**			
1 Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Permanents(1)	1 127		2	514	124
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	1 127	-	2	514	124

(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1)

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	47 425		1 768	35 437	7 902
Permanents	90 034		2 294	40 907	26 390
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**137 459**	**-**	**4 062**	**76 344** (1)	**34 292**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 870 k$ à l'égard du traitement de 76 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	76 344			76 344
Fonctionnement	34 292		1 536	35 828
Créances douteuses et autres provisions				
Transfert	17 574			17 574
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette				
	128 210		1 536	129 746

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.

						77	
							55
-	-	-	-	-	-	77	55

Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie d'appliquer le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

						487	
							39
-	-	-	-	-	-	487	39
				414	598	1 306	
	17 574					2 869	
							1 536
-	**17 574**	-	-	**414**	**598**	**4 175**	**1 536**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Le Protecteur du citoyen			
Votés	16 517	414	
Permanents	381		
	16 898	**414**	**-**
Programme 2 - Le Vérificateur général			
Votés	27 324		
Permanents			
	27 324	**-**	**-**
Programme 3 - Administration du système électoral			
Votés			
Permanents	38 288		
	38 288	**-**	**-**
Programme 4 - Le Commissaire au lobbyisme			
Votés	3 170		
Permanents			
	3 170	**-**	**-**
Programme 5 - Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
Votés			
Permanents	1 127		
	1 127	**-**	**-**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	47 011	414	
Permanents	39 796		
	86 807	**414**	**-**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								16 931
								381
-	-	-		-		-		**17 312**
								27 324
-	-	-		-		-		**27 324**
						50 239		88 527
-	-	-		-		**50 239**		**88 527**
								3 170
-	-	-		-		-		**3 170**
								1 127
-	-	-		-		-		**1 127**
								47 425
						50 239		90 034
-	-	-		-		**50 239**		**137 459**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	17 493		
Remboursement des dépenses électorales	81		
Total du programme 3	17 574	-	-
Total des crédits et dépenses	**17 574**	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
		17 493			17 493	6 182
		81			81	10 283
-	-	17 574	-	-	17 574	16 465
-	-	**17 574**	-	-	**17 574**	**16 465**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Support	17 574	17 574	16 465
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**17 574**	**17 574**	**16 465**

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Droits et permis		
Autres		
Frais exigibles par la Régie du logement	4 779	4 835
Total des droits et permis	4 779	4 835
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	88	62
	88	62
Intérêts		
Assainissement des eaux	4 701	6 249
Divers	25	1
	4 726	6 250
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	68	95
Subventions d'années antérieures	6 816	3 122
	6 883	3 216
Total des revenus divers	11 697	9 529
Total des revenus autonomes	16 476	14 364
Total des revenus	**16 476**	**14 364**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des régions et ruralité					
Votés	100 203	100 055		148	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	100 203	100 055	-	148	-
PROGRAMME 2					
Modernisation des infrastructures municipales					
Votés	398 583	390 479		8 104	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	398 583	390 479	-	8 104	-
PROGRAMME 3					
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités					
Votés	624 798	621 979		2 819	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	624 798	621 979	-	2 819	-
PROGRAMME 4					
Administration générale					
Votés	71 976	48 701	3 997	19 277	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 649			
	71 985	52 360	3 997	19 277	-
PROGRAMME 5					
Commission municipale du Québec					
Votés	3 152	3 120	29	2	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		4			
	3 152	3 125	29	2	-
PROGRAMME 6					
Habitation					
Votés	406 883	331 807	75 076		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	406 883	331 807	75 076	-	-
PROGRAMME 7					
Régie du logement					
Votés	24 232	21 599	608	2 026	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		562			
	24 232	22 161	608	2 026	-
	1 629 836	1 521 965	79 710	32 376	-

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 629 826	1 517 740	79 710	32 376	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 216			
	1 629 836	1 521 965	79 710	32 376	-
Dépenses	1 533 576	1 521 965		15 826	
Prêts, placements, avances et autres	75 566		75 077	488	
Immobilisations	20 694		4 633	16 061	
	1 629 836	1 521 965	79 710	32 376	-

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Développement des régions et ruralité**			
1. Soutien au développement local et régional	100 203				
TOTAL	100 203	-	-	-	-
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Modernisation des infrastructures municipales**			
1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures	233 984			3 349	848
2. Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales	164 599			22	62
TOTAL	398 583	-	-	3 371	909
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités**			
1. Compensations tenant lieu de taxes	331 141				
2. Aide financière aux municipalités	19 808				
3. Mesures financières du partenariat fiscal	273 848				
TOTAL	624 798	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme offre un soutien financier au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement régional et à l'économie sociale de même qu'au soutien à la ruralité.

	58 960	41 096		125		23	
-	58 960	41 096	-	125	-	23	-

Ce programme procure le financement requis pour soutenir les municipalités dans le maintien des actifs, la résorption du déficit cumulé et la mise aux normes des infrastructures municipales d'eau potable. Il procure également du financement pour des travaux similaires dans les infrastructures municipales d'eaux usées et pour les réseaux de conduites d'eau potable et des eaux usées. Il permet d'apporter un soutien financier à la construction d'infrastructures municipales ciblant le développement local et régional.

	224 960			1 005		3 823	
	161 239					3 276	
-	386 199	-	-	1 005	-	7 099	-

Ce programme vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement, sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi que sur ceux des gouvernements étrangers. Il permet de soutenir le regroupement volontaire de municipalités et d'accorder une aide financière au milieu municipal. Il soutient les municipalités régionales de comté, notamment pour l'aménagement du territoire. Ce programme englobe également les mesures du partenariat fiscal et financier conclu avec le monde municipal.

	329 672					1 469	
	18 484					1 325	
	273 823					25	
-	621 979	-	-	-	-	2 819	-

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Administration générale**			
1. Direction	4 113			2 461	405
Permanents(1)	10				10
2. Gestion	67 863	2	3 996	28 604	15 822
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	71 985	2	3 996	31 066	16 237
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Commission municipale du Québec**			
1. Commission municipale du Québec	3 152		29	2 138	982
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	3 152	-	29	2 138	982
PROGRAMME 6 Mission : Économie et environnement		**Habitation**			
1. Société d'habitation du Québec	406 883	75 076 (1)			
TOTAL	406 883	75 076	-	-	-

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(1) Ce montant a été porté à la dette nette et vise à pourvoir au paiement des dépenses de la Société d'habitation du Québec, à la suite de la finalisation de ses travaux de mise en œuvre de la norme comptable révisée sur les paiements de transfert, qui est entrée en vigueur le 1er avril 2012 (réf. : décret 210-2014).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	1 013						234	
	396					1 569	17 474	
								3 649
-	1 409	-	-		-	1 569	17 708	3 649

Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de la direction du Ministère et de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en oeuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal, le traitement des plaintes ainsi que le développement de l'ensemble des régions du Québec.

						2	
							4
-	-	-	-	-	-	2	4

En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière d'organisation territoriale, de régulation technique, d'enquête, de tutelle, d'administration provisoire, de médiation et d'arbitrage et de reconnaissance aux fins d'exemption de taxes. Ce programme lui permet aussi d'enquêter sur le manquement d'un élu municipal au code d'éthique et de déontologie de sa municipalité.

	331 807						
-	331 807	-	-	-	-	-	-

Ce programme vise à faciliter, pour les citoyennes et les citoyens du Québec, l'accès à des conditions adéquates de logement, à favoriser un habitat et un milieu de vie de qualité et à soutenir l'amélioration continue en habitation.

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	– CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 7 Mission : Gouverne et justice		**Régie du logement**			
1. Régie du logement	24 232		608	16 137	5 462
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	24 232	–	608	16 137	5 462
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 629 826	75 077	4 633	52 711	23 580
Permanents	10				10
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**1 629 836**	**75 077**	**4 633**	**52 711** (1)	**23 590**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 13 563 k$ à l'égard du traitement de 112 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	52 711		52 711
Fonctionnement	23 590	4 216	27 806
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	1 400 353		1 400 353
Affectation à un fonds spécial	41 096		41 096
Service de la dette			
	1 517 750	4 216	1 521 965

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
						434	1 592	
								562
–	–	–	–		–	434	1 592	562
	1 400 353	41 096			1 130	2 003	29 243	
								4 216
–	**1 400 353**	**41 096**	–		**1 130**	**2 003**	**29 243**	**4 216**

En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Développement des régions et ruralité			
Votés	97 593		
Permanents			
	97 593	-	-
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Votés	435 751		
Permanents			
	435 751	-	-
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Votés	624 886		
Permanents			
	624 886	-	-
Programme 4 - Administration générale			
Votés	72 710		
Permanents	10		
	72 719	-	-
Programme 5 - Commission municipale du Québec			
Votés	2 580		
Permanents			
	2 580	-	-
Programme 6 - Habitation			
Votés	331 873		
Permanents			
	331 873	-	-
Programme 7 - Régie du logement			
Votés	20 054		
Permanents			
	20 054	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	1 585 445		
Permanents	10		
	1 585 455	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				2 610				100 203
-	-	-		**2 610**		-		**100 203**
				(37 168)				398 583
-	-	-		**(37 168)**		-		**398 583**
				(88)				624 798
-	-	-		**(88)**		-		**624 798**
				(734)				71 976 10
-	-	-		**(734)**		-		**71 985**
				572				3 152
-	-	-		**572**		-		**3 152**
				75 010				406 883
-	-	-		**75 010**		-		**406 883**
2 179				2 000				24 232
2 179	-	-		**2 000**		-		**24 232**
2 179				42 202				1 629 826 10
2 179	-	-		**42 202**		-		**1 629 836**

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement des régions et ruralité			
Communautés rurales branchées	3 335	1 542	
Économie sociale	1 585		
Fonds conjoncturel de développement	3 197	28	
Fonds d'aide au développement des territoires de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	209		
Fonds d'aide aux initiatives régionales	3 478	523	
Fonds d'intervention stratégique régional	742	343	
Infrastructures en entrepreneuriat collectif	1 520		
Politique nationale de la ruralité	37 824	1 252	
Réseaux de sentiers de véhicules hors route	29		
Soutien aux territoires en difficulté	1 199		
Villages branchés du Québec	5 784		
Autres	205		
Total du programme 1	59 107	3 688	-
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Fonds Chantiers Canada-Québec - Grands projets	8 440		
Fonds Chantiers Canada-Québec - Volets Collectivités et Grandes Villes	22 215		
Fonds de stimulation de l'infrastructure	8 902		
Infrastructures municipales en milieu nordique	14 788		
Infrastructures Québec-Municipalités	124 788	11 000	
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales	149 448	727	
Programme d'infrastructures de loisirs	3 833		
Programme de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec 2010-2013	24 921		
Programme de renouvellement des conduites d'eau potable et d'égout	36 689		
Autres	280		
Total du programme 2	394 303	11 727	-
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées	714		
Compensation financière pour les équipements antipollution	4 222		
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations internationales	3 376		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	296 893		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	30 872		
Mesures de l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James	996		
Mesures financières du partenariat fiscal	273 848		
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec	1 700		
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	5 951		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 472		
Soutien au regroupement municipal	293		
Autres	4 461		
Total du programme 3	624 798	-	-
Programme 4 - Administration générale			
Autres	1 479	5	
Total du programme 4	1 479	5	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)									
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2014	Total 2013
		507		1 287						3 335	676
		900		685						1 585	1 605
		780		2 263						3 072	1 206
		145		64						209	242
		1 192		1 740						3 455	
		205		194						742	2 624
				1 520						1 520	532
156		35 103		1 313						37 824	38 813
				29						29	96
		1 199								1 199	6 108
		5 243		541						5 784	5 728
		175		30						205	2 003
156		45 450		9 665		-		-		58 960	59 632
		8 140		300						8 440	6 424
		21 135		1 080						22 215	13 920
		8 278		623						8 902	8 386
		14 788								14 788	15 071
2 081		92 610		14 270						119 961	100 353
274		142 250		2 920						146 171	151 409
277		3 133		423						3 833	2 580
		24 921								24 921	13 440
		36 689								36 689	36 689
				280						280	270
2 632		351 943		19 898		-		-		386 199	348 542
		714								714	819
		4 222								4 222	4 244
219		3 157								3 376	3 003
		296 893								296 893	295 444
		29 403								29 403	27 126
		996								996	
		273 823								273 823	273 906
		1 700								1 700	40
		5 951								5 951	5 976
		1 472								1 472	1 444
		293								293	308
		2 024		1 113						3 137	3 513
219		620 647		1 113		-		-		621 979	615 823
23		132		1 249						1 409	1 412
23		132		1 249		-		-		1 409	1 412

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 6 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	64 836		
Aide au logement social, communautaire et abordable	242 020		
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	406	290	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	24 545		
Total du programme 6	331 807	290	–
Total des crédits et dépenses	**1 411 494**	**15 710**	**–**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
		97	64 739		64 836	72 603
		151 411	90 609		242 020	276 991
		116			406	372
				24 545	24 545	49 896
–	–	151 624	155 348	24 545	331 807	399 862
3 030	**1 018 171**	**183 549**	**155 348**	**24 545**	**1 400 353**	**1 425 271**

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Rémunération	19 022	19 022	25 397
Fonctionnement	5 523	5 523	6 985
Capital	356 024	356 024	338 657
Intérêt	149 029	149 029	158 404
Support	881 896	870 755	895 828
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 411 494**	**1 400 353**	**1 425 271**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2014	2013
Support	41 096	41 096	55 017
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**41 096**	**41 096**	**55 017**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles	83	68
	83	68
Autres		
Études de dossiers	552	515
Demande d'autorisation - Zone agricole	565	569
Commercialisation des grains	219	234
Mise en marché	96	108
Abattoir et atelier	273	258
Acte déclaratoire - CPTAQ	115	114
Pêche commerciale	75	76
Préparation ou mise en conserve du poisson	70	69
Restauration et ventes au détail d'aliments	12 962	12 485
Divers	121	85
	15 047	14 511
Total des droits et permis	15 130	14 579
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Eau	84	98
Cale de halage	65	74
Cotisations - Surveillance de l'utilisation du lait	529	484
Autres aides à l'agriculteur	1 005	975
Divers	188	149
	1 871	1 780
Intérêts		
Prêts aux pêcheurs	9	59
Divers	44	50
	53	109
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	285	427
Subventions d'années antérieures	1 748	4 712
Divers	15	23
	2 049	5 163
Transferts et donations de tiers		
Immobilisations - Subventions et contributions de tiers non apparentés	300	
	300	-
Total des revenus divers	4 273	7 052
Total des revenus autonomes	19 403	21 631
Total des revenus	**19 403**	**21 631**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Votés	463 810	412 735	19 803	31 272	
Permanents	115	102		13	
Ne nécessitant pas de crédits		16 351			
	463 925	429 188	19 803	31 286	-
PROGRAMME 2					
Organismes d'État					
Votés	629 068	619 665	354	9 049	
Permanents	7	7			
Ne nécessitant pas de crédits		259			
	629 075	619 932	354	9 049	-
	1 093 000	1 049 120	20 156	40 334	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 092 878	1 032 400	20 156	40 321	
Permanents	122	109		13	
Ne nécessitant pas de crédits		16 610			
	1 093 000	1 049 120	20 156	40 334	-
Dépenses	1 051 913	1 049 120		19 404	
Prêts, placements, avances et autres	3 660		1	3 659	
Immobilisations	37 427		20 155	17 272	
	1 093 000	1 049 120	20 156	40 334	-

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments**			
1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires, de pêche et aquacoles	292 639		349	45 744	7 375
2. Institut de technologie agroalimentaire	21 134		619	17 270	2 325
3. Santé animale et inspection des aliments	58 696		466	24 819	13 717
4. Direction et services à la gestion	91 341		18 367	26 071	26 157
Permanents(1)	102				102
Permanents(2)	13				
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	463 925	1	19 802	113 904	49 677

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Organismes d'État**			
1. La Financière agricole du Québec	615 000				
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	9 215		328	7 313	1 552
Amortissement des immobilisations					
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 853		26	3 259	978
Permanents(1)	7				
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	629 075	-	354	10 572	2 531

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme a pour objet le développement du potentiel et l'amélioration des performances technologiques liés à la production, à la transformation et à la conservation des produits bioalimentaires, tout en favorisant le respect de l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes dans ces domaines et à assurer la sécurité des aliments.								
4	229 238				50	4 156	5 722	
	830						89	
	19 183						510	
						697	20 048	
							13	
								17 073
								(721)
4	249 251	-	-		50	4 853	26 383	16 351
Ce programme vise à favoriser une saine gestion des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et de préserver la vocation des sols arables.								
	606 563						8 437	
							22	
								240
						379	211	
7								
								19
7	606 563	-	-		-	379	8 670	259

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	– CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 092 878	1	20 155	124 476	52 106
Permanents	122				102
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	**1 093 000**	**1**	**20 155**	**124 476** (1)	**52 207**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 14 874 k$ à l'égard du traitement de 137 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	124 476		124 476
Fonctionnement	52 207	17 332	69 539
Créances douteuses et autres provisions	11	(721)	(710)
Transfert	855 814		855 814
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	1 032 509	16 610	1 049 120

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
4	855 814				50	5 231	35 040	
7							13	
								17 332
								(721)
11	**855 814**	**–**	**–**		**50**	**5 231**	**35 053**	**16 610**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Votés	456 336		
Permanents	10		
	456 345	-	-
Programme 2 - Organismes d'État			
Votés	628 008		
Permanents			
	628 008	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	1 084 344		
Permanents	10		
	1 084 354	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
7 296				178				463 810
	13					92		115
7 296	**13**	**-**		**178**		**92**		**463 925**
842				218				629 068
						7		7
842	**-**	**-**		**218**		**7**		**629 075**
8 138				396				1 092 878
	13					100		122
8 138	**13**	**-**		**396**		**100**		**1 093 000**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	13 368	348	
Amélioration de la santé animale	15 132	14 224	
Appui à la formation	986	10	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	12 451	5 886	
Appui au développement en région	34 925	22 717	7
Appui au secteur de la transformation	8 467	2 909	
Prime-Vert	36 536	25 846	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	126 893	126 882	
Traçabilité des aliments	321		
Autres	4 835	947	
Total du programme 1	253 914	199 770	7
Programme 2 - Organismes d'État			
La Financière agricole du Québec	615 000	551 063	
Total du programme 2	615 000	551 063	-
Total des crédits et dépenses	**868 914**	**750 833**	**7**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
3 040		9 979			13 368	19 514
338		370			14 932	14 165
44		921			975	1 180
493	256	5 817			12 451	11 666
51	902	7 570			31 246	34 381
40	38	5 029			8 015	7 772
252		10 437			36 536	36 879
		11			126 893	122 100
3 505	8	373			4 834	4 839
7 765	1 203	40 507	–	–	249 251	252 495
				55 500	606 563	630 000
–	–	–	–	55 500	606 563	630 000
7 765	**1 203**	**40 507**	**–**	**55 500**	**855 814**	**882 495**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Rémunération	45 500	45 500	44 303
Fonctionnement	10 000	10 000	10 056
Capital	24 693	24 693	27 708
Intérêt	115	115	125
Support	788 606	775 506	800 303
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**868 914**	**855 814**	**882 495**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurance - Organismes autonomes et fonds spéciaux	(3)	351
	(3)	351
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 877	2 026
	1 877	2 026
Total des revenus divers	1 874	2 377
Total des revenus autonomes	1 874	2 377
Total des revenus	**1 874**	**2 377**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat du Conseil du trésor					
Votés	89 808	72 133	2 453	15 222	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		3 921			
	89 818	76 064	2 453	15 222	-
PROGRAMME 2					
Fonctions gouvernementales					
Votés	514 813	494 113		20 700	
Permanents	11 020	10 550		470	
Ne nécessitant pas de crédits		(18 444)			
	525 833	486 219	-	21 170	-
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Votés	4 010	3 940	70		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		77			
	4 010	4 017	70	-	-
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Votés	3 976	2 675		1 301	
Permanents	381 638	376 617		5 021	
Ne nécessitant pas de crédits					
	385 614	379 293	-	6 321	-
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Votés	598 793			598 793	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	598 793	-	-	598 793	-
	1 604 068	945 593	2 523	641 506	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 211 401	572 861	2 523	636 016	
Permanents	392 668	387 177		5 490	
Ne nécessitant pas de crédits		(14 446)			
	1 604 068	945 593	2 523	641 506	-
Dépenses	1 030 775	945 593		70 737	
Prêts, placements, avances et autres	546 023			546 023	
Immobilisations	27 270		2 523	24 747	
	1 604 068	945 593	2 523	641 506	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Secrétariat du Conseil du trésor**			
1. Soutien au Conseil du trésor	89 808		2 453	44 345	26 775
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	89 818	-	2 453	44 345	26 785
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Fonctions gouvernementales**			
1. Soutien aux opérations gouvernementales	395 696			23 503	372 193
Amortissement des immobilisations					
2. Fonds dédié aux sinistres	580				
3. Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction	3 915				3 915
Permanents(1)	11 020			6 032	4 519
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au domaine des technologies de l'information	20 600				
5. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100				
6. Provision pour passif environnemental	25 922				1 108
Variation à la baisse de provisions					
7. Provision pour l'équité salariale	68 000			68 000	
TOTAL	525 833	-	-	97 535	381 735
(1) Loi sur les commissions d'enquête (RLRQ, chapitre C-37).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement en matière d'utilisation des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles ainsi qu'en matière de gestion axée sur les résultats. De plus, il encadre la gestion des technologies de l'information et des communications dans la prestation des services gouvernementaux.								
	1 012				30		15 192	
								3 921
-	1 012	-	-		30	-	15 192	3 921
Ce programme vise à offrir des services aux citoyens, aux entreprises ainsi qu'aux organismes publics.								
		580					470	
							20 600	
							100	
	24 814							(18 444)
-	24 814	580	-		-	-	21 170	(18 444)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Commission de la fonction publique**			
1. Commission de la fonction publique	4 010		70	3 178	762
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	4 010	-	70	3 178	762

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme regroupe les dépenses de la Commission afin de lui permettre de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la loi, de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis, d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et d'en faire rapport directement à l'Assemblée nationale.

							77
-	-	-	-	-	-	-	77

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Régimes de retraite et d'assurances**			
1. Régime de retraite des fonctionnaires					
Permanents(1)	24 900			24 900	
2. Régime de retraite de certains enseignants					
Permanents(2)	29 630				
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents(3)	184 851			180 643	
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	3 976			829	
Permanents(4)	12			12	
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels					
Permanents(5)	16 949			16 949	
6. Régime de retraite des juges					
Permanents(6)	13 871			13 058	
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec					
Permanents(7)	28 023			28 023	
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement					
Permanents(8)	83 403			83 403	
TOTAL	385 614	-	-	347 817	-

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).
(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).
(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).
(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, chapitre 6).
(5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).
(6) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).
(7) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).
(8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

	29 630						
						4 208	
	1 846					1 301	
						813	
-	31 476	-	-	-	-	6 321	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Fonds de suppléance**			
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté	54 795				
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération	100				
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier 2013-2014	543 798				
4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des infrastructures	100				
TOTAL	598 793	-	-	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 211 401		2 523	139 856	404 754
Permanents	392 668			353 019	4 528
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	**1 604 068**	-	**2 523**	**492 875** (1)	**409 282**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 9 779 k$ à l'égard du traitement de 86 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	492 875			492 875
Fonctionnement	409 282		3 998	413 280
Créances douteuses et autres provisions				
Transfert	57 302			57 302
Affectation à un fonds spécial	580		(18 444)	(17 864)
Service de la dette				
	960 039		(14 446)	945 593

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues qui peuvent survenir dans l'administration des programmes gouvernementaux. Il vise également à combler temporairement des manques de liquidités des ministères et organismes.

						54 795	
						100	
						543 798	
						100	
–	–	–	–	–	–	598 793	–
	27 672	580		30		635 986	
	29 630					5 490	
							3 998
							(18 444)
–	**57 302**	**580**	–	**30**	–	**641 476**	**(14 446)**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Votés	99 669	30	
Permanents	10		
	99 679	**30**	-
Programme 2 - Fonctions gouvernementales			
Votés	259 691		
Permanents	8 960		
	268 651	-	-
Programme 3 - Commission de la fonction publique			
Votés	4 257	125	
Permanents			
	4 257	**125**	-
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Votés	4 418		
Permanents	342 188		
	346 605	-	-
Programme 5 - Fonds de suppléance			
Votés	1 036 024		
Permanents			
	1 036 024	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	1 404 058	155	
Permanents	351 157		
	1 755 215	**155**	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(9 891)				89 808
								10
-	-	-		**(9 891)**		-		**89 818**
				255 123				514 813
						2 060		11 020
-	-	-		**255 123**		**2 060**		**525 833**
				(371)				4 010
-	-	-		**(371)**		-		**4 010**
				(442)				3 976
						39 451		381 638
-	-	-		**(442)**		**39 451**		**385 614**
				(437 231)				598 793
-	-	-		**(437 231)**		-		**598 793**
				(192 811)				1 211 401
						41 511		392 668
-	-	-		**(192 811)**		**41 511**		**1 604 068**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Appui au passage à la société de l'information	800	33	
Autres	285	5	
Total du programme 1	1 085	38	-
Programme 2 - Fonctions gouvernementales			
Passif environnemental	24 814		34
Total du programme 2	24 814	-	34
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	2 907		554
Régime de retraite de certains enseignants	29 630		
Total du programme 4	32 537	-	554
Total des crédits et dépenses	**58 437**	**38**	**588**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
10		732			775	1 978
3	8	221			237	138
14	8	953	-	-	1 012	2 116
24 708				72	24 814	11 163
24 708	-	-	-	72	24 814	11 163
1 292					1 846	1 738
29 630					29 630	22 337
30 922	-	-	-	-	31 476	24 075
55 644	**8**	**953**	**-**	**72**	**57 302**	**37 354**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Rémunération	32 537	31 476	24 075
Fonctionnement	24 814	24 814	11 163
Support	1 085	1 012	2 116
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**58 437**	**57 302**	**37 354**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2014	2013
Fonctionnement		(18 444) [1]	(14 320)
Intérêt	580	580	581
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**580**	**(17 864)**	**(13 739)**

(1) Cette dépense correspond à la variation à la baisse de la provision pour passif environnemental attribuable à certains fonds spéciaux.

CONSEIL EXÉCUTIF

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	8	2
	8	2
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	202	89
Subventions d'années antérieures	130	245
	332	334
Total des revenus divers	341	336
Total des revenus autonomes	341	336
Total des revenus	**341**	**336**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Votés	759	749		11	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	759	749	-	11	-
PROGRAMME 2					
Services de soutien auprès de la première ministre et du Conseil exécutif					
Votés	64 046	54 877	488	8 681	
Permanents	2 035	2 035			
Ne nécessitant pas de crédits		345			
	66 082	57 258	488	8 681	-
PROGRAMME 3					
Affaires intergouvernementales canadiennes					
Votés	15 289	14 113		1 175	
Permanents	49	49			
Ne nécessitant pas de crédits		8			
	15 337	14 170	-	1 175	-
PROGRAMME 4					
Affaires autochtones					
Votés	237 873	236 814		1 059	
Permanents	265	265			
Ne nécessitant pas de crédits		3			
	238 138	237 083	-	1 059	-
PROGRAMME 5					
Jeunesse					
Votés	51 050	45 230		5 820	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		2			
	51 050	45 232	-	5 820	-
PROGRAMME 6					
Institutions démocratiques et Participation citoyenne					
Votés	10 411	9 089	11	1 312	
Permanents	35	35			
Ne nécessitant pas de crédits		150			
	10 446	9 274	11	1 312	-
PROGRAMME 7					
Promotion et développement de la région métropolitaine					
Votés	117 964	117 623		341	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	117 964	117 623	-	341	-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 8					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
Votés	62 082	44 314		17 767	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		3			
	62 082	44 318	-	17 767	-
PROGRAMME 9					
Développement nordique					
Votés					
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	-	-	-	-	-
	561 859	525 706	499	36 166	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	559 475	522 810	499	36 166	
Permanents	2 384	2 384			
Ne nécessitant pas de crédits		511			
	561 859	525 706	499	36 166	-
Dépenses	559 823	525 706		34 629	
Prêts, placements, avances et autres	457		3	453	
Immobilisations	1 580		496	1 084	
	561 859	525 706	499	36 166	-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Cabinet du lieutenant-gouverneur**			
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	759			700	48
TOTAL	759	–	–	700	48
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Services de soutien auprès de la première ministre et du Conseil exécutif**			
1. Cabinet de la première ministre	6 443			5 178	639
Permanents(1)	421				421
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	12 055			10 047	1 392
3. Direction générale de l'administration	20 667	3	485	10 587	7 800
Amortissement des immobilisations					
4. Indemnités de l'exécutif					
Permanents(1)	1 614			1 614	
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	18 627			15 999	2 568
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	6 254				
TOTAL	66 082	3	485	43 426	12 820

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.

				11			
-	-	-	-	11	-	-	-

Ce programme vise à fournir à la première ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.

	445					181	
	221					394	
				201		1 591	
							345
						59	
				6 200		54	
-	666	-	-	6 401	-	2 280	345

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Affaires intergouvernementales canadiennes**			
1. Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes et à la Gouvernance souverainiste	1 196			795	283
Permanents(1)	49				49
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	4 800			2 907	1 061
Amortissement des immobilisations					
3. Représentation du Québec au Canada	2 374			1 446	739
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	6 919			731	62
TOTAL	15 337	-	-	5 879	2 193
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Affaires autochtones**			
1. Cabinet de la ministre déléguée aux Affaires autochtones	998			646	251
Permanents(1)	88				88
Amortissement des immobilisations					
2. Secrétariat aux affaires autochtones	236 875			3 130	1 590
Permanents(2)	177				
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	238 138	-	-	3 777	1 929

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	73						45	
	148				264		420	
								8
							189	
	5 869						257	
-	6 090	-	-		264	-	911	8

Ce programme vise à permettre la défense et la promotion des compétences et des intérêts du Québec dans ses relations avec les autres gouvernements au Canada.

	71						30	
								1
204	230 921				471		558	
177								
								2
382	230 992	-	-		471	-	587	3

Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Jeunesse**			
1. Secrétariat à la jeunesse	51 050			1 837	729
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	51 050	-	-	1 837	729
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		**Institutions démocratiques et Participation citoyenne**			
1. Cabinet du ministre responsable des Institutions démocratiques et de la Participation citoyenne	1 400			746	375
Permanents(1)	35				35
2. Commission d'accès à l'information	6 564		11	4 783	1 053
Amortissement des immobilisations					
3. Institutions démocratiques et Participation citoyenne	1 223			829	87
4. Accès à l'information et protection des renseignements personnels	674			520	90
5. Laïcité et identité	551			174	182
TOTAL	10 446	-	11	7 051	1 823

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18)

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.

	42 663			97		5 723	
							2
-	42 663	-	-	97	-	5 723	2

Ce programme vise à permettre l'élaboration et la mise en oeuvre des orientations gouvernementales en matière d'institutions démocratiques, d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels ainsi qu'en matière de laïcité, de citoyenneté et d'identité. Ce programme vise également à assurer la surveillance et le contrôle de l'application de la législation en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels.

	200				53	26	
				28	37	651	
							150
				179	105	23	
	50					14	
					82	113	
-	250	-	-	207	278	827	150

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 7 (a) Mission : Économie et environnement		**Promotion et développement de la région métropolitaine**			
1. Secrétariat à la région métropolitaine	117 964			1 880	326
TOTAL	117 964	-	-	1 880	326
(a) La responsabilité de ce programme est confiée au ministre responsable de la région de Montréal.					
PROGRAMME 8 (a) Mission : Économie et environnement		**Promotion et développement de la Capitale-Nationale**			
1. Secrétariat à la Capitale-Nationale	44 023			1 616	434
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de la capitale nationale du Québec	18 059				
TOTAL	62 082	-	-	1 616	434
(a) La responsabilité de ce programme est confiée à la ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale.					
PROGRAMME 9 (a) Mission : Gouverne et justice		**Développement nordique**			
1. Secrétariat au développement nordique					
TOTAL	-	-	-	-	-
(a) La responsabilité de ce programme est confiée à la ministre responsable du Secrétariat au développement nordique.					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la région métropolitaine de Montréal en assurant la cohérence des politiques et la coordination des actions gouvernementales sur ce territoire, en appuyant des initiatives et des projets structurants et en poursuivant des activités de concertation avec les principaux partenaires qui interviennent sur ce territoire.								
	115 417					76	265	
-	115 417	-	-		-	76	265	-
Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement économique, social et culturel.								
	21 417	2 980			5 263	164	12 149	3
	17 868						191	
-	39 284	2 980	-		5 263	164	12 340	3
Ce programme vise à coordonner les actions de développement du Nord québécois de façon durable et intégrée. Il facilite la concertation entre les partenaires et veille à la cohérence des actions gouvernementales sur ce territoire tout en accompagnant les communautés nordiques touchées par le développement.								
-	-	-	-		-	-	-	-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	559 475	3	496	64 553	19 711
Permanents	2 384			1 614	592
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**561 859**	**3**	**496**	**66 167** (1)	**20 303**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 15 525 k$ à l'égard du traitement de 122 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL	
Rémunération	66 167			66 167
Fonctionnement	20 303	511		20 815
Créances douteuses et autres provisions	382			382
Transfert	435 362			435 362
Affectation à un fonds spécial	2 980			2 980
Service de la dette				
	525 194	511		525 706

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
204	435 362	2 980			12 714	518	22 934	
177								511
382	**435 362**	**2 980**	**-**		**12 714**	**518**	**22 934**	**511**

CONSEIL EXÉCUTIF

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur			
Votés	749	11	
Permanents			
	749	**11**	**-**
Programme 2 - Services de soutien auprès de la première ministre et du Conseil exécutif			
Votés	59 647	201	
Permanents	1 076		
	60 724	**201**	**-**
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Votés	15 345	264	
Permanents	10		
	15 354	**264**	**-**
Programme 4 - Affaires autochtones			
Votés	230 925	230	
Permanents	10		
	230 935	**230**	**-**
Programme 5 - Jeunesse			
Votés	53 553	97	
Permanents			
	53 553	**97**	**-**
Programme 6 - Institutions démocratiques et Participation citoyenne			
Votés	10 204	207	
Permanents	10		
	10 214	**207**	**-**
Programme 7 - Promotion et développement de la région métropolitaine			
Votés	118 543		
Permanents			
	118 543	**-**	**-**
Programme 8 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Votés	62 249	163	
Permanents			
	62 249	**163**	**-**
Programme 9 - Développement nordique			
Votés			
Permanents			
	-	**-**	**-**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	551 215	1 173	
Permanents	1 105		
	552 320	**1 173**	**-**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								759
–	–	–		–		–		**759**
				4 198				64 046
						959		2 035
–	–	–		**4 198**		**959**		**66 082**
				(320)				15 289
						39		49
–	–	–		**(320)**		**39**		**15 337**
				6 717				237 873
						256		265
–	–	–		**6 717**		**256**		**238 138**
				(2 599)				51 050
–	–	–		**(2 599)**		–		**51 050**
								10 411
						26		35
–	–	–		–		**26**		**10 446**
				(579)				117 964
–	–	–		**(579)**		–		**117 964**
				(330)				62 082
–	–	–		**(330)**		–		**62 082**
–	–	–		–		–		–
				7 087				559 475
						1 279		2 384
–	–	–		**7 087**		**1 279**		**561 859**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Services de soutien auprès de la première ministre et du Conseil exécutif			
Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP	175		
Autres	535		
Total du programme 2	710	-	-
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Appui à la francophonie canadienne	1 349	15	
Centre de la francophonie des Amériques	2 833		
Coopération intergouvernementale	1 869		
Soutien à la recherche	200		
Autres	73		
Total du programme 3	6 324	15	-
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation Naskapi	1 858		
Entente avec les Inuits (Sanarrutik)	20 392		
Ententes avec la nation crie	110 598	7 116	
Financement global de l'Administration régionale Kativik	65 816		
Financement global des villages nordiques	14 504		
Fonds d'initiatives autochtones	13 151	1 749	
Fonds de développement pour les autochtones	3 371	80	
Organismes autochtones	1 656	15	
Transfert des terres de Oujé-Bougoumou			
Autres	73	8	
Total du programme 4	231 419	8 968	-
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	48 328	20	249
Total du programme 5	48 328	20	249
Programme 6 - Institutions démocratiques et Participation citoyenne			
Soutien en matière d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels	50		
Autres	200	1	2
Total du programme 6	250	1	2
Programme 7 - Promotion et développement de la région métropolitaine			
Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	18 152	3 630	
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	11 539		
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	16 500		30
Grand Montréal Bleu	303		
Soutien à la Ville de Montréal pour son rôle de métropole	17 200		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	21 910		
Soutien au développement économique de Montréal	24 000		
Autres	5 815	1	
Total du programme 7	115 417	3 631	30

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
175					175	175
6	7	471		6	491	484
181	7	471	-	6	666	659
10		1 267			1 292	1 492
				2 786	2 786	2 850
		1 790			1 790	829
147	2				148	445
1	4	68			73	73
158	6	3 125	-	2 786	6 090	5 689
	929	929			1 858	1 835
	6 797	13 594			20 392	19 455
	103 178	119			110 413	112 331
	65 816				65 816	53 565
	14 504				14 504	13 795
10	9 028	2 267	9		13 063	8 368
	2 316	975			3 371	3 806
76	721	691			1 503	1 577
						15 000
4	2	55	2		71	73
90	203 292	18 631	11	-	230 992	229 804
204	10 947	31 238		6	42 663	43 961
204	10 947	31 238	-	6	42 663	43 961
		50			50	50
15	5	177			200	100
15	5	227	-	-	250	150
		14 521			18 152	17 684
11 539					11 539	11 854
30	5 143	11 297			16 500	16 939
	303				303	304
	17 200				17 200	25 000
	21 909				21 909	21 691
	24 000				24 000	31 916
1	5 693	118	2		5 815	5 195
11 570	74 248	25 936	2	-	115 417	130 584

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 8 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Aide à la Ville de Québec	24 900		
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	6 048		
Commission de la capitale nationale du Québec	18 059		
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	5 709	40	
Politique nationale de la ruralité	1 960		
Total du programme 8	56 676	40	-
Total des crédits et dépenses	**459 124**	**12 675**	**281**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2014	Total 2013
		7 800								7 800	26 800
		6 048								6 048	5 897
								17 868		17 868	19 562
1		868		4 620				80		5 609	5 523
		1 959								1 959	1 955
1		16 676		4 620		-		17 948		39 284	59 737
12 218		**305 181**		**84 248**		**13**		**20 747**		**435 362**	**470 584**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Rémunération	3 538	3 500	3 900
Fonctionnement	7 435	7 386	7 770
Capital	27 151	27 083	24 136
Intérêt	7 207	7 171	8 632
Support	413 794	390 222	426 147
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**459 124**	**435 362**	**470 584**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2014	2013
Support	2 980	2 980	2 959
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 980**	**2 980**	**2 959**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de terrains et bâtisses	99	90
Location de locaux	1 262	1 464
	1 361	1 554
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	400	216
Subventions d'années antérieures	44	106
	444	322
Total des revenus divers	1 805	1 876
Total des revenus autonomes	1 805	1 876
Total des revenus	**1 805**	**1 876**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A)

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec					
Votés	57 567	55 403	1 284	880	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 411			
	57 576	59 823	1 284	880	-
PROGRAMME 2					
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État					
Votés	579 911	579 911			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	579 911	579 911	-	-	-
	637 487	639 734	1 284	880	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	637 478	635 314	1 284	880	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 411			
	637 487	639 734	1 284	880	-
Dépenses	635 324	639 734			
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	2 163		1 283	880	
	637 487	639 734	1 284	880	-

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Missions : Éducation et culture, service de la dette		**Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec**			
1. Gestion interne et soutien	54 399		1 249	26 302	22 210
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
2. Centre de conservation du Québec	2 568		34	1 431	1 103
Amortissement des immobilisations					
3. Conseil du patrimoine culturel du Québec	600			397	203
TOTAL	57 576	-	1 283	28 130	23 526
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18)					
PROGRAMME 2 Mission : Éducation et culture		**Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État**			
1. Action culturelle et communications	173 866				
2. Musées nationaux	63 093				
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	21 260				
4. Société de développement des entreprises culturelles	68 154				
5. Société de télédiffusion du Québec	60 502				
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	90 333				
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	74 195				
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	28 507				
TOTAL	579 911	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
				Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action du Conseil du patrimoine culturel du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.			
			3 757				880	
								4 344
								25
								42
-	-	-	3 757		-	-	880	4 411
				Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.			
	173 866							
	63 093							
	21 260							
397	67 758							
	60 502							
	90 333							
	74 195							
	28 507							
397	579 514	-	-		-	-	-	-

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	– CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	637 478		1 283	28 130	23 516
Permanents	10				10
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
TOTAL	**637 487**	**–**	**1 283**	**28 130** (1)	**23 526**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 4 263 k$ à l'égard du traitement de 41 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	=	TOTAL
Rémunération	28 130			28 130
Fonctionnement	23 526	4 411		27 936
Créances douteuses et autres provisions	397			397
Transfert	579 514			579 514
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette	3 757			3 757
	635 323	4 411		639 734

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
397	579 514		3 757				880	
								4 385
								25
397	**579 514**	**–**	**3 757**		**–**	**–**	**880**	**4 411**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec			
Votés	63 589	343	
Permanents	10		
	63 599	**343**	**-**
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Votés	572 073		
Permanents			
	572 073	**-**	**-**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	635 662	343	
Permanents	10		
	635 672	**343**	**-**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+/(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(6 365)				57 567
								10
-	-	-		**(6 365)**		-		**57 576**
				7 838				579 911
-	-	-		**7 838**		-		**579 911**
				1 472				637 478
								10
-	-	-		**1 472**		-		**637 487**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT			
		Entreprises	+	Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État					
Aide au fonctionnement	49 878				
Aide aux immobilisations	99 191	136		70	
Aide aux initiatives de partenariat	13 232	2 902			
Aide aux projets	2 163	28			
Autres interventions particulières en culture et en communications	9 402	32			
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	73 191				
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 004				
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	6 185				
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	84 148				
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	28 507				
Musée d'Art contemporain de Montréal	9 660				
Musée de la Civilisation	24 511				
Musée des beaux-arts de Montréal	13 982				
Musée national des beaux-arts du Québec	14 939				
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	7 354				
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	60 403	46 305			
Société de la Place des Arts de Montréal	15 290				
Société de télédiffusion du Québec	60 502				
Société du Grand Théâtre de Québec	5 970				
Total du programme 2	579 514	49 403		70	
Total des crédits et dépenses	**579 514**	**49 403**		**70**	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2014	Total 2013
871		1 334		47 673						49 878	45 877
2 713		40 337		52 780				3 155		99 191	90 469
		8 205		2 124						13 232	13 580
35		115		1 985						2 163	7 482
52		54		9 054		210				9 402	9 928
								73 191		73 191	72 836
7		8		989						1 004	1 004
								6 185		6 185	6 126
				73 848		10 300				84 148	83 409
								28 507		28 507	28 505
								9 660		9 660	9 653
								24 511		24 511	23 784
				13 982						13 982	17 337
								14 939		14 939	14 084
								7 354		7 354	7 282
				12 884		1 214				60 403	57 835
								15 290		15 290	14 309
								60 502		60 502	59 254
								5 970		5 970	5 585
3 677		50 054		215 320		11 724		249 266		579 514	568 338
3 677		**50 054**		**215 320**		**11 724**		**249 266**		**579 514**	**568 338**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Rémunération	120 711	120 711	118 918
Fonctionnement	66 834	66 834	69 773
Capital	118 998	118 998	101 985
Intérêt	41 303	41 303	43 387
Support	231 668	231 668	234 275
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**579 514**	**579 514**	**568 338**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	794	738
Régimes des eaux	846	753
Sécurité des barrages	1 063	903
	2 704	2 393
Autres		
Attestations d'assainissement	1 493	1 104
Droits relatifs à la protection de l'environnement	1 180	1 223
Permis de chasse, pêche et piégeage	32 449	31 412
Permis commerciaux et particuliers	250	291
Droits pour activités commerciales	1 338	1 296
	36 709	35 326
Total des droits et permis	39 413	37 719
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	67	54
Terrains et bâtisses	264	412
Location et concessions	1 021	979
Gains sur dispositions d'immobilisations	192	68
Gestion des barrages publics	2 029	2 754
Recouvrements de tiers	16	138
Divers	62	68
	3 651	4 473
Intérêts		
Débiteurs	66	40
	66	40
Amendes et confiscations		
Divers	1	1
	1	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 177	530
Divers	23	5
	2 199	535
Total des revenus divers	5 917	5 048
Total des revenus autonomes	45 330	42 767
Total des revenus	**45 330**	**42 767**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement et gestion des parcs					
Votés	359 274	282 402	35 758	41 113	
Permanents	206	123		84	
Ne nécessitant pas de crédits		19 009			
	359 480	301 535	35 758	41 197	-
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Votés	5 844	5 431	20	394	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		25			
	5 844	5 456	20	394	-
	365 324	306 990	35 778	41 590	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	365 118	287 833	35 778	41 507	
Permanents	206	123		84	
Ne nécessitant pas de crédits		19 034			
	365 324	306 990	35 778	41 590	-
Dépenses	295 309	306 990		7 353	
Prêts, placements, avances et autres	8 516		12	8 504	
Immobilisations	61 499		35 766	25 733	
	365 324	306 990	35 778	41 590	-

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Protection de l'environnement et gestion des parcs**			
1. Politiques environnementales	21 794	1	38	10 581	547
2. Développement durable, gestion des parcs, évaluations et suivi de l'environnement	70 170		6 241	13 378	18 895
3. Analyse et expertise régionales	26 381		52	13 007	848
4. Centre de contrôle environnemental du Québec	28 440		136	17 335	2 085
5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	6 134		998	3 781	81
6. Centre d'expertise hydrique du Québec	49 481	11	17 309	11 673	3 036
7. Direction	6 994		10	5 185	1 011
Permanents(1)	24				24
8. Services à la gestion	49 250		7 603	20 582	19 634
Permanents(2)	31				
Permanents(3)	82				
Amortissement des immobilisations					
9. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	100 629	1	3 360	57 247	24 532
Permanents(2)	69				
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	359 480	12	35 746	152 770	70 694
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Bureau d'audiences publiques sur l'environnement**			
1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 844		20	3 777	1 653
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	5 844	-	20	3 777	1 653

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).
(3) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement et de la faune par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés, la protection et la mise en valeur des milieux de vie, des écosystèmes et des ressources. Il permet également d'assurer le développement du réseau des parcs à des fins de conservation, d'éducation ou de pratiques récréatives dans la perspective de développement durable. Ce programme vise aussi à assurer l'exploitation et la pérennité des barrages publics ainsi que la gestion foncière du domaine hydrique de l'État et la sécurité des barrages du Québec.								
	10 411				37		180	
	26 692				1 400		3 563	
	9 222						3 252	
							8 884	
							1 274	
	11					11	17 431	
	715				31		42	
	8						1 422	
31							82	
								13 955
	11 903						3 586	
67							1	
								5 054
99	58 963	–	–		1 468	11	39 718	19 009
Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.								
					158	157	79	
								25
–	–	–	–		158	157	79	25

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	365 118	12	35 766	156 547	72 323
Permanents	206				24
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**365 324**	**12**	**35 766**	**156 547** (1)	**72 347**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 16 685 k$ à l'égard du traitement de 176 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	156 547		156 547
Fonctionnement	72 347	19 034	91 381
Créances douteuses et autres provisions	99		99
Transfert	58 963		58 963
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	287 956	19 034	306 990

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	58 963				1 626	168	39 713	
99							84	
								19 034
99	**58 963**	**–**	**–**		**1 626**	**168**	**39 797**	**19 034**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs			
Votés	319 178	37	
Permanents	110		
	319 288	**37**	**–**
Programme 2 - Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			
Votés	5 287	158	
Permanents			
	5 287	**158**	**–**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	324 465	194	
Permanents	110		
	324 575	**194**	**–**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
10 065				29 994				359 274
	82					15		206
10 065	**82**	**-**		**29 994**		**15**		**359 480**
				400				5 844
-	**-**	**-**		**400**		**-**		**5 844**
10 065				30 394				365 118
	82					15		206
10 065	**82**	**-**		**30 394**		**15**		**365 324**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	+ Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs				
Assainissement de l'air	1 759			
Parcs en milieu nordique	1 400			
Programme ClimatSol	4 021			
Programme d'acquisition de connaissances sur les eaux souterraines	3 950			
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	6 364			
Programme de sensibilisation aux algues bleu-vert	1 000			
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	380			
Programme partenaires pour la nature	2 129	10		
Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	239			
Société des établissements de plein air du Québec	11 759			
Société des parcs de sciences naturelles du Québec	11 329			
Soutien aux organismes de bassin versant	5 200			
Soutien dans les milieux autochtones	10 087			
Autres	6 253	78		
Total du programme 1	65 870	88		-
Total des crédits et dépenses	**65 870**	**88**		-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
	1 759				1 759	1 759
						3
	1 106				1 106	614
1 799		40		652	2 491	2 741
	6 231				6 231	6 821
		1 000			1 000	1 050
		352			352	352
		1 988	7		2 005	4 072
12		227			239	69
				11 425	11 425	11 559
				11 329	11 329	11 329
		5 187			5 187	5 200
	8 978	222		660	9 859	7 982
8	368	4 597		928	5 980	6 729
1 819	18 442	13 613	7	24 995	58 963	60 281
1 819	**18 442**	**13 613**	**7**	**24 995**	**58 963**	**60 281**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Capital	20 775	18 779	19 602
Intérêt	8 742	8 079	8 524
Support	36 353	32 104	32 155
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**65 870**	**58 963**	**60 281**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Droits et permis		
Autres		
Divers	1	1
Total des droits et permis	1	1
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	3	8
	3	8
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	284	5 082
Subventions d'années antérieures	97	6 706
Dépenses sous forme d'indemnités	1 320	1 114
	1 701	12 902
Total des revenus divers	1 703	12 910
Total des revenus autonomes	1 704	12 911
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	129 549	127 649
Total des transferts du gouvernement fédéral	129 549	127 649
Total des revenus	**131 254**	**140 560**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	132 581	106 294	5 099	21 187	
Permanents	24	24			
Ne nécessitant pas de crédits		16 934			
	132 605	123 252	5 099	21 187	-
PROGRAMME 2					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Votés	9 218 433	9 081 490		136 943	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	9 218 433	9 081 490	-	136 943	-
PROGRAMME 3					
Développement du loisir et du sport					
Votés	68 845	67 781		1 064	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	68 845	67 781	-	1 064	-
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	1 061 710	1 054 054		7 657	
Ne nécessitant pas de crédits					
	1 061 710	1 054 054	-	7 657	-
	10 481 594	10 326 577	5 099	166 851	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	9 419 859	9 255 566	5 099	159 194	
Permanents	1 061 735	1 054 078		7 657	
Ne nécessitant pas de crédits		16 934			
	10 481 594	10 326 577	5 099	166 851	-
Dépenses	10 473 561	10 326 577		163 917	
Prêts, placements, avances et autres	968			968	
Immobilisations	7 065		5 099	1 966	
	10 481 594	10 326 577	5 099	166 851	-

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture		**Administration**			
1. Direction	6 847		5	3 588	570
Permanents(1)	24				24
Amortissement des immobilisations					
2. Administration	72 387		5 002	20 858	29 758
Amortissement des immobilisations					
3. Développement pédagogique et soutien aux élèves	19 107		16	10 292	6 948
Amortissement des immobilisations					
4. Soutien aux réseaux	18 095		47	15 063	1 967
Amortissement des immobilisations					
5. Services aux anglophones, aux autochtones et aux communautés	3 799		7	2 971	485
Amortissement des immobilisations					
6. Politiques et orientations	7 877		12	4 422	2 618
Amortissement des immobilisations					
7. Loisirs et sports	4 468		11	2 837	1 248
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	132 605	-	5 099	60 031	43 619

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action du réseau d'enseignement préscolaire, primaire et secondaire en lui fournissant les services nécessaires à l'exercice de sa mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement du loisir et du sport et d'un organisme de consultation du domaine de l'enseignement privé.

	354				459		1 871	
								18
	2 121				5 769	3 552	5 327	
								16 683
							1 851	
								69
							1 018	
								126
							336	
								16
							826	
								13
	194						178	
								9
-	2 669	-	-		6 228	3 552	11 408	16 934

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 Mission : Éducation et culture		**Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire**			
1. Commissions scolaires	7 292 763				
2. Commissions scolaires à statut particulier	273 994				
3. Service de la dette des commissions scolaires	716 676				
4. Enseignement privé	479 940				
5. Soutien à des partenaires en éducation	45 869				
6. Aide au transport scolaire	352 133				
7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	57 058				
TOTAL	9 218 433	-	-	-	-
PROGRAMME 3 Mission : Éducation et culture		**Développement du loisir et du sport**			
1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	38 716				
2. Promotion du sport et de la sécurité et recherche	30 129				
TOTAL	68 845	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux établissements privés subventionnés et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.								
	7 267 418						25 345	
	253 036						20 959	
	701 700						14 976	
	476 242						3 698	
	37 015						8 854	
	346 079						6 054	
							57 058	
-	9 081 490	-	-		-	-	136 943	-
Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.								
	38 550						166	
	29 231						898	
-	67 781	-	-		-	-	1 064	-

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS – INVESTISSEMENTS Prêts, placements, avances et autres	CRÉDITS UTILISÉS – INVESTISSEMENTS Immobilisations	CRÉDITS UTILISÉS – DÉPENSES nécessitant des crédits Rémunération	CRÉDITS UTILISÉS – DÉPENSES nécessitant des crédits Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Éducation et culture		**Régimes de retraite**			
1. Régime de retraite des enseignants					
Permanents(1)	170 682				
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents(2)	763 818				
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement					
Permanents(3)	127 210				
TOTAL	1 061 710	–	–	–	–

(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).
(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).
(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	9 419 859		5 099	60 031	43 595
Permanents	1 061 735				24
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**10 481 594**	–	**5 099**	**60 031** (1)	**43 619**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 348 k$ à l'égard du traitement de 71 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	=	DÉPENSES TOTAL
Rémunération	60 031				60 031
Fonctionnement	43 619		16 934		60 553
Créances douteuses et autres provisions					
Transfert	10 205 994				10 205 994
Affectation à un fonds spécial					
Service de la dette					
	10 309 644		16 934		10 326 577

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme regroupe le régime de retraite des enseignants, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicable au personnel du réseau.

	170 682						
	763 818						
	119 553					7 657	
–	1 054 054	–	–	–	–	7 657	–

	9 151 940			6 228	3 552	149 415	
	1 054 054					7 657	
							16 934
–	**10 205 994**	–	–	**6 228**	**3 552**	**157 071**	**16 934**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Administration			
Votés	129 569	4 834	
Permanents	10		
	129 579	**4 834**	-
Programme 2 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Votés	9 141 355		
Permanents			
	9 141 355	-	-
Programme 3 - Développement du loisir et du sport			
Votés	68 745		
Permanents			
	68 745	-	-
Programme 4 - Régimes de retraite			
Votés			
Permanents	857 240		
	857 240	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	9 339 669	4 834	
Permanents	857 250		
	10 196 919	**4 834**	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(1 822)				132 581
						15		24
-	-	-		**(1 822)**		**15**		**132 605**
				77 078				9 218 433
-	-	-		**77 078**		-		**9 218 433**
				100				68 845
-	-	-		**100**		-		**68 845**
						204 470		1 061 710
-	-	-		-		**204 470**		**1 061 710**
				75 356				9 419 859
						204 485		1 061 735
-	-	-		**75 356**		**204 485**		**10 481 594**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Administration			
Autres	3 165		
Total du programme 1	3 165	-	-
Programme 2 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	8 044		
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	7 558 713		
Enseignement privé	479 940		
Programme d'action communautaire	18 302		
Service de la dette des commissions scolaires	773 734		
Transport scolaire	352 133		
Autres	27 568		
Total du programme 2	9 218 433	-	-
Programme 3 - Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec	4 736		
Kino-Québec	1 575		
Promotion du loisir	15 257		
Promotion du sport	23 628		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	23 459		
Autres	190		
Total du programme 3	68 845	-	-
Programme 4 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	763 818		
Régime de retraite des enseignants	170 682		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	127 210		
Total du programme 4	1 061 710	-	-
Total des crédits et dépenses	**10 352 154**	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
2 110	29	444	80	5	2 669	2 356
2 110	29	444	80	5	2 669	2 356
		8 044			8 044	4 466
7 512 410					7 512 410	7 419 977
476 242					476 242	473 873
		18 210			18 210	18 191
701 700					701 700	684 930
346 079					346 079	340 552
		18 805			18 805	19 234
9 036 431	-	45 059	-	-	9 081 490	8 961 223
			4 226		4 226	4 881
		1 575			1 575	1 575
	277	14 970			15 247	14 749
		23 333			23 333	21 491
		23 303			23 303	22 712
	48	50			98	130
-	324	63 231	4 226	-	67 781	65 538
763 818					763 818	636 392
170 682					170 682	114 136
119 553					119 553	91 899
1 054 054	-	-	-	-	1 054 054	842 427
10 092 595	**354**	**108 735**	**4 306**	**5**	**10 205 994**	**9 871 544**

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÈPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Rémunération	8 559 630	8 413 709	7 997 374
Fonctionnement	928 375	928 375	1 020 180
Capital	484 000	483 761	471 903
Intérêt	241 789	241 789	247 991
Support	138 360	138 360	134 096
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**10 352 154**	**10 205 994**	**9 871 544**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	2 157	1 983
Divers	1	1
	2 157	1 984
Intérêts		
Aide financière de dernier recours	18 696	17 863
Divers	10	8
	18 706	17 871
Amendes et confiscations		
Frais - Chèques sans provision	215	239
	215	239
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	417	455
Subventions d'années antérieures	209	109
Aide financière de dernier recours	76 928 (1)	55 245
Aide financière de dernier recours - R.R.Q.	732	1 002
Aide financière de dernier recours - Pensions alimentaires	17 039	15 740
Aide financière de dernier recours - Garants défaillants	2 321	2 438
Divers	25	8
	97 671	74 999
Total des revenus divers	118 750	95 093
Total des revenus autonomes	118 750	95 093
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entente relative au marché du travail	640 162	642 968
Entente sur le marché du travail - Pacte pour l'emploi	115 980	115 462
Total des transferts du gouvernement fédéral	756 142	758 430
Total des revenus	**874 891**	**853 523**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) L'augmentation est principalement attribuable à une hausse de la facturation de montants versés en trop aux bénéficiaires découlant des efforts accrus pour détecter les irrégularités.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Mesures d'aide à l'emploi					
Votés	851 134	841 134		10 000	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	851 134	841 134	-	10 000	-
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide financière					
Votés	3 011 040	3 011 025	15		
Permanents	5 500	5 500			
Ne nécessitant pas de crédits					
	3 016 540	3 016 525	15	-	-
PROGRAMME 3					
Administration					
Votés	470 617	470 511	57	50	
Permanents	27	27			
Ne nécessitant pas de crédits		2 235			
	470 644	472 773	57	50	-
PROGRAMME 4					
Condition féminine					
Votés	11 798	10 615	37	1 147	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		5			
	11 798	10 619	37	1 147	-
	4 350 116	4 341 051	108	11 196	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	4 344 589	4 333 284	108	11 196	
Permanents	5 527	5 527			
Ne nécessitant pas de crédits		2 240			
	4 350 116	4 341 051	108	11 196	-
Dépenses	4 349 989	4 341 051		11 178	
Prêts, placements, avances et autres	16		16		
Immobilisations	111		93	18	
	4 350 116	4 341 051	108	11 196	-

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Mesures d'aide à l'emploi**			
1. Mesures d'aide à l'emploi	841 134				
2. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre du Pacte pour l'emploi	10 000				
TOTAL	851 134	-	-	-	-
PROGRAMME 2 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Mesures d'aide financière**			
1. Aide aux personnes et aux familles	2 976 947	15			
Permanents(1)	5 500				
2. Action communautaire	8 036				
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	26 057				
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi					
TOTAL	3 016 540	15	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre F-5). De plus, ce programme privilégie la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail par le biais du Pacte pour l'emploi.

		841 134					
						10 000	
-	-	841 134	-	-	-	10 000	-

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les personnes, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau d'Emploi-Québec. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et leurs besoins essentiels qui leur sont reconnus. Il permet aussi, par le biais du programme Alternative jeunesse, de soutenir les jeunes adultes sur base volontaire qui requièrent une aide financière pour assurer leur subsistance afin de les encourager à réaliser des activités leur permettant d'acquérir ou de recouvrer leur autonomie personnelle, sociale et professionnelle. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi.

	2 958 039	18 893					
5 500							
	4 314	3 722					
	26 057						
5 500	2 988 410	22 614	-	-	-	-	-

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Administration**			
1. Direction	8 462		3	5 586	1 071
Permanents(1)	10				10
Consommation de frais payés d'avance					
2. Services à la gestion	181 037		19	31 264	52 250
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
3. Centre de recouvrement	8 500			7 513	937
Permanents(2)	17				17
Consommation de frais payés d'avance					
4. Relations avec les citoyens	14 463		6	7 391	1 115
Consommation de frais payés d'avance					
5. Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière	249 700	1	29	111 895	20 992
Consommation de frais payés d'avance					
6. Politiques, analyse stratégique et action communautaire	8 454			6 217	1 791
TOTAL	470 644	1	56	169 866	78 184
PROGRAMME 4 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Condition féminine**			
1. Conseil du statut de la femme	4 098		37	2 669	981
Amortissement des immobilisations					
2. Secrétariat à la condition féminine	7 700			1 656	1 868
TOTAL	11 798	-	37	4 325	2 848

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au fonds du Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.								
	450	1 352						4
	400	97 104						113
								1
					50			
								44
		5 951						49
		116 784						
								2 024
	25	422						
–	875	221 613	–		50	–	–	2 235
Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.								
					125	119	168	
								5
	3 441				97	91	548	
–	3 441	–	–		221	209	717	5

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	4 344 589	16	93	174 191	81 005
Permanents	5 527				27
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
TOTAL	**4 350 116**	**16**	**93**	**174 191** [1]	**81 032**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 33 320 k$ à l'égard du traitement de 346 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	174 191		174 191
Fonctionnement	81 032	2 240	83 272
Créances douteuses et autres provisions	5 500		5 500
Transfert	2 992 726		2 992 726
Affectation à un fonds spécial	1 085 361		1 085 361
Service de la dette			
	4 338 811	2 240	4 341 051

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	2 992 726	1 085 361			271	209	10 717	
5 500								
								118
								2 122
5 500	**2 992 726**	**1 085 361**	**–**		**271**	**209**	**10 717**	**2 240**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Votés	817 399		
Permanents			
	817 399	**-**	**-**
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Votés	2 672 910		279 000
Permanents	5 500		
	2 678 410	**-**	**279 000**
Programme 3 - Administration			
Votés	466 102	14 386	
Permanents	10		
	466 112	**14 386**	**-**
Programme 4 - Condition féminine			
Votés	11 577	221	
Permanents			
	11 577	**221**	**-**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	3 967 988	14 607	279 000
Permanents	5 510		
	3 973 498	**14 607**	**279 000**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+ (-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				33 735				851 134
–	–	–		**33 735**		–		**851 134**
				59 129				3 011 040 5 500
–	–	–		**59 129**		–		**3 016 540**
7 250				(17 121)		17		470 617 27
7 250	–	–		**(17 121)**		**17**		**470 644**
								11 798
–	–	–		–		–		**11 798**
7 250				75 744		17		1 344 589 5 527
7 250	–	–		**75 744**		**17**		**4 350 116**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	+ Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi				
Pacte pour l'emploi	10 000			
Total du programme 1	10 000	-	-	
Programme 2 - Mesures d'aide financière				
Action communautaire	3 748			
Aide aux personnes et aux familles	2 958 039	87	4	
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	26 057			
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	566			
Total du programme 2	2 988 410	87	4	
Programme 3 - Administration				
Autres	875			
Total du programme 3	875	-	-	
Programme 4 - Condition féminine				
Égalité entre les femmes et les hommes	2 080		1	
Programme « À égalité pour décider »	1 000			
Tables de concertation en matière de condition féminine	360			
Autres	140	10		
Total du programme 4	3 580	10	1	
Total des crédits et dépenses	**3 002 865**	**97**	**5**	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
-	-	-	-	-	-	-
		3 748			3 748	3 743
1	5	6 731	2 951 211		2 958 039	2 933 722
			23 845	2 212	26 057	24 345
		566			566	614
1	5	11 045	2 975 057	2 212	2 988 410	2 962 425
		450		425	875	525
-	-	450	-	425	875	525
	1 136	820			1 957	1 425
		1 000			1 000	1 000
		360			360	360
1	2	85	28		125	155
1	1 138	2 264	28	-	3 441	2 940
2	**1 143**	**13 759**	**2 975 084**	**2 637**	**2 992 726**	**2 965 890**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Rémunération	1 796	1 796	784
Fonctionnement	803	803	432
Capital	13	13	7
Support	3 000 254	2 990 115	2 964 666
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**3 002 865**	**2 992 726**	**2 965 890**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2014	2013
Rémunération	154 649	154 649	179 249
Fonctionnement	55 203	55 203	61 976
Capital	10 926	10 926	10 154
Intérêt	835	835	892
Support	863 748	863 748	901 681
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 085 361**	**1 085 361**	**1 153 952**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	6 761	6 358
Divers	3	
	6 764	6 358
Intérêts		
Prêts aux étudiants	15 829	15 320
	15 829	15 320
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 159	(2)
Subventions d'années antérieures	1 327	348
Bourses d'études	6 281	8 387
	8 767	8 733
Total des revenus divers	31 360	30 412
Total des revenus autonomes	31 360	30 412
Total des revenus	**31 360**	**30 412**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	62 356	56 896	80	5 381	
Permanents	37	37			
Ne nécessitant pas de crédits		14			
	62 393	56 947	80	5 381	-
PROGRAMME 2					
Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés					
Votés	26 838	26 718		120	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	26 838	26 718	-	120	-
PROGRAMME 3					
Aide financière aux études					
Votés	691 080	584 289	75 094	31 697	
Permanents	27 916	27 916			
Ne nécessitant pas de crédits					
	718 996	612 205	75 094	31 697	-
PROGRAMME 4					
Enseignement supérieur					
Votés	5 328 564	5 321 722		6 842	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	5 328 564	5 321 722	-	6 842	-
PROGRAMME 5					
Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation					
Votés	144 803	143 582		1 221	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	144 803	143 582	-	1 221	-
PROGRAMME 6					
Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation					
Votés	174 435	174 097		338	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	174 435	174 097	-	338	-
PROGRAMME 7					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	155 072	147 349		7 723	
Ne nécessitant pas de crédits					
	155 072	147 349	-	7 723	-
	6 611 101	6 482 620	75 174	53 322	-

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	6 428 076	6 307 304	75 174	45 598	
Permanents	183 026	175 302		7 723	
Ne nécessitant pas de crédits		14			
	6 611 101	6 482 620	75 174	53 322	-
Dépenses	6 505 945	6 482 620		23 339	
Prêts, placements, avances et autres	104 105		75 095	29 011	
Immobilisations	1 051		79	972	
	6 611 101	6 482 620	75 174	53 322	-

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture		**Administration**			
1. Direction	10 235			6 826	1 434
Permanents(1)	37				37
2. Administration de l'enseignement supérieur	10 973			9 686	801
3. Administration et aide financière aux études	28 792		50	18 425	2 933
Amortissement des immobilisations					
4. Administration de la recherche, de la science et de la technologie	7 141			5 937	1 094
5. Conseil supérieur de l'éducation	2 742		10	1 963	504
6. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2 474		20	1 841	435
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	62 393	-	79	44 677	7 237
PROGRAMME 2 Mission : Éducation et culture		**Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés**			
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	25 838				
2. Institut national des mines	1 000				
TOTAL	26 838	-	-	-	-

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'administration des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement de l'aide financière aux études et des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation de même que le soutien administratif du volet recherche, science et technologie.

	390					1 586	
						486	
	4 629					2 755	
							11
					50	60	
						265	
						178	
							3
–	5 019	–	–		50	– 5 331	14

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. De plus, il soutient la recherche et fournit de l'aide technique et des services dans ces domaines. Il a également pour objectifs de réaliser des activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, d'estimer les besoins de formation et d'accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines.

	25 738					100	
	980					20	
–	26 718	–	–		–	– 120	–

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Éducation et culture		**Aide financière aux études**			
1. Bourses consécutives aux prêts	518 983				
2. Intérêts et remboursements aux banques	153 554	75 094			
Permanents(1)	27 916				
3. Autres bourses	18 542				
TOTAL	718 996	75 094	-	-	-
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)					
PROGRAMME 4 Mission : Éducation et culture		**Enseignement supérieur**			
1. Cégeps	1 739 229				
2. Universités	2 859 817				
3. Enseignement privé au collégial	119 186				
4. Service de la dette des cégeps	252 021				
5. Service de la dette des universités	350 170				
6. Soutien à des partenaires en éducation	1 553				
7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	6 587				
TOTAL	5 328 564	-	-	-	-

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

	516 451					2 532	
4 727	44 572					29 161	
27 916							
	18 538					4	
32 643	579 562	-	-	-	-	31 697	-

Ce programme vise à rendre accessibles les services d'enseignement aux étudiantes et aux étudiants des collèges et des universités, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.

	1 739 229						
	2 834 817	25 000					
	119 186						
	252 021						
	350 170						
	1 298				50	205	
						6 587	
-	5 296 722	25 000	-	50	-	6 792	-

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Économie et environnement		**Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation**			
1. Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation	144 803				
TOTAL	144 803	-	-	-	-
PROGRAMME 6 Mission : Économie et environnement		**Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation**			
1. Fonds de recherche du Québec - Santé	75 444				
2. Fonds de recherche du Québec - Société et culture	43 813				
3. Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	38 739				
4. Centre de recherche industrielle du Québec	15 833				
5. Commission de l'éthique en science et en technologie	607			371	137
TOTAL	174 435	-	-	371	137

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à susciter et soutenir la recherche et l'innovation dans une perspective de développement scientifique et de développement durable. Plus spécifiquement, ce programme vise à intensifier le développement de la recherche et l'innovation ainsi que le transfert de la valorisation des résultats de recherche tout en favorisant la concertation et la mobilisation des acteurs scientifiques et des milieux socioéconomiques.

	143 582					1 221	
-	143 582	-	-	-	-	1 221	-

Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance. De plus, il est constitué des enveloppes affectées au Centre de recherche industrielle du Québec, pour soutenir son offre de services spécialisés en matière de recherche industrielle et d'innovation auprès des entreprises, et à la Commission de l'éthique en science et en technologie.

	75 444						
	43 813						
	38 739						
	15 593					240	
				18	18	63	
-	173 589	-	-	18	18	302	-

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 7 Mission : Éducation et culture		**Régimes de retraite**			
1. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents(1)	129 113				
2. Régime de retraite du personnel d'encadrement					
Permanents(2)	25 959				
TOTAL	155 072	-	-	-	-

(1) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).
(2) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	6 428 076	75 095	79	45 048	7 337
Permanents	183 026				37
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**6 611 101**	**75 095**	**79**	**45 048** (1)	**7 375**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 5 535 k$ à l'égard du traitement de 50 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	=	TOTAL
Rémunération	45 048			45 048
Fonctionnement	7 375	14		7 388
Créances douteuses et autres provisions	32 643			32 643
Transfert	6 372 540			6 372 540
Affectation à un fonds spécial	25 000			25 000
Service de la dette				
	6 482 606	14		6 482 620

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme regroupe le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicable au personnel des réseaux.

	129 113						
	18 235					7 723	
–	147 349	–	–	–	–	7 723	–
4 727	6 225 191	25 000		118	18	45 463	
27 916	147 349					7 723	
							14
32 643	**6 372 540**	**25 000**	–	**118**	**18**	**53 187**	**14**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Administration			
Votés	60 470	50	
Permanents	10		
	60 480	**50**	-
Programme 2 - Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés			
Votés	26 838		
Permanents			
	26 838	-	-
Programme 3 - Aide financière aux études			
Votés	748 021		
Permanents	6 000		
	754 021	-	-
Programme 4 - Enseignement supérieur			
Votés	5 179 977		
Permanents			
	5 179 977	-	-
Programme 5 - Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation			
Votés	137 563		
Permanents			
	137 563	-	-
Programme 6 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Votés	165 327	18	
Permanents			
	165 327	**18**	-
Programme 7 - Régimes de retraite			
Votés			
Permanents	152 043		
	152 043	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	6 318 196	68	
Permanents	158 053		
	6 476 248	**68**	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 836				62 356
						28		37
-	-	-		**1 836**		**28**		**62 393**
								26 838
-	-	-		-		-		**26 838**
				(56 942)				691 080
						21 916		27 916
-	-	-		**(56 942)**		**21 916**		**718 996**
				148 587				5 328 564
-	-	-		**148 587**		-		**5 328 564**
				7 240				144 803
-	-	-		**7 240**		-		**144 803**
				9 090				174 435
-	-	-		**9 090**		-		**174 435**
						3 029		155 072
-	-	-		-		**3 029**		**155 072**
				109 812				6 428 076
						24 973		183 026
-	-	-		**109 812**		**24 973**		**6 611 101**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Administration			
Autres	5 020		
Total du programme 1	5 020	-	-
Programme 2 - Organismes dédiés à des programmes de formations spécialisés			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	25 838		
Institut national des mines	1 000		
Total du programme 2	26 838	-	-
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	518 983		
Intérêts et remboursements aux banques	45 146		
Autres	18 542		
Total du programme 3	582 671	-	-
Programme 4 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement			
Cégeps	1 739 229		
Enseignement privé au collégial	119 186		
Universités	2 834 817		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	40 225		
Service de la dette			
Service de la dette des cégeps	218 383		
Service de la dette des universités	350 170		
Autres	1 553		
Total du programme 4	5 303 564	-	-
Programme 5 - Soutien à la science, à la recherche et à l'innovation			
Appui à l'innovation	181	141	
Mesures de soutien à la recherche - autres	107 408	698	
NovaScience	3 973	100	
Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres	400		
Soutien à la valorisation des résultats de la recherche	32 842	1 603	240
Total du programme 5	144 803	2 542	240
Programme 6 - Organismes dédiés à la recherche et à l'innovation			
Centre de recherche industrielle du Québec	15 833		
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	38 739		
Fonds de recherche du Québec - Santé	75 444		28 563
Fonds de recherche du Québec - Société et Culture	43 813		
Total du programme 6	173 828	-	28 563
Programme 7 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	129 113		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	25 959		
Total du programme 7	155 072	-	-
Total des crédits et dépenses	**6 391 797**	**2 542**	**28 803**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	Municipalités	Organismes à but non lucratif	Personnes	Organismes et entreprises du gouvernement	Total 2014	Total 2013
330		473	37	4 179	5 019	4 799
330	-	473	37	4 179	5 019	4 799
				25 738	25 738	24 536
				980	980	550
-	-	-	-	26 718	26 718	25 086
			516 451		516 451	464 347
			44 572		44 572	41 765
			18 538		18 538	15 634
-	-	-	579 562	-	579 562	521 747
1 735 879		3 350			1 739 229	1 720 245
119 186					119 186	110 620
2 834 817					2 834 817	2 619 321
34 301					34 301	12 326
217 720					217 720	209 968
350 170					350 170	345 291
238		1 061			1 298	1 846
5 292 311	-	4 411	-	-	5 296 722	5 019 617
		40			181	4 755
48 360		57 317			106 375	107 312
158	50	3 296	180		3 785	3 370
		400			400	
2 416		28 583			32 842	51 982
50 934	50	89 636	180	-	143 582	167 420
				15 593	15 593	16 925
24 798			10 628	3 312	38 739	52 209
21 422			21 422	4 036	75 444	75 578
28 062			12 026	3 725	43 813	47 915
74 283	-	-	44 077	26 666	173 589	192 626
129 113					129 113	127 959
18 235					18 235	15 980
147 349	-	-	-	-	147 349	143 939
5 565 207	**50**	**94 520**	**623 855**	**57 563**	**6 372 540**	**6 075 233**

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Rémunération	4 071 423	4 059 022	3 821 952
Fonctionnement	809 597	809 597	805 619
Capital	490 800	490 800	412 294
Intérêt	215 716	209 459	224 609
Support	804 261	803 661	810 759
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**6 391 797**	**6 372 540**	**6 075 233**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2014	2013
Support	25 000	25 000	20 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**25 000**	**25 000**	**20 000**

FAMILLE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers	93	261
Total des droits et permis	93	261
Revenus divers		
Amendes et confiscations		
Divers	3	
	3	-
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	87	51
Subventions d'années antérieures	1 620	4 271
	1 707	4 322
Total des revenus divers	1 710	4 322
Total des revenus autonomes	1 803	4 582
Total des revenus	**1 803**	**4 582**

FAMILLE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Planification, recherche et administration					
Votés	67 422	46 762	2 046	18 615	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		7 196			
	67 432	53 967	2 046	18 615	-
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide à la famille					
Votés	2 417 388	2 402 760		14 628	
Permanents	271	202		69	
Ne nécessitant pas de crédits					
	2 417 659	2 402 962	-	14 697	-
	2 485 091	2 456 929	2 046	33 311	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	2 484 810	2 449 522	2 046	33 243	
Permanents	281	212		69	
Ne nécessitant pas de crédits		7 196			
	2 485 091	2 456 929	2 046	33 311	-
Dépenses	2 468 283	2 456 929		18 549	
Prêts, placements, avances et autres	1 852			1 852	
Immobilisations	14 956		2 046	12 910	
	2 485 091	2 456 929	2 046	33 311	-

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Planification, recherche et administration**			
1 Planification, recherche et administration	67 422		2 046	29 318	14 860
Permanents(1)	10				10
Permanents(2)					
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	67 432	-	2 046	29 318	14 870
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18)					
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)					
PROGRAMME 2 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Mesures d'aide à la famille**			
1 Gestion des services à la famille	22 200				2 126
2 Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	2 233 427				
Permanents(1)	100				
3 Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	30 004				
4 Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	80 216				
5 Soutien aux enfants	32 084				
Permanents(1)	171				
6 Organismes communautaires	19 457				
TOTAL	2 417 659	-	-	-	2 126
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement et au mieux-être des familles et des enfants, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, à diriger et à coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère.

	2 584				1 212	1 390	16 013	
								7 196
–	2 584	–	–		1 212	1 390	16 013	7 196

Ce programme permet de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. Il a également comme objectif le financement des infrastructures des centres de la petite enfance ainsi que du régime de retraite à l'intention du personnel oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires oeuvrant auprès des familles, le financement en lien avec leur mission globale ainsi que le financement des services de haltes-garderies communautaires. Il assure également le soutien aux municipalités et aux municipalités régionales de comté qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Enfin, il finance l'administration du programme de Soutien aux enfants offert sous forme d'un crédit d'impôt remboursable.

	17 173				58	57	2 786	
	2 222 860						10 567	
31							69	
	30 002						3	
	80 216							
	30 927						1 157	
171								
	19 457							
202	2 400 634	–	–		58	57	14 582	–

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS – INVESTISSEMENTS Prêts, placements, avances et autres	CRÉDITS UTILISÉS – INVESTISSEMENTS Immobilisations	CRÉDITS UTILISÉS – DÉPENSES nécessitant des crédits Rémunération	CRÉDITS UTILISÉS – DÉPENSES nécessitant des crédits Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	2 484 810		2 046	29 318	16 986
Permanents	281				10
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**2 485 091**	**–**	**2 046**	**29 318** [1]	**16 996**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 3 175 k$ à l'égard du traitement de 28 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+	DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	=	DÉPENSES TOTAL
Rémunération	29 318				29 318
Fonctionnement	16 996		7 196		24 192
Créances douteuses et autres provisions	202				202
Transfert	2 403 218				2 403 218
Affectation à un fonds spécial					
Service de la dette					
	2 449 734		7 196		2 456 929

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	2 403 218				1 270	1 447	30 526	
202							69	
								7 196
202	**2 403 218**	**-**	**-**		**1 270**	**1 447**	**30 595**	**7 196**

FAMILLE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Votés	66 315	1 212	
Permanents	10		
	66 325	**1 212**	**–**
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Votés	2 217 330	58	200 000
Permanents	100		
	2 217 430	**58**	**200 000**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	2 283 645	1 270	200 000
Permanents	110		
	2 283 755	**1 270**	**200 000**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(105)				67 422
								10
-	-	-		**(105)**		-		**67 432**
								2 417 388
						171		271
-	-	-		-		**171**		**2 417 659**
				(105)				2 484 810
						171		281
-	-	-		**(105)**		**171**		**2 485 091**

FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Plan d'action égalité - Conciliation travail famille	3 285	26	
Autres	885	2	
Total du programme 1	4 170	28	-
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	31 984		
Allocation familiale et allocation pour enfant handicapé	100		
Amélioration de la qualité des services de garde	2 910	176	
Autres mesures pour les responsables d'un service de garde en milieu familial	9 727	4	
Haltes-garderies	3 850		
Organismes communautaires - famille	19 457		
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	80 216		
Subvention annuelle des garderies	451 013	448 010	
Subvention de la garde en milieu familial	666 998		
Subvention des centres de la petite enfance	1 111 916	159	
Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	30 004		
Subventions de développement et d'investissements	2 500		
Autres	2 784		
Total du programme 2	2 413 458	448 349	-
Total des crédits et dépenses	**2 417 629**	**448 377**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
203	251	1 610		40	2 129	1 681
53	11	283		105	454	512
255	262	1 893	-	145	2 584	2 193
				30 910	30 910	31 632
			17		17	34
		2 341			2 517	2 476
		2 497	6 565		9 067	2 899
		3 848			3 848	3 839
		19 457			19 457	19 423
		80 216			80 216	57 175
					448 010	438 310
		665 032			665 032	645 191
		1 108 335			1 108 495	1 084 855
		30 002			30 002	26 658
		1 324			1 324	800
	1 543	197			1 740	1 851
-	1 543	1 913 250	6 582	30 910	2 400 634	2 315 144
255	**1 805**	**1 915 143**	**6 582**	**31 055**	**2 403 218**	**2 317 337**

FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Fonctionnement	32 090	31 015	31 902
Capital	22 566	21 400	17 983
Intérêt	9 918	9 917	9 455
Support	2 353 054	2 340 885	2 257 996
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 417 629**	**2 403 218**	**2 317 337**

FINANCES ET ÉCONOMIE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations pour les services de santé		
Cotisations des employeurs - Fonds des services de santé	6 539 774	6 377 612
Cotisations des particuliers - Fonds des services de santé	240 125	219 232
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	6 779 900	6 596 844
Droits et permis		
Autres		
Rembourrage	1 654	1 367
Visa - Crédit d'impôt pour le design	135	124
Divers	35	38
	1 824	1 529
Total des droits et permis	1 824	1 529
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Garantie de prêts - Sociétés d'état	206 176	200 580
Honoraires sur garantie gouvernementale	25 288	15 470
Divers	2	
	231 466	216 051
Intérêts		
Comptes de banque	281	240
Prêts	240	189
Dividendes	27 807 (1)	6 677
	28 328	7 106
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	2 311	1 216
Produits de la criminalité	3 920	3 480
	6 230	4 697
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	26 511	26 755
Subventions d'années antérieures	221	1 103
	26 733	27 859
Total des revenus divers	292 756	255 711

(1) L'augmentation s'explique par le dividende reçu de la Société québécoise des infrastructures à la suite d'un gain sur disposition de la portion nord de l'îlot Voyageur (réf. : décret 305-2014).

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014		2013
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement (2)			
Hydro-Québec	2 207 000	(3)	645 000
Loto-Québec	1 055 314	(4)	1 194 457
Société des alcools du Québec	1 003 042		1 030 446
Total des revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	4 265 356		2 869 903
Total des revenus autonomes	11 339 836		9 723 987
Transferts du gouvernement fédéral			
Péréquation	7 833 036	(A)	7 391 127
Paiement de protection		(5)	362 127
Transferts pour la santé	5 289 540	(B)	4 791 546
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 533 956	(C)	1 486 212
Compensation pour l'harmonisation de la TVQ à la TPS	1 037 000	(6)	733 000
Autres programmes	(478 383)	(D)	(336 373)
Total des transferts du gouvernement fédéral	15 215 149		14 427 639
Total des revenus	**26 554 984**		**24 151 626**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(2) Aux fins des états financiers consolidés du gouvernement, la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises est de 5 430 517 k$ en 2013-2014 (3 232 175 k$ en 2012-2013). Le détail est présenté à l'annexe 8 des états financiers consolidés du gouvernement.

(3) Cette variation s'explique notamment par le résultat provenant des activités abandonnées de l'exercice 2012 qui a été négatif de 1 876 000 k$ en raison du traitement comptable de la fermeture définitive de la centrale nucléaire de Gentilly-2. De plus, les exportations nettes d'électricité ont progressé par rapport à l'exercice précédent.

(4) La diminution s'explique principalement par une baisse des ventes dans tous les secteurs, mais plus marquée dans le secteur des casinos, dont le ralentissement est attribuable à différents facteurs, tels que la vive concurrence et les répercussions des travaux aux casinos de Montréal et du Lac-Leamy.

(5) La diminution s'explique par le fait qu'aucun paiement de protection n'a été attribué au Québec en 2013-2014.

(6) L'augmentation s'explique par l'affectation aux revenus établie aux plans budgétaires 2012-2013 et 2013-2014.

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
A) Péréquation		
2013-2014	7 833 036	
2012-2013		7 391 127
	7 833 036	7 391 127
B) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
2013-2014	10 454 020	
2012-2013	183 309	9 787 790
2011-2012	111 779	26 460
2010-2011	59 413	30 243
	10 808 521	9 844 494
Transferts fiscaux		
2013-2014	(3 225 564)	
2012-2013	(117 606)	(3 020 974)
2011-2012	(57 763)	(24 829)
2010-2011	(21 776)	(22 525)
	(3 422 709)	(3 068 328)
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2013-2014	(2 080 923)	
2012-2013	(55 690)	(1 997 541)
2011-2012	(16 468)	(28 280)
2010-2011	(1 192)	(14 757)
2009-2010		(1 772)
	(2 154 273)	(2 042 350)
Fonds de transfert visant la réduction des temps d'attente	58 001	57 730
	5 289 540 (7)	4 791 546
C) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
2013-2014	2 834 015	
2012-2013	20 303	2 738 612
2011-2012		(638)
2010-2011		
2009-2010		
	2 854 318	2 737 974
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2013-2014	(1 275 405)	
2012-2013	(34 133)	(1 224 299)
2011-2012	(10 093)	(17 332)
2010-2011	(731)	(9 045)
2009-2010		(1 086)
	(1 320 362)	(1 251 762)
	1 533 956	1 486 212

(7) L'augmentation s'explique notamment par la hausse de la part du Québec dans l'enveloppe des transferts pour la santé à la suite des révisions positives de sa population provenant du Recensement de 2011.

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
D) Autres programmes		
Transfert fiscal - Programme d'allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)	(767 263)	(727 946)
Programme canadien de prêts aux étudiants	294 162 [8]	238 308
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	54 736	59 380
Autres	(60 019)	93 885
	(478 383)	(336 373)

(8) L'augmentation s'explique principalement par une hausse du paiement compensatoire reçu en 2013-2014 pour l'année de prêt 2012-2013 et le taux de croissance prévu du montant compensatoire contenu dans le plus récent rapport actuariel du Programme canadien de prêts aux étudiants.

FINANCES ET ÉCONOMIE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction du Ministère					
Votés	76 681	72 154	662	3 865	
Permanents	19	19			
Ne nécessitant pas de crédits		1 762			
	76 700	73 935	662	3 865	-
PROGRAMME 2					
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement					
Votés	53 421	45 322	97	8 001	
Permanents	6 343	5 708		635	
Ne nécessitant pas de crédits		176			
	59 763	51 206	97	8 636	-
PROGRAMME 3					
Service de la dette					
Votés	8 544	8 544			
Permanents	8 626 343	8 439 891		186 453	
Ne nécessitant pas de crédits		(18 335)			
	8 634 887	8 430 099	-	186 453	-
PROGRAMME 4					
Soutien technique et financier au développement économique					
Votés	179 430	171 907		7 523	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(247)			
	179 430	171 660	-	7 523	-
PROGRAMME 5					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Votés	229 180	221 106		8 074	
Permanents	172	172			
Ne nécessitant pas de crédits					
	229 352	221 277	-	8 074	-
PROGRAMME 6					
Promotion et développement du tourisme					
Votés	135 927	135 927			
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	135 937	135 937	-	-	-
	9 316 068	9 084 114	759	214 550	-

FINANCES ET ÉCONOMIE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	683 182	654 960	759	27 463	
Permanents	8 632 886	8 445 799		187 087	
Ne nécessitant pas de crédits		(16 644)			
	9 316 068	9 084 114	759	214 550	-
Dépenses	9 314 224	9 084 114		213 465	
Prêts, placements, avances et autres	140			140	
Immobilisations	1 704		759	945	
	9 316 068	9 084 114	759	214 550	-

FINANCES ET ÉCONOMIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Direction du Ministère**			
1. Direction et services à la gestion	63 801		662	24 356	23 103
Permanents(1)	19				19
Amortissement des immobilisations					
2. Institut de la statistique du Québec	12 880				
TOTAL	76 700	-	662	24 356	23 122
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18)					
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement**			
1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	19 622			14 147	1 405
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	6 467		95	5 832	67
3. Frais de services bancaires					
Permanents(1)	6 343				5 708
4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	14 262		2	13 375	273
Amortissement des immobilisations					
5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	10 224				7 489
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	2 846				
TOTAL	59 763	-	97	33 354	14 942
(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec et à assurer le financement des infrastructures.

	11 815			3 865			
							1 762
	12 880						
–	24 695	–	–	3 865	–	–	1 762

Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.

				1 257	1 291	1 523	
						473	
						635	
						611	
							176
	2 425	310					
						2 846	
–	2 425	310	–	1 257	1 291	6 088	176

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Service de la dette		**Service de la dette**			
1 Service de la dette directe Permanents(1)	5 331 000				
2 Intérêts sur le compte des régimes de retraite Permanents(2)	3 295 343				
3 Intérêts sur le Régime de rentes de conjoints survivants	8 544				
4 Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés					
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette					
TOTAL	8 634 887	-	-	-	-

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police, (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(3) Le service de la dette est réduit des revenus de 376 292 k$, dont ceux du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement pour une somme de 277 561 k$.

(4) Le service de la dette est réduit des revenus de 2 030 638 k$, dont ceux du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR) pour une somme de 1 988 589 k$.

(5) Le service de la dette est réduit des revenus de 15 958 k$ du Fonds du Régime de rentes de survivants.

(6) Le service de la dette est réduit des revenus de 50 305 k$ du Fonds des congés de maladie accumulés.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir au paiement des intérêts sur la dette directe, à la dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite, à la dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés et à la dépense d'intérêts sur le régime de rentes de conjoints survivants.

			5 144 547 (3)			186 453	
			3 295 343 (4)				
			8 544 (5)				
							(18 335) (6)
–	–	–	8 448 434	–	–	186 453	(18 335)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Économie et environnement		**Soutien technique et financier au développement économique**			
1. Développement des politiques économiques et aide à l'entrepreneuriat	26 443			5 080	1 046
2. Développement des secteurs industriels stratégiques	44 449			5 171	735
3. Développement des entreprises et affaires territoriales Variation à la baisse de provisions	102 297			14 783	2 135
4. Développement des projets économiques majeurs et sociétés d'État	6 141			3 764	885
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100				
TOTAL	179 430	-	-	28 798	4 800

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à susciter et soutenir le développement économique et régional ainsi que les secteurs industriels stratégiques dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique et de développement durable. Plus précisément, ce programme procure le financement pour favoriser le développement et la compétitivité des entreprises, le renouvellement de la base entrepreneuriale afin d'appuyer la diversification et la consolidation des régions par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des acteurs économiques.

	15 574			1 128	1	3 614	
	37 464				3	1 075	
	84 768			62	22	527	
							(247)
	503			60	671	259	
						100	
-	138 309	-	-	1 249	698	5 575	(247)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Économie et environnement		**Interventions relatives au Fonds du développement économique**			
1. Mandats gouvernementaux et autres programmes	195 080				
Permanents(1)	172				
2. Programme ESSOR	34 000				
3. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'interventions de développement économique	100				
TOTAL	229 352	-	-	-	-
(1) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3)					
PROGRAMME 6 Mission : Économie et environnement		**Promotion et développement du tourisme**			
1. Tourisme Québec	65 368				
Permanents(1)	10				
2. Société du Centre des congrès de Québec	13 120				
3. Société du Palais des congrès de Montréal	38 341				
4. Régie des installations olympiques	19 098				
TOTAL	135 937	-	-	-	-
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18)					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par le Fonds du développement économique dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds a été institué au sein du Ministère et son administration a été confiée à Investissement Québec.

122 626		65 630				6 824	
171		1					
7 791		25 059		1 150			
						100	
130 588	-	90 690	-	1 150	-	6 924	-

Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec ainsi qu'en aménageant et exploitant des installations publiques à caractère touristique.

		65 368					
		10					
	13 120						
	38 341						
	19 098						
-	70 559	65 378	-	-	-	-	-

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	683 182		759	86 507	37 137
Permanents	8 632 886				5 727
Amortissement des immobilisations					
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette					
Variation à la baisse de provisions					
TOTAL	**9 316 068**	**-**	**759**	**86 507** (1)	**42 864**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 16 166 k$ à l'égard du traitement de 134 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL	
Rémunération	86 507			86 507
Fonctionnement	42 864	1 937		44 801
Créances douteuses et autres provisions	130 588	(247)		130 341
Transfert	235 988			235 988
Affectation à un fonds spécial	156 377			156 377
Service de la dette	8 448 434	(18 335)		8 430 099
	9 100 759	(16 644)		9 084 114

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
130 417	235 988	156 367	8 544		7 521	1 988	17 953	
171		11	8 439 891				187 087	
								1 937
								(18 335)
								(247)
130 588	**235 988**	**156 377**	**8 448 434**		**7 521**	**1 988**	**205 041**	**(16 644)**

FINANCES ET ÉCONOMIE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Direction du Ministère			
Votés	78 460	822	
Permanents	19		
	78 479	**822**	**-**
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Votés	93 107	1 257	
Permanents	6 343		
	99 450	**1 257**	**-**
Programme 3 - Service de la dette			
Votés	3 000		
Permanents	8 618 000		
	8 621 000	**-**	**-**
Programme 4 - Soutien technique et financier au développement économique			
Votés	178 880	324	
Permanents			
	178 880	**324**	**-**
Programme 5 - Interventions relatives au Fonds du développement économique			
Votés	229 680		
Permanents			
	229 680	**-**	**-**
Programme 6 - Promotion et développement du tourisme			
Votés	130 127		
Permanents	10		
	130 137	**-**	**-**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	713 254	2 403	
Permanents	8 624 372		
	9 337 625	**2 403**	**-**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(2 601)				76 681
								19
-	-	-		**(2 601)**		-		**76 700**
				(40 944)				53 421
								6 343
-	-	-		**(40 944)**		-		**59 763**
				5 544				8 544
						8 343		8 626 343
-	-	-		**5 544**		**8 343**		**8 634 887**
				226				179 430
-	-	-		**226**		-		**179 430**
				(500)				229 180
						172		172
-	-	-		**(500)**		**172**		**229 352**
				5 800				135 927
								10
-	-	-		**5 800**		-		**135 937**
				(32 475)				683 182
						8 515		8 632 886
-	-	-		**(32 475)**		**8 515**		**9 316 068**

FINANCES ET ÉCONOMIE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	+ Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Direction du Ministère				
Institut de la statistique du Québec	12 880			
Autres	11 971	59		
Total du programme 1	24 851	59	-	
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement				
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir	1 009			
Autres	2 425			
Total du programme 2	3 434	-	-	
Programme 4 - Soutien technique et financier au développement économique				
Appui à l'innovation	12 500	12 492		
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence	15 555	901	76	
Appui au redressement et à la rétention d'entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté	4 825	3 942		
Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, ÉcoloTIC et autres	33 088			
Soutien à l'entrepreneuriat	19 751	39		
Soutien aux centres locaux de développement	55 235	9 390		
Autres	3 716	287		
Total du programme 4	144 671	27 051	76	
Programme 5 - Interventions relatives au Fonds du développement économique				
Autres				
Total du programme 5	-	-	-	
Programme 6 - Promotion et développement du tourisme				
Régie des installations olympiques	19 098			
Société du Centre des congrès de Québec	13 120			
Société du Palais des congrès de Montréal	38 341			
Total du programme 6	70 559	-	-	
Total des crédits et dépenses	**243 514**	**27 110**	**76**	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
				12 880	12 880	13 590
12	13	977		10 754	11 815	1 540
12	13	977	-	23 634	24 695	15 129
750		1 675			2 425	2 227
750	-	1 675	-	-	2 425	2 227
					12 492	10 850
454		13 812			15 243	15 305
		468			4 410	5 041
		32 136			32 136	30 748
7	29	15 120		10	15 205	15 437
		45 845			55 235	44 155
	227	3 074			3 589	7 178
461	257	110 454	-	10	138 309	128 714
						1 755
-	-	-	-	-	-	1 755
				19 098	19 098	17 177
				13 120	13 120	13 559
				38 341	38 341	38 935
-	-	-	-	70 559	70 559	69 671
1 223	**270**	**113 106**	-	**94 202**	**235 988**	**217 495**

FINANCES ET ÉCONOMIE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Rémunération	39 630	39 630	37 828
Fonctionnement	14 188	14 188	54 491
Capital	14 563	14 563	14 206
Intérêt	15 057	15 057	14 466
Support	160 076	152 550	96 504
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**243 514**	**235 988**	**217 495**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2014	2013
Rémunération	14 035	14 035	14 543
Fonctionnement	9 591	9 591	9 297
Capital	2 343	2 343	3 393
Intérêt	425	425	2 429
Support	131 265	129 982	65 155
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**157 660**	**156 377**	**94 817**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Droits et permis		
Autres		
Demande d'engagement d'un garant - Ressortissants étrangers	3 243	3 369
Demande d'un employeur relative à un emploi	1 642	1 689
Consultant en immigration	124	228
Certificat de sélection - Ressortissants étrangers	39 190 (1)	29 076
Certificat d'acceptation - Travailleurs étrangers	2 651	2 730
Certificat d'acceptation - Étudiants étrangers	4 132	3 545
	50 983	40 637
Total des droits et permis	50 983	40 637
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	2 123	2 414
Divers	5	6
	2 128	2 420
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	169	102
Subventions d'années antérieures	369	303
	538	405
Total des revenus divers	2 667	2 825
Total des revenus autonomes	53 650	43 462
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	319 967 (2)	284 501
Total des transferts du gouvernement fédéral	319 967	284 501
Total des revenus	**373 617**	**327 963**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) L'augmentation s'explique principalement par une hausse des demandes de certificats de sélection des ressortissants étrangers de la catégorie « travailleur qualifié ».

(2) L'augmentation s'explique par une indexation de 12,5 % du transfert du gouvernement fédéral dans le cadre de l'Accord Canada-Québec relatif à l'immigration et à l'admission temporaire des aubains.

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Immigration, intégration et communautés culturelles					
Votés	184 258	162 242	4 890	17 126	
Permanents	11	11			
Ne nécessitant pas de crédits		2 789			
	184 268	165 042	4 890	17 126	-
PROGRAMME 2					
Charte de la langue française					
Votés	29 416	25 925	58	3 433	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		185			
	29 416	26 109	58	3 433	-
	213 684	191 151	4 948	20 559	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	213 673	188 166	4 948	20 559	
Permanents	11	11			
Ne nécessitant pas de crédits		2 974			
	213 684	191 151	4 948	20 559	-
Dépenses	197 594	191 151		9 417	
Prêts, placements, avances et autres	4 086		14	4 072	
Immobilisations	12 004		4 934	7 070	
	213 684	191 151	4 948	20 559	-

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture		**Immigration, intégration et communautés culturelles**			
1. Immigration	31 814	4		20 233	10 388
2. Francisation	68 957			31 961	20 696
3. Intégration, régionalisation et relations interculturelles	42 857		2	11 860	5 688
4. Direction, information et services centralisés	40 629	10	4 874	14 662	7 976
Permanents(1)	10				10
Permanents(2)	1				
Amortissement des immobilisations					
5. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants					
TOTAL	184 268	14	4 876	78 717	44 758
PROGRAMME 2 Mission : Éducation et culture		**Charte de la langue française**			
1. Coordination de la politique linguistique	2 439			921	233
Amortissement des immobilisations					
2. Office québécois de la langue française	24 688		58	16 493	4 065
Amortissement des immobilisations					
3. Conseil supérieur de la langue française	1 712			816	416
Amortissement des immobilisations					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	576				
TOTAL	29 416	-	58	18 230	4 714

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
						1 189		
	14 910					300	1 090	
	23 546					225	1 535	
	321				1 328	453	11 005	
1								2 789
1	38 777	–	–		1 328	2 167	13 631	2 789

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.

	670			179	42	395	2
	2 294				644	1 135	179
	17			282	41	141	4
						576	
–	2 981	–	–	460	726	2 247	185

Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	213 673	14	4 934	96 947	49 462
Permanents	11				10
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**213 684**	**14**	**4 934**	**96 947** (1)	**49 471**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 7 543 k$ à l'égard du traitement de 69 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	96 947		96 947
Fonctionnement	49 471	2 974	52 445
Créances douteuses et autres provisions	1		1
Transfert	41 757		41 757
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
	188 177	2 974	191 151

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	41 757				1 788	2 893	15 878	
1								2 974
1	**41 757**	**–**	**–**		**1 788**	**2 893**	**15 878**	**2 974**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles			
Votés	311 671	1 328	
Permanents	10		
	311 681	**1 328**	**-**
Programme 2 - Charte de la langue française			
Votés	28 956	460	
Permanents			
	28 956	**460**	**-**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	340 627	1 788	
Permanents	10		
	340 636	**1 788**	**-**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+ (-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
45 492				(174 233)				184 258
						1		11
45 492	**-**	**-**		**(174 233)**		**1**		**184 268**
								29 416
-	**-**	**-**		**-**		**-**		**29 416**
45 492				(174 233)				213 673
						1		11
45 492	**-**	**-**		**(174 233)**		**1**		**213 684**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles			
Programme Accès aux ordres professionnels	952		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	16 000		
Programme Mobilisation-Diversité	6 871		
Programme Réussir l'intégration	15 904		
Programme Soutien à la mission	1 355		
Autres	330	1	
Total du programme 1	41 412	1	-
Programme 2 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	1 170	1	
Réussir ensemble en français	2 600	495	
Autres	334		
Total du programme 2	4 104	496	-
Total des crédits et dépenses	**45 516**	**497**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
		952			952	993
		50	14 860		14 910	16 121
	4 454	2 416			6 871	6 441
		12 559	1 810		14 369	12 817
		1 355			1 355	1 348
		320			321	322
-	4 454	17 652	16 670	-	38 777	38 042
21	24	981	50		1 077	1 040
		1 392			1 887	2 211
			17		17	17
21	24	2 373	67	-	2 981	3 268
21	**4 479**	**20 024**	**16 736**	**-**	**41 757**	**41 310**

IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Support	45 516	41 757	41 310
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**45 516**	**41 757**	**41 310**

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Droits et permis		
Autres		
Vendeurs itinérants	302	321
Studio de santé	120	107
Agences de voyages	638	682
Conseillers en voyage	317	271
Certificat d'exemption	76	47
Divers	44	35
	1 497	1 463
Total des droits et permis	1 497	1 463
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	547	606
Frais d'examen	59	70
Recouvrements de tiers	134	138
Actes judiciaires	35 519	34 451
Actes juridiques	36 774	35 451
Divers	15	22
	73 049	70 738
Amendes et confiscations		
Infractions au Code de la sécurité routière	58 666	58 178
Infractions au Code criminel	16 831	13 023
Infractions à diverses lois	28 432	27 876
Aide aux victimes d'actes criminels	20 470	18 128
Divers	2	1
	124 402	117 206
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	395	859
Subventions d'années antérieures	1 634	
Surplus - Fonds spéciaux et organismes	515	769
	2 544	1 628
Total des revenus divers	199 995	189 572
Total des revenus autonomes	201 491	191 035

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	26 183	24 158
Conseillers juridiques auprès des autochtones	530	493
Informations concernant les sentences	64	54
Enregistrement des actions en divorce	34	35
Mesures québécoises de justice familiale	42	342
Total des transferts du gouvernement fédéral	26 853	25 082
Total des revenus	**226 345**	**216 117**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Activité judiciaire					
Votés	31 226	30 479	432	316	
Permanents	80 000	79 852		148	
Ne nécessitant pas de crédits					
	111 226	110 331	432	463	-
PROGRAMME 2					
Administration de la justice					
Votés	290 007	279 144	7 749	3 113	
Permanents	13 952	13 304		649	
Ne nécessitant pas de crédits		12 819			
	303 959	305 267	7 749	3 762	-
PROGRAMME 3					
Justice administrative					
Votés	13 046	13 043		3	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	13 046	13 043	-	3	-
PROGRAMME 4					
Accessibilité à la justice					
Votés	163 378	163 378			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	163 378	163 378	-	-	-
PROGRAMME 5					
Autres organismes relevant du ministre					
Votés	25 245	24 222	211	811	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		329			
	25 245	24 551	211	811	-
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales					
Votés	123 472	122 038	1 434		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		1 145			
	123 472	123 183	1 434	-	-
PROGRAMME 7					
Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	113 897	113 897			
Ne nécessitant pas de crédits					
	113 897	113 897	-	-	-
	854 223	853 650	9 826	5 040	-

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	646 373	632 304	9 826	4 243	
Permanents	207 849	207 053		796	
Ne nécessitant pas de crédits		14 293			
	854 223	853 650	9 826	5 040	-
Dépenses	840 904	853 650		1 546	
Prêts, placements, avances et autres	2 226		11	2 215	
Immobilisations	11 093		9 815	1 278	
	854 223	853 650	9 826	5 040	-

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Activité judiciaire**			
1. Magistrature	3 292		305	2 324	369
Permanents(1)	77 405			73 901	3 504
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges					
Permanents(1)	2 253			396	1 709
3. Soutien à la magistrature	27 934		127	26 088	1 697
4. Comité sur la rémunération des juges					
Permanents(1)	343				343
TOTAL	111 226	-	432	102 709	7 622
(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16)					
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Administration de la justice**			
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	157 750	11	1 052	59 671	95 809
2. Affaires juridiques et législatives	43 403			41 039	2 359
3. Direction, planification et services à l'organisation	76 995		6 364	37 512	18 548
Permanents(1)	16				16
Permanents(2)	5 785			5 136	
Permanents(3)	8 152				
Amortissement des immobilisations					
4. Traitement des infractions et perception des amendes	11 859		322	8 670	2 867
TOTAL	303 959	11	7 738	152 028	119 599

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18)
(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16)
(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il vise également le comité mandaté pour évaluer le traitement, le régime de retraite et les autres avantages sociaux des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi qu'à formuler des recommandations au gouvernement.

						295	
						148	
						21	
-	-	-	-	-	-	463	-

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

	1 186					20	
						5	
	979	10 505		550		2 538	
						649	
8 152							12 819
8 152	2 164	10 505	-	550	-	3 212	12 819

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Justice administrative**			
1. Contribution du ministère de la Justice au fonds du Tribunal administratif du Québec	12 632				
2. Conseil de la justice administrative	415			227	184
TOTAL	13 046	-	-	227	184
PROGRAMME 4 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Accessibilité à la justice**			
1. Commission des services juridiques	160 381				
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	417				
3. Autres mesures d'accessibilité à la justice	2 580				
TOTAL	163 378	-	-	-	-
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Autres organismes relevant du ministre**			
1. Office de la protection du consommateur	9 694		55	6 944	2 043
Amortissement des immobilisations					
2. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	15 551		157	11 847	3 258
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	25 245	-	211	18 790	5 302

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

		12 632					
						3	
-	-	12 632	-	-	-	3	-

Ce programme vise à assurer aux justiciables une accessibilité à la justice par le biais de l'aide juridique offerte aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice, de l'aide aux recours collectifs de même que par certaines autres mesures visant l'accessibilité à la justice notamment en matière de médiation familiale.

	160 381						
	417						
		2 580					
-	160 797	2 580	-	-	-	-	-

Ce programme comprend deux organismes budgétaires à savoir, l'Office de la protection du consommateur qui vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1) et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12).

	130				55	467	
							117
					125	164	
							211
-	130	-	-	-	180	632	329

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		**Poursuites criminelles et pénales**			
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales	123 472		1 434	95 239	26 799
Amortissement des immobilisations					
2. Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales					
Permanents(1)					
TOTAL	123 472	-	1 434	95 239	26 799
PROGRAMME 7 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Indemnisation et reconnaissance**			
1. Indemnisation des victimes d'actes criminels					
Permanents(1)	112 708				14 119
2. Loi sur le civisme					
Permanents(2)	1 189				225
TOTAL	113 897	-	-	-	14 344

(1) Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective (RLRQ, chapitre P-27.1).

(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Le programme couvre également le financement du comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.

							1 145
-	-	-	-	-	-	-	1 145

Ce programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.

	98 590						
	964						
-	99 554	-	-	-	-	-	-

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	646 373	11	9 815	289 561	153 934
Permanents	207 849			79 433	19 915
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**854 223**	**11**	**9 815**	**368 994** (1)	**173 849**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 14 292 k$ à l'égard du traitement de 148 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL	
Rémunération	368 994			368 994
Fonctionnement	173 849	14 293		188 142
Créances douteuses et autres provisions	8 152			8 152
Transfert	262 645			262 645
Affectation à un fonds spécial	25 717			25 717
Service de la dette				
	839 357	14 293		853 650

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	163 092	25 717			550	180	3 514	
8 152	99 554						796	
								14 293
8 152	**262 645**	**25 717**	**-**		**550**	**180**	**4 310**	**14 293**

JUSTICE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Activité judiciaire			
Votés	30 508		
Permanents	78 174		
	108 682	-	-
Programme 2 - Administration de la justice			
Votés	290 255		
Permanents	10 794		
	301 049	-	-
Programme 3 - Justice administrative			
Votés	12 217		
Permanents			
	12 217	-	-
Programme 4 - Accessibilité à la justice			
Votés	167 374		
Permanents			
	167 374	-	-
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre			
Votés	24 237		
Permanents			
	24 237	-	-
Programme 6 - Poursuites criminelles et pénales			
Votés	117 754		
Permanents			
	117 754	-	-
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance			
Votés			
Permanents	97 202		
	97 202	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	642 345		
Permanents	186 170		
	828 515	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				718				31 226
						1 826		80 000
-	-	-		**718**		**1 826**		**111 226**
				(248)				290 007
						3 158		13 952
-	-	-		**(248)**		**3 158**		**303 959**
				829				13 046
-	-	-		**829**		-		**13 046**
				(3 996)				163 378
-	-	-		**(3 996)**		-		**163 378**
930				78				25 245
930	-	-		**78**		-		**25 245**
				5 717				123 472
-	-	-		**5 717**		-		**123 472**
						16 696		113 897
-	-	-		-		**16 696**		**113 897**
930				3 098				646 373
						21 680		207 849
930	-	-		**3 098**		**21 680**		**854 223**

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 2 - Administration de la justice			
Autres	2 414	4	
Total du programme 2	2 414	4	-
Programme 4 - Accessibilité à la justice			
Aide juridique	59 737		
Commission des services juridiques	100 644		
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	417		
Total du programme 4	160 797	-	-
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre			
Bourse d'études	1		
Projets et partenariats stratégiques	150		
Total du programme 5	151	-	-
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance			
Actes de civisme	964		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	98 590		
Total du programme 7	99 554	-	-
Total des crédits et dépenses	**262 916**	**4**	**-**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
9	251	1 849		50	2 164	2 404
9	251	1 849	-	50	2 164	2 404
			59 737		59 737	63 424
				100 644	100 644	103 712
				417	417	419
-	-	-	59 737	101 061	160 797	167 556
1					1	2
3		126			129	172
4	-	126	-	-	130	174
			964		964	870
			98 590		98 590	92 792
-	-	-	99 554	-	99 554	93 662
13	**251**	**1 976**	**159 290**	**101 111**	**262 645**	**263 795**

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Rémunération	81 224	81 224	88 455
Fonctionnement	19 490	19 490	15 329
Capital	347	347	347
Support	161 855	161 585	159 664
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**262 916**	**262 645**	**263 795**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2014	2013
Rémunération	9 795	9 795	8 975
Fonctionnement	5 241	5 241	5 707
Capital	176	176	176
Support	10 505	10 505	9 226
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**25 717**	**25 717**	**24 084**

RELATIONS INTERNATIONALES, FRANCOPHONIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus divers		
Intérêts		
Divers	(1)	1
	(1)	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	384	380
Subventions d'années antérieures	26	209
	410	588
Total des revenus divers	409	590
Total des revenus autonomes	409	590
Total des revenus	**409**	**590**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

RELATIONS INTERNATIONALES, FRANCOPHONIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Affaires internationales					
Votés	146 106	126 865	11 693	7 548	
Permanents	597	597			
Ne nécessitant pas de crédits		3 292			
	146 703	130 754	11 693	7 548	-
	146 703	130 754	11 693	7 548	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	146 106	126 865	11 693	7 548	
Permanents	597	597			
Ne nécessitant pas de crédits		3 292			
	146 703	130 754	11 693	7 548	-
Dépenses	127 636	130 754		175	
Prêts, placements, avances et autres	2 225		324	1 901	
Immobilisations	16 841		11 369	5 473	
	146 703	130 754	11 693	7 548	-

RELATIONS INTERNATIONALES, FRANCOPHONIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Affaires internationales**			
1. Politiques et affaires francophones et multilatérales	25 345	1	58	7 959	1 567
Permanents(1)	597				597
Amortissement des immobilisations					
2. Représentation du Québec à l'étranger	62 609	313	10 598	32 281	14 124
Amortissement des immobilisations					
3. Affaires bilatérales	12 984	4		4 542	1 008
4. Commerce extérieur	22 807	3		4 950	2 986
5. Protocole, missions et administration	22 362	3	712	12 360	7 206
Amortissement des immobilisations					
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de la Politique internationale du Québec					
TOTAL	146 703	324	11 369	62 093	27 489

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	146 106	324	11 369	62 093	26 892
Permanents	597				597
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**146 703**	**324**	**11 369**	**62 093** (1)	**27 489**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 070 k$ à l'égard du traitement de 74 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL	
Rémunération	62 093			62 093
Fonctionnement	27 489	3 292		30 781
Créances douteuses et autres provisions				
Transfert	37 880			37 880
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette				
	127 462	3 292		130 754

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.

	15 738					22	
							19
						5 292	
							2 480
	7 428						
	14 714				151	3	
					20	2 060	
							793
-	37 880	-	-		172	-	7 376	3 292
	37 880				172	7 376	
							3 292
-	**37 880**	-	-		**172**	-	**7 376**	**3 292**

RELATIONS INTERNATIONALES, FRANCOPHONIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Affaires internationales			
Votés	137 475	172	
Permanents	110		
	137 585	**172**	**–**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	137 475	172	
Permanents	110		
	137 585	**172**	**–**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				8 459				146 106
						487		597
-	-	-		**8 459**		**487**		**146 703**
				8 459				146 106
						487		597
-	-	-		**8 459**		**487**		**146 703**

RELATIONS INTERNATIONALES, FRANCOPHONIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	+ Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Affaires internationales				
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence	440			
Exportation	14 274	10 599		
Organismes de la Francophonie	8 633	75		
Organismes voués à la jeunesse	4 857			
Programmes de coopération	1 391	35		
Québec sans frontières et autres	2 664			
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	3 308			
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	1 181	41	24	
Autres	1 132	3		
Total du programme 1	37 880	10 752	24	
Total des crédits et dépenses	**37 880**	**10 752**	**24**	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
		440			440	111
	60	2 470		1 146	14 274	25 086
2	15	8 542			8 633	11 063
		3 351		1 506	4 857	6 318
366	39	761	162	28	1 391	1 972
		2 664			2 664	3 240
		3 308			3 308	4 107
305		732	54	25	1 181	1 432
403	14	383	323	6	1 132	1 591
1 076	128	22 650	539	2 711	37 880	54 920
1 076	**128**	**22 650**	**539**	**2 711**	**37 880**	**54 920**

RELATIONS INTERNATIONALES, FRANCOPHONIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Rémunération	999	999	1 025
Fonctionnement	2 843	2 843	1 843
Intérêt			42
Support	34 038	34 038	52 009
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**37 880**	**37 880**	**54 920**

RESSOURCES NATURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

		2014		2013
Droits et permis				
Ressources forestières				
Coupe de bois - Usage domestique		188		181
Usines de transformation du bois		604		628
Récolte de bois		1 250		
Autres bois		455		
Marché libre des bois				2 432
Érablières		2 464		2 152
Intervention - Travaux d'utilité publique		182		28
Intervention - Activités minières		197		189
Autres droits sur la gestion des forêts		260		38
Traitements sylvicoles réguliers	(1)			(91 211)
Programme de mise en valeur des ressources du milieu forestier - volet 1				(3 442)
Plans spéciaux - Récupération et mise en production	(1)			(26 358)
Permis d'intervention - Approvisionnement de bois sur les terres publiques	(2)			121 011
Divers		53		38
		5 652		5 685
Ressources minières				
Claim		7 972		10 183
Exploitation par baux		1 920		1 859
Renseignements généraux		67		158
Exploitation: - Sable, gravier et autres		3 165		4 258
Exploitation minière	(3)	23 656		170 808
Divers		16		16
		36 795		187 282
Ressources hydrauliques				
Énergie électrique produite				2 719
Régimes des eaux		1 307		1 290
		1 307		4 009
Autres				
Bail d'exploitation et d'utilisation des ressources pétrolières et gazières				52
Permis de recherche de pétrole, de gaz naturel et de réservoir souterrain				1 054
Divers		43		45
		43		1 151
Total des droits et permis		43 798		198 127

(1) L'augmentation s'explique par le nouveau régime forestier institué en vertu de la Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier. Les coûts liés aux activités d'aménagement forestier, auparavant diminués des revenus, sont inscrits à titre de dépenses de fonctionnement au Fonds des ressources naturelles depuis le 1er avril 2013.

(2) La diminution s'explique par la mise en œuvre du nouveau régime forestier et le virement au Fonds des ressources naturelles des droits y afférents (réf. : décrets 708-2012, 613-2013, 327-2014).

(3) La variation est attribuable à une diminution des profits miniers en raison, d'une part, d'une baisse du prix de certaines substances minérales et, d'autre part, d'une hausse générale des coûts de production des sociétés minières.

RESSOURCES NATURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	88	174
Protection des forêts	3 482	
Terres de l'État	2 174	2 611
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	198	193
Frais de vente et de location de terrains	560	528
Location et concessions	16 850	15 037
Enregistrement de transferts	155	246
Frais d'inscription aux tirages au sort	169	143
Gains sur dispositions d'immobilisations	121	1 254
Dossier éolien - Tarif annuel d'une réserve de superficie	167	185
Divers	43	46
	24 007	20 418
Intérêts		
Autres revenus	1 047	516
Droits sur les profits d'exploitation minière	399	395
Paiement de redevances hydrauliques		3 878
Débiteurs		52
	1 445	4 842
Amendes et confiscations		
Pénalités	54	52
Divers	11	7
	65	59
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	636	98
Subventions d'années antérieures		949
	636	1 047
Total des revenus divers	26 154	26 366
Total des revenus autonomes	69 952	224 493
Total des revenus	**69 952**	**224 493**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles					
Votés	426 609	354 505	5 638	66 465	
Permanents	41 668	41 668			
Ne nécessitant pas de crédits		8 025			
	468 277	404 198	5 638	66 465	-
	468 277	404 198	5 638	66 465	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	426 609	354 505	5 638	66 465	
Permanents	41 668	41 668			
Ne nécessitant pas de crédits		8 025			
	468 277	404 198	5 638	66 465	-
Dépenses	414 687	404 198		18 514	
Prêts, placements, avances et autres	30 100		1	30 100	
Immobilisations	23 489		5 638	17 852	
	468 277	404 198	5 638	66 465	-

RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Gestion des ressources naturelles**			
1. Forestier en chef	6 567		25	4 794	908
Amortissement des immobilisations					
2. Ressources forestières	171 540				
Permanents(1)	2 692				
Permanents(2)	20				
Permanents(3)	38 789				38 789
3. Ressources minérales	15 296		264	8 524	3 339
Permanents(1)	80				
Amortissement des immobilisations					
4. Ressources énergétiques	14 712		112	3 573	1 334
Permanents(1)	72				
Amortissement des immobilisations					
5. Direction du Ministère et administration	94 016	1	2 195	16 619	10 468
Permanents(4)	10				10
Amortissement des immobilisations					
6. Opérations régionales	124 477		3 042	70 555	29 398
Permanents(1)	4				
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	468 277	1	5 638	104 065	84 246

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).
(2) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).
(3) Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).
(4) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer le développement, la protection, la connaissance et la mise en valeur des ressources forestières, minières et énergétiques dans une perspective de développement durable et de gestion intégrée.

					737	104	33
2 692	20	171 540					
					741	2 429	
80							868
	5 284	2 561			1 184	663	
72							8
	1 223	7 500		13 408	4	42 598	
							3 000
	35	16 849		1 185	383	3 029	
4							
							4 117
2 849	6 562	198 450	-	14 593	3 048	48 824	8 025

RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	426 609	1	5 638	104 065	45 448
Permanents	41 668				38 799
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**468 277**	**1**	**5 638**	**104 065** (1)	**84 246**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 13 894 k$ à l'égard du traitement de 128 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	104 065		104 065
Fonctionnement	84 246	8 025	92 271
Créances douteuses et autres provisions	2 849		2 849
Transfert	6 562		6 562
Affectation à un fonds spécial	198 450		198 450
Service de la dette			
	396 173	8 025	404 198

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	6 542	198 450			14 593	3 048	48 824	
2 849	20							
								8 025
2 849	**6 562**	**198 450**	**–**		**14 593**	**3 048**	**48 824**	**8 025**

RESSOURCES NATURELLES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX			+
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures		
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an	
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles				
Votés	442 395			
Permanents	5 030			
	447 424	–	–	
TOTAL DU PORTEFEUILLE				
Votés	442 395			
Permanents	5 030			
	447 424	–	–	

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
109				(15 895)				426 609
						36 638		41 668
109	**-**	**-**		**(15 895)**		**36 638**		**468 277**
109				(15 895)				426 609
						36 638		41 668
109	**-**	**-**		**(15 895)**		**36 638**		**468 277**

RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles			
Aide aux bioénergies	1 900	1 900	
Enfouissement des fils électriques	2 459		
Fonds d'aide au développement des territoires de la région Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			
Fonds d'intervention stratégique régional			
Fonds pour la réalisation d'initiatives régionales et locales			
Prêts forestiers	20		
Soutien dans les milieux autochtones	10 235		
Autres	2 908	8	
Total du programme 1	17 521	1 908	-
Total des crédits et dépenses	**17 521**	**1 908**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
					1 900	1 900
	2 276				2 276	2 318
						1 254
						610
						1 058
				20	20	20
						1 182
48	33	2 263	9	5	2 366	2 341
48	2 310	2 263	9	25	6 562	10 683
48	**2 310**	**2 263**	**9**	**25**	**6 562**	**10 683**

RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Capital	1 610	1 596	1 539
Intérêt	710	701	799
Support	15 201	4 266	8 346
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**17 521**	**6 562**	**10 683**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2014	2013
Rémunération	45 004	45 004	61 526
Fonctionnement	65 059	65 059	97 637
Capital			7 192
Intérêt	2 400	2 400	7 608
Support	85 987	85 987	102 409
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**198 450**	**198 450**	**276 372**

REVENU

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	19 399 373	18 753 403
Impôt des sociétés	3 253 573 (1)	3 919 313
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	22 652 947	22 672 716
Taxes à la consommation		
Ventes	15 148 067	14 287 127
Carburants	16 755	19 791
Tabac	889 275 (2)	794 540
Boissons alcooliques	551 301 (2)	479 690
Pari mutuel	1 990	1 308
Total des taxes à la consommation	16 607 388	15 582 455
Droits et permis		
Autres		
Création et modification de personnes morales	11 108	11 419
Publicité légale des entreprises	51 771	49 489
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	822	799
Divers	51	41
	63 751	61 747
Total des droits et permis	63 751	61 747
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents		655
Frais de perception	8 114	6 861
Perception - R.R.Q.	19 182	19 035
Actes judiciaires		381
Frais de perception - Conseil de gestion (R.Q.A.P.)	3 196	2 966
Décisions anticipées		87
Divers		17
	30 492	30 002

Note : Le portefeuille Revenu est sous la responsabilité du ministre des Finances.

(1) La variation s'explique par la diminution de l'excédent d'exploitation net des sociétés qui a réduit leurs acomptes provisionnels, ainsi que par une augmentation des transferts liés au régime fiscal.

(2) La variation s'explique principalement par la hausse de la taxe spécifique en vigueur le 21 novembre 2012.

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt sur le revenu des particuliers	169 621	205 158
Impôt sur les profits des sociétés et le capital	84 378	155 879
Taxe sur la vente	77 351	73 324
Taxe sur les carburants	7 360	3 463
Taxe sur le tabac	(778)	(1 398)
Remise en retard de biens non réclamés	129	107
Divers	1	
	338 062	436 534
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	247	483
Infractions aux lois fiscales	1 378	2 092
Pénalités	342 232	288 910
Frais - Chèques sans provision	1 595	1 608
Divers	24	21
	345 476	293 113
Recouvrements		
Contributions volontaires	5 566	1 254
Divers		1
	5 566	1 255
Total des revenus divers	719 596	760 904
Total des revenus autonomes	40 043 682	39 077 822
Total des revenus	**40 043 682**	**39 077 822**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 787	1 763
Honoraires - Dossiers publics	13 272	12 779
Honoraires - Dossiers privés	51	34
	15 110	14 577
Total des droits et permis	15 110	14 577
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses	66	
Tierces responsabilités - Internes	9 652	5 937
Tierces responsabilités - Externes	1 299	956
Assurance-hospitalisation - Étrangers	257	139
Divers	1	1
	11 275	7 033
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	53	54
	53	54
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	3 102	11 114
Subventions d'années antérieures	535	
	3 637	11 114
Total des revenus divers	14 965	18 200
Total des revenus autonomes	30 076	32 777
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	29 716	36 983
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893	45 893
Total des transferts du gouvernement fédéral	75 609	82 876
Total des revenus	**105 684**	**115 653**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Fonctions nationales					
Votés	384 260	361 835	2 391	20 034	
Permanents	459	422		37	
Ne nécessitant pas de crédits		1 364			
	384 719	363 621	2 391	20 071	-
PROGRAMME 2					
Fonctions régionales					
Votés	17 573 086	17 166 835		406 251	
Permanents	4 456 778	4 456 778			
Ne nécessitant pas de crédits		3 556			
	22 029 864	21 627 169	-	406 251	-
PROGRAMME 3					
Office des personnes handicapées du Québec					
Votés	13 388	12 057	55	1 276	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		90			
	13 388	12 147	55	1 276	-
PROGRAMME 4					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Votés					
Permanents	9 183 737	9 085 192		98 545	
Ne nécessitant pas de crédits					
	9 183 737	9 085 192	-	98 545	-
PROGRAMME 5					
Condition des aînés					
Votés	29 542	23 054		6 487	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	29 542	23 054	-	6 487	-
PROGRAMME 6					
Curateur public					
Votés	51 849	39 575	12 274		
Permanents	13 385	13 315		70	
Ne nécessitant pas de crédits		3 461			
	65 234	56 351	12 274	70	-
	31 706 483	31 167 534	14 720	532 700	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	18 052 123	17 603 356	14 720	434 048	
Permanents	13 654 360	13 555 708		98 652	
Ne nécessitant pas de crédits		8 471			
	31 706 483	31 167 534	14 720	532 700	-
Dépenses	31 685 318	31 167 534		526 255	
Prêts, placements, avances et autres	4 000		3	3 997	
Immobilisations	17 165		14 717	2 449	
	31 706 483	31 167 534	14 720	532 700	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Santé et services sociaux		**Fonctions nationales**			
1. Direction et gestion ministérielle	114 980	3	2 388	55 090	38 528
Permanents(1)	41				41
Amortissement des immobilisations					
2. Organismes-conseils	16 071			1 245	1 149
3. Activités nationales	253 209				1 418
Permanents(2)	419				
TOTAL	384 719	3	2 388	56 335	41 135

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18)
(2) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2)

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à procurer au Ministère et aux organismes-conseils les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler leurs programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins, à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux et à financer les activités nationales.

		1 108			3 180	14 683	
							1 364
	13 001					676	
	250 296					1 495	
	381					37	
-	263 678	1 108	-		3 180	- 16 891	1 364

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 Mission : Santé et services sociaux		**Fonctions régionales**			
1. Agences de la santé et des services sociaux	98 682				
2. Établissements de santé et de services sociaux	13 767 522				
Permanents(1)	3 389 950				
Consommation de stocks					
3. Organismes communautaires et autres organismes	523 543				
4. Activités connexes	2 129 181				28 802
Permanents(2)	892 371				
Permanents(3)	174 457				
Consommation de stocks					
5. Service de la dette	1 054 157				
6. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations					
TOTAL	22 029 864	-	-	-	28 802

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(4) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être en matière d'adaptation sociale, de santé physique, de santé publique, de santé mentale et d'intégration sociale.

	94 387					4 295	
	13 456 345					311 178	
	3 389 950 (4)						
							326
	515 211			8 000		332	
	2 003 506	14 426				82 446	
	892 371						
	174 457						
							3 230
	1 054 157						
-	21 580 384	14 426	-	8 000	-	398 251	3 556

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Santé et services sociaux		**Office des personnes handicapées du Québec**			
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	13 388		55	8 502	2 530
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	13 388	-	55	8 502	2 530
PROGRAMME 4 Mission : Santé et services sociaux		**Régie de l'assurance maladie du Québec**			
1. Services médicaux Permanents(1)	6 141 482				
2. Services optométriques Permanents(1)	53 392				
3. Services dentaires Permanents(1)	176 382				
4. Services pharmaceutiques et médicaments Permanents(1)	2 446 593				
5. Autres services Permanents(1)	191 832				
6. Administration Permanents(1)	174 056				
TOTAL	9 183 737	-	-	-	-

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Cette somme inclut des dépenses de 3 389 950 k$ financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale.

	1 025			357	357	561	
							90
-	1 025	-	-	357	357	561	90

Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés dans le cadre des régimes d'assurance maladie, d'assistance maladie et d'assurance médicaments ainsi que les frais d'administration afférents.

	6 141 482						
	51 177					2 216	
	166 905					9 477	
	2 361 471					85 122	
	190 101					1 731	
	174 056						
-	9 085 192 [2]	-	-	-	-	98 545	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Condition des aînés**			
1. Secrétariat aux aînés	29 542			1 881	1 232
TOTAL	29 542	-	-	1 881	1 232
PROGRAMME 6 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Curateur public**			
1. Curateur public	51 849		12 274	30 096	9 479
Permanents(1)	100				
Permanents(2)	13 285			11 725	1 560
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	65 234	-	12 274	41 821	11 039

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6 001)
(2) Loi sur le Curateur public (RLRQ, chapitre C-81)

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme assure le financement du Secrétariat aux aînés. Il vise à soutenir la valorisation de la participation des personnes aînées à la société en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations.

	19 942			117	116	6 254	
-	19 942	-	-	117	116	6 254	-

Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.

30						70	
							3 461
30	-	-	-	-	-	70	3 461

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	18 052 123	3	14 717	96 815	83 138
Permanents	13 654 360			11 725	1 601
Amortissement des immobilisations					
Consommation de stocks					
TOTAL	**31 706 483**	**3**	**14 717**	**108 539** (1)	**84 739**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 15 239 k$ à l'égard du traitement de 137 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	=	TOTAL
Rémunération	108 539			108 539
Fonctionnement	84 739	4 915		89 653
Créances douteuses et autres provisions	30			30
Transfert	30 950 221	3 556		30 953 777
Affectation à un fonds spécial	15 535			15 535
Service de la dette				
	31 159 064	8 471		31 167 534

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	17 407 869	15 535			11 655	473	421 920	
30	13 542 352						98 652	
								4 915
								3 556
30	**30 960 221**	**15 535**	**–**		**11 655**	**473**	**520 573**	**8 471**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Fonctions nationales			
Votés	382 487	3 180	
Permanents	438		
	382 925	**3 180**	-
Programme 2 - Fonctions régionales			
Votés	17 552 528		
Permanents	4 130 212		
	21 682 740	-	-
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Votés	13 030	357	
Permanents			
	13 030	**357**	-
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Votés			
Permanents	9 115 514		
	9 115 514	-	-
Programme 5 - Condition des aînés			
Votés	29 419	117	
Permanents			
	29 419	**117**	-
Programme 6 - Curateur public			
Votés	50 339		
Permanents	100		
	50 439	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	18 027 804	3 655	
Permanents	13 246 264		
	31 274 068	**3 655**	-

(1) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 27 900 k$ relatifs à l'excédent des revenus de cotisations au Fonds des services de santé par rapport aux prévisions. Ces crédits permanents sont répartis également entre les programmes 2 et 4.

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(1 408)				384 260
						21		459
-	-	-		**(1 408)**		**21**		**384 719**
				20 558				17 573 086
						326 566		4 456 778
-	-	-		**20 558**		**326 566**		**22 029 864**
								13 388
-	-	-		-		-		**13 388**
						68 223		9 183 737
-	-	-		-		**68 223**		**9 183 737**
				5				29 542
-	-	-		**5**		-		**29 542**
				1 509				51 849
		13 285						13 385
-	-	**13 285**		**1 509**		-		**65 234**
				20 665				18 052 123
		13 285				394 811 (1)		13 654 360
-	-	**13 285**		**20 665**		**394 811**		**31 706 483**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Fonctions nationales			
Contribution gouvernementale au Fonds de l'assurance médicaments			
Services hospitaliers hors Québec	212 015		
Autres	53 232	133	2 202
Total du programme 1	265 247	133	2 202
Programme 2 - Fonctions régionales			
Achat de vaccins et de produits biologiques	113 793	3 179	90 325
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	104 068		103 775
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite	892 371		892 371
Fonctionnement			
Agences de la santé et des services sociaux	98 682		94 387
Établissements privés	545 196		526 540
Établissements publics	16 472 281	38 587	16 086 689
Loyer - établissements du réseau	139 996		137 334
Santé publique	86 483		78 646
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	178 419		178 419
Organismes communautaires	523 543	223	718
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	73 493	73 493	
Régime de retraite du personnel d'encadrement	174 457		174 457
Rémunération des internes et résidents	254 415		245 229
Ressources de type familial	381 388		380 377
Service de la dette	875 739		869 134
Système du sang	380 274		309 973
Transporteurs ambulanciers	442 958	348 283	
Autres	245 083	1 707	123 696
Total du programme 2	21 982 638	465 472	20 292 072
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées	1 025		
Total du programme 3	1 025	-	-
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	176 884		
Bourses d'études et de recherche	14 948	14 712	
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie	174 056		
Services dentaires	176 382		
Services médicaux	6 141 482		
Services optométriques	53 392		
Services pharmaceutiques et médicaments	2 446 593		
Total du programme 4	9 183 737	14 712	-
Programme 5 - Condition des aînés			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés	2 914		2 180
Politique Vieillir chez soi	22 489		
Stratégie d'action en faveur des aînés			
Autres	160	12	
Total du programme 5	25 563	12	2 180
Total des crédits et dépenses	**31 458 211**	**480 328**	**20 296 456**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
						137 592
			212 015		212 015	203 396
395	61	26 235	200	22 437	51 663	51 298
395	61	26 235	212 215	22 437	263 678	392 286
				744	94 249	99 244
		69			103 844	101 475
					892 371	797 493
					94 387	98 510
250					526 790	509 320
1 864	437	30 291	2 507	19 759	16 180 135	16 112 637
				2 361	139 695	144 499
		1 573		1 579	81 798	83 235
					178 419	282 792
91	867	513 308		6	515 211	490 971
					73 493	67 154
					174 457	149 549
					245 229	232 277
23					380 401	308 651
		1 115		5 490	875 739	846 331
		1 912		42 230	354 115	374 535
		149		94 527	442 958	423 760
5 124	1	46 455	30	53 637	230 650	195 163
7 352	1 305	594 870	2 537	220 333	21 583 940	21 317 597
7		1 017	1		1 025	562
7	-	1 017	1	-	1 025	562
			175 389		175 389	163 839
					14 712	14 796
				174 056	174 056	164 582
				166 905	166 905	164 169
				6 141 482	6 141 482	5 416 294
				51 177	51 177	47 599
			1 794 718	566 753	2 361 471	2 278 762
-	-	-	1 970 107	7 100 373	9 085 192	8 250 041
202		80			2 462	300
246	7 336	9 738			17 320	15 778
						756
	24	125			160	142
447	7 360	9 943	-	-	19 942	16 976
8 201	**8 725**	**632 065**	**2 184 861**	**7 343 143**	**30 953 777**	**29 977 461**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Rémunération	20 891 514	20 544 557	19 518 747
Fonctionnement	5 952 750	5 853 890	5 975 194
Capital	811 003	811 003	862 520
Intérêt	273 484	273 484	298 228
Support	3 529 459	3 470 843	3 322 772
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**31 458 211**	**30 953 777**	**29 977 461**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2014	2013
Support	15 535	15 535	11 598
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**15 535**	**15 535**	**11 598**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	22 959	22 366
Production industrielle de boissons	898	856
	23 857	23 222
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 705	4 972
Appareils d'amusement	1 986	2 124
Bingo	1 320	1 410
Loteries	5 057	5 140
Courses	68	57
	13 136	13 702
Autres		
Études de dossiers	851	790
Organisation - Spectacles sportifs de combat	327	747
Permis d'explosifs	416	402
Divers	29	29
	1 623	1 968
Total des droits et permis	38 615	38 892
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	497	518
Location de chambres et pension	3 535	2 752
Conciliation et enquête - Déontologie policière	994	972
Divers	39	55
	5 065	4 296
Intérêts		
Divers	29	38
	29	38
Amendes et confiscations		
Saisie d'argent - Drogue et stupéfiants	3 993	3 176
Divers	63	17
	4 056	3 192

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 579	6 495
Subventions d'années antérieures	1 304	407
Recouvrement - Services policiers - CARRA	340	535
Divers	4	20
	3 227	7 456
Total des revenus divers	12 378	14 983
Total des revenus autonomes	50 993	53 875
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide financière - Catastrophes	4 820	1 007
Total des transferts du gouvernement fédéral	4 820	1 007
Total des revenus	**55 813**	**54 881**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Sécurité, prévention et gestion interne					
Votés	610 249	580 858	6 698	22 693	
Permanents	50 266	50 266			
Ne nécessitant pas de crédits		5 414			
	660 514	636 537	6 698	22 693	-
PROGRAMME 2					
Sûreté du Québec					
Votés	657 831	641 516	16 315		
Permanents	3 993	3 993			
Ne nécessitant pas de crédits		12 176			
	661 824	657 684	16 315	-	-
PROGRAMME 3					
Organismes relevant du ministre					
Votés	41 513	38 316	441	2 756	
Permanents	34	19		16	
Ne nécessitant pas de crédits		113			
	41 548	38 448	441	2 771	-
	1 363 886	1 332 670	23 454	25 465	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 309 593	1 260 690	23 454	25 449	
Permanents	54 293	54 277		16	
Ne nécessitant pas de crédits		17 703			
	1 363 886	1 332 670	23 454	25 465	-
Dépenses	1 316 146	1 332 670		1 179	
Prêts, placements, avances et autres	7 459		16	7 443	
Immobilisations	40 281		23 438	16 843	
	1 363 886	1 332 670	23 454	25 465	-

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Sécurité, prévention et gestion interne**			
1. Direction et services supports à la gestion	64 942			18 081	2 909
Permanents(1)	10				10
2. Services correctionnels	309 499			232 793	75 819
3. Expertises judiciaires	9 350			7 493	1 853
4. Affaires policières et sécurité-protection	53 490	2		26 373	6 291
5. Sécurité civile et sécurité incendie	15 836			11 199	2 375
Permanents(2)	50 256			2 675	1 744
6. Éléments de gestion centrale	157 133		6 696	37 833	90 032
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	660 514	2	6 696	336 447	181 032
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
(2) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).					
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Sûreté du Québec**			
1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	417 808	5		214 240	13 259
Permanents(1)	3 993			3 993	
2. Gestion interne et soutien	240 023	1	16 309	52 369	86 235
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	661 824	6	16 309	270 602	99 493
(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

	43 931				1	20	
	874				3	10	
					4		
	20 759				1	64	
	2 243				2	16	
	45 837						
					923	21 648	
							5 414
-	113 644	-	-	-	935	21 759	5 414

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

		190 304					
		85 109					
							12 176
-	-	275 413	-	-	-	-	12 176

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS – INVESTISSEMENTS – Prêts, placements, avances et autres	CRÉDITS UTILISÉS – INVESTISSEMENTS – Immobilisations	CRÉDITS UTILISÉS – DÉPENSES nécessitant des crédits – Rémunération	CRÉDITS UTILISÉS – DÉPENSES nécessitant des crédits – Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Organismes relevant du ministre**			
1 Régie des alcools, des courses et des jeux	18 067	8	412	12 308	2 876
Permanents(1)	31				
Permanents(2)	3				
Amortissement des immobilisations					
2 Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 842			3 446	1 337
3 Bureau du coroner	7 385			4 748	2 540
4 Commissaire à la déontologie policière	3 385			2 884	453
5 Comité de déontologie policière	1 874		16	1 280	535
6 Commissaire à la lutte contre la corruption	5 961		5	4 598	1 311
TOTAL	41 548	8	434	29 264	9 052

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).
(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (RLRQ, chapitre L-6).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 309 593	16	23 438	629 646	287 824
Permanents	54 293			6 668	1 753
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	**1 363 886**	**16**	**23 438**	**636 313** (1)	**289 578**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 63 705 k$ à l'égard du traitement de 695 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES – NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+	DÉPENSES – NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	=	TOTAL
Rémunération	636 313				636 313
Fonctionnement	289 578		17 703		307 280
Créances douteuses et autres provisions	19				19
Transfert	113 644				113 644
Affectation à un fonds spécial	275 413				275 413
Service de la dette					
	1 314 967		17 703		1 332 670

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.

						2 463	
19						12	
						3	
							113
					28	32	
					15	81	
					36	12	
					37	6	
					35	11	
19	-	-	-	-	151	2 621	113

	67 807	275 413			1 085	24 364	
19	45 837					16	
							17 703
19	**113 644**	**275 413**	-	-	**1 085**	**24 379**	**17 703**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Votés	602 249		
Permanents	4 414		
	606 663	-	-
Programme 2 - Sûreté du Québec			
Votés	635 987		
Permanents			
	635 987	-	-
Programme 3 - Organismes relevant du ministre			
Votés	36 573		
Permanents	34		
	36 607	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	1 274 809		
Permanents	4 448		
	1 279 257	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				7 999				610 249
						45 852		50 266
–	–	–		**7 999**		**45 852**		**660 514**
397				21 447				657 831
		3 993						3 993
397	–	**3 993**		**21 447**		–		**661 824**
				4 941				41 513
								34
–	–	–		**4 941**		–		**41 548**
397				34 387				1 309 593
		3 993				45 852		54 293
397	–	**3 993**		**34 387**		**45 852**		**1 363 886**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Cadre d'analyse de prévention et d'atténuation des principaux risques naturels	777		
Formation des policiers et des pompiers	7 045		
Gangs de rue	2 118		175
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	6 388		
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes	18 797		
Schémas de couverture de risques d'incendie	807		
Sécurité civile	46 012	2 593	
Services policiers en milieu autochtone	30 419		
Autres	1 360		
Total du programme 1	113 722	2 594	175
Total des crédits et dépenses	**113 722**	**2 594**	**175**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
300	477				777	1 841
				7 045	7 045	7 056
	285	1 657			2 117	1 914
	6 300	15		23	6 338	6 672
	5 339	13 419		34	18 791	28 032
	796				796	861
	33 976	276	9 167		46 012	27 481
	30 409				30 409	27 786
1	142	1 216			1 359	15 575
301	77 723	16 583	9 167	7 102	113 644	117 220
301	**77 723**	**16 583**	**9 167**	**7 102**	**113 644**	**117 220**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Fonctionnement	6 589	6 589	6 589
Capital	1 226	1 222	389
Support	105 907	105 833	110 241
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**113 722**	**113 644**	**117 220**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2014	2013
Rémunération	220 005	220 005	216 366
Fonctionnement	50 481	50 481	51 749
Capital	4 928	4 928	4 821
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**275 413**	**275 413**	**272 936**

TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation - Droits	32 117	30 639
Transport commercial public	288	459
Frais d'inscription et de mise à jour - Catégorie A1	2 697	2 451
Frais d'inscription et de mise à jour - Catégorie A2	2 719	2 539
Frais d'inscription et renouvellement - Intermédiaires en services de transport	99	163
	37 920	36 252
Autres		
Transfert de permis	625	550
	625	550
Total des droits et permis	38 545	36 801
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus		863
Terrains et bâtisses	296	(1 434)
Location de terrains et bâtisses	256	730
Frais de publication - Demandes de permis	106	102
Chemin de fer Québec central	63	69
Analyse en laboratoire	105	104
Divers	103	64
	929	498
Intérêts		
Divers	(1)	6
	(1)	6
Amendes et confiscations		
Alcofrein	423	729
Divers	2	20
	425	749
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	6 776	5 790
Subventions d'années antérieures	678	2 011
Divers	(33)	(2)
	7 421	7 800
Total des revenus divers	8 774	9 053
Total des revenus autonomes	47 319	45 854

TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux	53	146
Total des transferts du gouvernement fédéral	53	146
Total des revenus	**47 371**	**46 000**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

TRANSPORTS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Votés	691 958	618 594	23 467	49 896	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		11 789			
	691 958	630 384	23 467	49 896	-
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Votés	244 396	66 909	5 835	171 652	
Permanents	137	42		95	
Ne nécessitant pas de crédits		11 110			
	244 534	78 061	5 835	171 747	-
	936 491	708 445	29 302	221 643	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	936 354	685 504	29 302	221 548	
Permanents	137	42		95	
Ne nécessitant pas de crédits		22 899			
	936 491	708 445	29 302	221 643	-
Dépenses	690 680	708 445		5 135	
Prêts, placements, avances et autres	165 200			165 200	
Immobilisations	80 611		29 302	51 309	
	936 491	708 445	29 302	221 643	-

TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Infrastructures et systèmes de transport**			
1. Transport terrestre	523 048		6 227	48 927	303 634
Amortissement des immobilisations					
Consommation de stocks					
2. Transport maritime	101 360		108	911	49
Amortissement des immobilisations					
3. Transport aérien	55 974		16 932	955	4 690
Amortissement des immobilisations					
4. Commission des transports du Québec	11 575		200	8 526	1 882
Amortissement des immobilisations					
TOTAL	691 958	-	23 467	59 320	310 255
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Administration et services corporatifs**			
1. Direction	9 500		15	7 935	598
Permanents(1)	10				10
2. Services corporatifs	227 060		5 804	39 373	12 224
Permanents(2)	128				
Amortissement des immobilisations					
3. Planification, recherche et développement	7 836		15	5 358	691
TOTAL	244 534	-	5 835	52 667	13 522

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection et le maintien en état des infrastructures de transport et à assurer l'exploitation des infrastructures de transport. Il vise aussi à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.								
	148 797	3 147				365	11 951	
								2 524
								1 059
	94 180					6	6 106	
								134
	2 895					104	30 397	
								6 446
					353	343	271	
								1 626
-	245 872	3 147	-		353	818	48 726	11 789
Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère et à assurer l'élaboration des plans de transport de personnes et de marchandises. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.								
	398				66	471	16	
					503	1 391	167 766	
32							95	
								11 110
	332				1 045	368	27	
32	730	-	-		1 614	2 229	167 903	11 110

TRANSPORTS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	–	CRÉDITS UTILISÉS			
			INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
			Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés	936 354			29 302	111 987	323 768
Permanents	137					10
Amortissement des immobilisations						
Consommation de stocks						
TOTAL	**936 491**		**–**	**29 302**	**111 987** (1)	**323 778**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 10 628 k$ à l'égard du traitement de 100 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+	NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	= TOTAL
Rémunération	111 987			111 987
Fonctionnement	323 778		22 899	346 677
Créances douteuses et autres provisions	32			32
Transfert	246 602			246 602
Affectation à un fonds spécial	3 147			3 147
Service de la dette				
	685 546		22 899	708 445

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	246 602	3 147			1 967	3 047	216 534	
32							95	
								21 840
								1 059
32	**246 602**	**3 147**	**–**		**1 967**	**3 047**	**216 629**	**22 899**

TRANSPORTS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport			
Votés	684 138	361	
Permanents			
	684 138	**361**	**-**
Programme 2 - Administration et services corporatifs			
Votés	251 942	23	
Permanents	137		
	252 079	**23**	**-**
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	936 080	384	
Permanents	137		
	936 217	**384**	**-**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				7 458				691 958
-	-	-		**7 458**		-		**691 958**
				(7 568)				244 396
								137
-	-	-		**(7 568)**		-		**244 534**
				(110)				936 354
								137
-	-	-		**(110)**		-		**936 491**

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT		
		Entreprises	+ Établissements de santé et de services sociaux	+
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport				
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	8 500			
Aide financière au réseau routier local	35 950			
Entretien du réseau routier	950			
Société des Traversiers du Québec	89 328			
Transport aérien	2 895	1 441		
Transport en commun: transport adapté aux personnes handicapées	79 714			
Transport ferroviaire	1 974	1 974		
Transport maritime	4 852			
Transport terrestre	21 709	6 852		
Total du programme 1	245 872	10 267	-	
Programme 2 - Administration et services corporatifs				
Aide à la recherche et au développement liée aux transports	332			
Autres	400	16		
Total du programme 2	732	16	-	
Total des crédits et dépenses	**246 604**	**10 283**	-	

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)							
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014	Total 2013
				8 500	8 500	8 484
	35 950				35 950	6 783
	950				950	1 214
				89 328	89 328	90 126
	401	187	866		2 895	3 361
	79 712	3			79 714	93 480
					1 974	1 745
	4 722	130			4 852	4 905
	2 833	12 024			21 709	18 640
-	124 568	12 344	866	97 828	245 872	228 737
118		214			332	1 105
14	29	338		1	398	400
131	29	552	-	1	730	1 505
131	**124 597**	**12 896**	**866**	**97 829**	**246 602**	**230 242**

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Rémunération	43 971	43 969	32 238
Fonctionnement	45 359	45 359	50 765
Capital	14 198	14 198	18 353
Intérêt	1 773	1 773	4 754
Support	141 304	141 304	124 133
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**246 604**	**248 602**	**230 242**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2014	2013
Capital	2 819	2 819	310
Intérêt	328	328	127
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**3 147**	**3 147**	**437**

TRAVAIL

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	2014	2013
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	8	6
	8	6
Recouvrements		
Divers	46	20
	46	20
Total des revenus divers	54	26
Total des revenus autonomes	54	26
Total des revenus	**54**	**26**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

TRAVAIL

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Travail					
Votés	40 551	35 911	303	4 337	
Permanents	1			1	
Ne nécessitant pas de crédits		134			
	40 551	36 045	303	4 337	-
	40 551	36 045	303	4 337	-

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	40 551	35 911	303	4 337	
Permanents	1			1	
Ne nécessitant pas de crédits		134			
	40 551	36 045	303	4 337	-
Dépenses	36 987	36 045		1 076	
Prêts, placements, avances et autres	1 571			1 571	
Immobilisations	1 993		303	1 690	
	40 551	36 045	303	4 337	-

TRAVAIL

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		INVESTISSEMENTS		DÉPENSES nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Travail**			
1. Relations du travail	24 788		160	8 863	5 221
Permanents(1)	1				
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de l'équité salariale	8 582		143	6 302	1 998
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
3. Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail	7 181				
TOTAL	40 551	-	303	15 164	7 219

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	40 551		303	15 164	7 219
Permanents	1				
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
TOTAL	**40 551**	-	**303**	**15 164** (1)	**7 219**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 2 235 k$ à l'égard du traitement de 20 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	NÉCESSITANT DES CRÉDITS	+ NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS	=	TOTAL
Rémunération	15 164			15 164
Fonctionnement	7 219	134		7 352
Créances douteuses et autres provisions				
Transfert	6 715			6 715
Affectation à un fonds spécial	6 813			6 813
Service de la dette				
	35 911	134		36 045

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
DÉPENSES nécessitant des crédits (suite)					SUSPENSION DU DROIT D'ENGAGER	REPORTS	PÉRIMÉS (EXCÉDENTS)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail et d'équité salariale.

	6 715				418	3 411	
						1	
							62
					133	7	
							66
							6
		6 813				368	
-	6 715	6 813	-	-	551	3 787	134
	6 715	6 813			551	3 786	
						1	
							128
							6
-	**6 715**	**6 813**	**-**	**-**	**551**	**3 787**	**134**

TRAVAIL

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Travail			
Votés	33 993		
Permanents	1		
	33 994	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	33 993		
Permanents	1		
	33 994	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				6 558				40 551
								1
-	-	-		**6 558**		-		**40 551**
				6 558				40 551
								1
-	-	-		**6 558**		-		**40 551**

TRAVAIL

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Travail			
Lutte contre la criminalité dans l'industrie de la construction	1 200		
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie de la construction	5 347		
Autres	325		
Total du programme 1	6 872	-	-
Total des crédits et dépenses	**6 872**	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)								
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2014		Total 2013	
				1 200	1 200		3 226	
				5 228	5 228		7 500	
		288			288		294	
-	-	288	-	6 428	6 715		11 020	
-	-	**288**	-	**6 428**	**6 715**		**11 020**	

TRAVAIL

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2014	2013
Rémunération	6 237	6 237	8 501
Fonctionnement	191	191	2 225
Support	444	288	294
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**6 872**	**6 715**	**11 020**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2014	2013
Rémunération	5 530	5 246	5 584
Fonctionnement	1 651	1 567	1 669
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**7 181**	**6 813**	**7 253**

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	Revenus divers	+	Transferts du gouvernement fédéral	=	TOTAL 2014	TOTAL 2013
ASSEMBLÉE NATIONALE						
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	845				845	157
Total du portefeuille	**845**		**-**		**845**	**157**
AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE						
Fonds de stimulation de l'infrastructure						986
Infrastructures 2005			7 947		7 947 (1)	19 030
Infrastructures 2008			85 802		85 802	83 288
Total du portefeuille	**-**		**93 748**		**93 748**	**103 304**
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION						
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	6 421				6 421	5 690
Financement des programmes de gestion des risques agricoles			118 440		118 440 (2)	135 887
Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred	121				121	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 730				2 730	2 673
Total du portefeuille	**9 272**		**118 440**		**127 712**	**144 250**
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	85				85	369
Total du portefeuille	**85**		**-**		**85**	**369**
CONSEIL EXÉCUTIF						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	66				66	131
Total du portefeuille	**66**		**-**		**66**	**131**
CULTURE ET COMMUNICATIONS						
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	1 800				1 800	1 864
Financement des unités autonomes de service	1 025				1 025	1 109
Fonds de stimulation de l'infrastructure			129		129	3 571
Infrastructures 2008			9 986		9 986 (3)	650
Soutien à l'orchestre symphonique de Montréal	8 500				8 500	8 500
Total du portefeuille	**11 324**		**10 114**		**21 439**	**15 694**

(1) La diminution s'explique principalement par le fait que certains projets de moindre envergure, approuvés dans le cadre de l'entente Canada-Québec relative au Fonds sur l'infrastructure municipale rurale (FIMR), n'ont pu être terminés le 31 mars 2014. Le décret numéro 219-2014 reporte la date de fin de l'entente au 31 mars 2015.

(2) La diminution s'explique principalement par la baisse des réclamations des producteurs agricoles relatives aux programmes Agri-stabilité et Agri-protection.

(3) L'augmentation s'explique principalement par la réalisation des travaux d'agrandissement du Musée national des beaux-arts du Québec dans le cadre du volet Grands projets du Fonds Chantiers Canada de l'Entente Canada-Québec sur l'infrastructure.

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	Revenus divers	+	Transferts du gouvernement fédéral	=	TOTAL 2014	TOTAL 2013
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS						
Financement des unités autonomes de service	2 274				2 274	2 445
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 620		867		3 487	1 911
Total du portefeuille	**4 895**		**867**		**5 761**	**4 356**
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT						
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde			28 776		28 776	20 948
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis			9 983		9 983 (4)	29 529
Formation dans les pénitenciers fédéraux			4 063		4 063	5 614
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	28		1 365		1 393	1 060
Total du portefeuille	**28**		**44 187**		**44 216**	**57 151**
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE						
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés			7 997		7 997	9 595
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	141				141	189
Total du portefeuille	**141**		**7 997**		**8 138**	**9 784**
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	340		6 300		6 640	
Programme d'infrastructure du savoir			2 806		2 806 (5)	25 193
Total du portefeuille	**340**		**9 106**		**9 446**	**25 193**
FINANCES ET ÉCONOMIE						
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66			463 550		463 550	463 550
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	430				430	671
Total du portefeuille	**430**		**463 550**		**463 980**	**464 221**
IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 396				3 396	4 594
Total du portefeuille	**3 396**		**-**		**3 396**	**4 594**
JUSTICE						
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions			544		544	543
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux						10
Total du portefeuille	**-**		**544**		**544**	**553**
RELATIONS INTERNATIONALES, FRANCOPHONIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 034				1 034	225
Total du portefeuille	**1 034**		**-**		**1 034**	**225**

(4) La diminution s'explique notamment par le financement des dépenses qui sont moins élevées en 2013-2014.

(5) La diminution s'explique par la fin de l'Entente Canada-Québec relative au Programme d'infrastructure du savoir.

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	Revenus divers	+	Transferts du gouvernement fédéral	=	TOTAL 2014		TOTAL 2013
RESSOURCES NATURELLES							
Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiressources	224				224		
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers							193
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	507				507		2 756
Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiressources							7 393
Total du portefeuille	**731**		**-**		**731**		**10 342**
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX							
Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	86 524				86 524	(6)	111 541
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	29 633				29 633		29 876
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 165				22 165		22 146
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	107		6 983		7 089		9 929
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	16 599				16 599		16 578
Total du portefeuille	**155 028**		**6 983**		**162 011**		**190 070**
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Administration de la Loi sur les armes à feu			5 354		5 354		5 510
Financement des unités autonomes de service	3 124				3 124		3 701
Financement du programme conjoint de protection civile			358		358		598
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000				3 000		2 984
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 193		51 463		52 656		43 561
Total du portefeuille	**7 317**		**57 175**		**64 492**		**56 353**
TRANSPORTS							
Financement des infrastructures ferroviaires							7 466
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	(230)		436		206		631
Total du portefeuille	**(230)**		**436**		**206**		**8 097**
TRAVAIL							
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 532				2 532		2 413
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	361				361		242
Total du portefeuille	**2 893**		**-**		**2 893**		**2 654**
TOTAL	**197 595**		**813 148**		**1 010 743**		**1 097 498**

(6) La diminution s'explique principalement par l'amélioration du bilan routier.

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	ÉDUCATION ET CULTURE
	ASSEMBLÉE NATIONALE		
1	Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
	Total du portefeuille	-	-
	AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
2	Fonds de stimulation de l'infrastructure		
3	Infrastructures 2005		
4	Infrastructures 2008		
	Total du portefeuille	-	-
	AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
5	Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches		
6	Financement des programmes de gestion des risques agricoles		
7	Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred		
8	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	-	-
	CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE		
9	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	-	-
	CONSEIL EXÉCUTIF		
10	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	-	-
	CULTURE ET COMMUNICATIONS		
11	Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		1 800
12	Financement des unités autonomes de service		1 025
13	Fonds de stimulation de l'infrastructure		129
14	Infrastructures 2008		9 986
15	Soutien à l'orchestre symphonique de Montréal		8 500
	Total du portefeuille	-	**21 439**
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS		
16	Financement des unités autonomes de service		
17	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	-	-
	ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT		
18	Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		28 776
19	Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		9 983
20	Formation dans les pénitenciers fédéraux		4 063
21	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		1 393
	Total du portefeuille	-	**44 216**

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2014	TOTAL 2013	
				845		845	157	1
–		–		**845**		**845**	**157**	
							986	2
7 947						7 947	19 030	3
85 802						85 802	83 288	4
93 748		–		–		**93 748**	**103 304**	
6 421						6 421	5 690	5
118 440						118 440	135 887	6
121						121		7
2 730						2 730	2 673	8
127 712		–		–		**127 712**	**144 250**	
				85		85	369	9
–		–		**85**		**85**	**369**	
				66		66	131	10
–		–		**66**		**66**	**131**	
						1 800	1 864	11
						1 025	1 109	12
						129	3 571	13
						9 986	650	14
						8 500	8 500	15
–		–		–		**21 439**	**15 694**	
2 274						2 274	2 445	16
3 487						3 487	1 911	17
5 761		–		–		**5 761**	**4 356**	
						28 776	20 948	18
						9 983	29 529	19
						4 063	5 614	20
						1 393	1 060	21
–		–		–		**44 216**	**57 151**	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
	EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
22	Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés		
23	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE		
24	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		6 640
25	Programme d'infrastructure du savoir		
	Total du portefeuille	–	**6 640**
	FINANCES ET ÉCONOMIE		
26	Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66		
27	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES		
28	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		3 396
	Total du portefeuille	–	**3 396**
	JUSTICE		
29	Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		
30	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	RELATIONS INTERNATIONALES, FRANCOPHONIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR		
31	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	RESSOURCES NATURELLES		
32	Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiressources		
33	Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		
34	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
35	Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiressources		
	Total du portefeuille	–	–
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
36	Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	86 524	
37	Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	29 633	
38	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 165	
39	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7 089	
40	Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	16 599	
	Total du portefeuille	**162 011**	–

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2014	TOTAL 2013	
		7 997				7 997	9 595	22
141						141	189	23
141		**7 997**		**–**		**8 138**	**9 784**	
						6 640		24
2 806						2 806	25 193	25
2 806		**–**		**–**		**9 446**	**25 193**	
463 550						463 550	463 550	26
84				346		430	671	27
463 634		**–**		**346**		**463 980**	**464 221**	
						3 396	4 594	28
–		**–**		**–**		**3 396**	**4 594**	
				544		544	543	29
							10	30
–		**–**		**544**		**544**	**553**	
1 034						1 034	225	31
1 034		**–**		**–**		**1 034**	**225**	
224						224		32
							193	33
507						507	2 756	34
							7 393	35
731		**–**		**–**		**731**	**10 342**	
						86 524	111 541	36
						29 633	29 876	37
						22 165	22 146	38
						7 089	9 929	39
						16 599	16 578	40
–		**–**		**–**		**162 011**	**190 070**	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
	SÉCURITÉ PUBLIQUE		
41	Administration de la Loi sur les armes à feu		
42	Financement des unités autonomes de service		
43	Financement du programme conjoint de protection civile		
44	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
45	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	TRANSPORTS		
46	Financement des infrastructures ferroviaires		
47	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	TRAVAIL		
48	Financement du bureau d'évaluation médicale		
49	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	TOTAL	**162 011**	**75 691**

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2014	TOTAL 2013	
				5 354		5 354	5 510	41
				3 124		3 124	3 701	42
				358		358	598	43
				3 000		3 000	2 984	44
				52 656		52 656	43 561	45
-		-		**64 492**		**64 492**	**56 353**	
							7 466	46
206						206	631	47
206		-		-		**206**	**8 097**	
				2 532		2 532	2 413	48
				361		361	242	49
-		-		**2 893**		**2 893**	**2 654**	
695 773		**7 997**		**69 271**		**1 010 743**	**1 097 498**	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
	ASSEMBLÉE NATIONALE	
1	Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	
	Total du portefeuille	-
	AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	
2	Fonds de stimulation de l'infrastructure	
3	Infrastructures 2005	7 947
4	Infrastructures 2008	84 076
	Total du portefeuille	**92 023**
	AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	
5	Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	6 421
6	Financement des programmes de gestion des risques agricoles	117 668
7	Financement du programme d'aide ponctuelle aux éleveurs de chevaux Standardbred	121
8	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	814
	Total du portefeuille	**125 024**
	CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE	
9	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	-
	CONSEIL EXÉCUTIF	
10	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	-
	CULTURE ET COMMUNICATIONS	
11	Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	
12	Financement des unités autonomes de service	
13	Fonds de stimulation de l'infrastructure	129
14	Infrastructures 2008	9 986
15	Soutien à l'orchestre symphonique de Montréal	8 500
	Total du portefeuille	**18 614**
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS	
16	Financement des unités autonomes de service	
17	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	203
	Total du portefeuille	**203**
	ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT	
18	Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	28 417
19	Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	9 983
20	Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 063
21	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 365
	Total du portefeuille	**43 829**

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2014	TOTAL 2013	
119		726		845	157	1
119		**726**		**845**	**157**	
					986	2
				7 947	19 030	3
543		1 182		85 802	83 288	4
543		**1 182**		**93 748**	**103 304**	
				6 421	5 690	5
464		308		118 440	135 887	6
				121		7
53		1 862		2 730	2 673	8
518		**2 170**		**127 712**	**144 250**	
		85		85	369	9
–		**85**		**85**	**369**	
		66		66	131	10
–		**66**		**66**	**131**	
930		869		1 800	1 864	11
666		359		1 025	1 109	12
				129	3 571	13
				9 986	650	14
				8 500	8 500	15
1 596		**1 228**		**21 439**	**15 694**	
272		2 003		2 274	2 445	16
1 364		1 920		3 487	1 911	17
1 635		**3 923**		**5 761**	**4 356**	
195		164		28 776	20 948	18
				9 983	29 529	19
				4 063	5 614	20
		28		1 393	1 060	21
195		**192**		**44 216**	**57 151**	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
	EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
22	Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	7 997
23	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**7 997**
	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE	
24	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	6 453
25	Programme d'infrastructure du savoir	2 806
	Total du portefeuille	**9 258**
	FINANCES ET ÉCONOMIE	
26	Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévu en vertu de la loi C-66	463 550
27	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**463 550**
	IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
28	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**-**
	JUSTICE	
29	Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
30	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**-**
	RELATIONS INTERNATIONALES, FRANCOPHONIE ET COMMERCE EXTÉRIEUR	
31	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**-**
	RESSOURCES NATURELLES	
32	Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiressources	
33	Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	
34	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
35	Maintien de l'accessibilité aux terres du domaine de l'État à vocations faunique et multiressources	
	Total du portefeuille	**-**
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
36	Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	86 524
37	Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	29 633
38	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	19 932
39	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	6 291
40	Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	9 534
	Total du portefeuille	**151 914**

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2014	TOTAL 2013	
				7 997	9 595	22
82		59		141	189	23
82		**59**		**8 138**	**9 784**	
		188		6 640		24
				2 806	25 193	25
-		**188**		**9 446**	**25 193**	
				463 550	463 550	26
		430		430	671	27
-		**430**		**463 980**	**464 221**	
1 720		1 676		3 396	4 594	28
1 720		**1 676**		**3 396**	**4 594**	
		544		544	543	29
					10	30
-		**544**		**544**	**553**	
		1 034		1 034	225	31
-		**1 034**		**1 034**	**225**	
		224		224		32
					193	33
(2)		509		507	2 756	34
					7 393	35
(2)		**733**		**731**	**10 342**	
				86 524	111 541	36
				29 633	29 876	37
211		2 022		22 165	22 146	38
221		578		7 089	9 929	39
44		7 020		16 599	16 578	40
477		**9 620**		**162 011**	**190 070**	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
	SÉCURITÉ PUBLIQUE	
41	Administration de la Loi sur les armes à feu	
42	Financement des unités autonomes de service	
43	Financement du programme conjoint de protection civile	358
44	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
45	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	36 037
	Total du portefeuille	**36 394**
	TRANSPORTS	
46	Financement des infrastructures ferroviaires	
47	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**-**
	TRAVAIL	
48	Financement du bureau d'évaluation médicale	
49	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**-**
	TOTAL	**948 807**

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2014	TOTAL 2013	
4 484		870		5 354	5 510	41
2 590		534		3 124	3 701	42
				358	598	43
2 592		408		3 000	2 984	44
6 044		10 576		52 656	43 561	45
15 710		**12 387**		**64 492**	**56 353**	
					7 466	46
		206		206	631	47
-		**206**		**206**	**8 097**	
1 151		1 381		2 532	2 413	48
198		163		361	242	49
1 350		**1 543**		**2 893**	**2 654**	
23 943		**37 994**		**1 010 743**	**1 097 496**	

PARTIE B

FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2014

Le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable d'un fonds spécial, par l'approbation des prévisions annuelles de dépenses et d'investissements du fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit du fonds spécial. Cette approbation se fait dans le cadre de l'adoption de lois sur les crédits ou de lois particulières, notamment lors de la constitution d'un fonds spécial. L'approbation ne vaut que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, l'écart entre les dépenses et les investissements réellement effectués et les sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière est constaté. Tout solde inutilisé d'une somme approuvée de dépenses ou d'investissements est périmé. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvés à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement, lors de l'adoption des prévisions de ce fonds pour l'année financière suivant celle où cet excédent a été constaté. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2014, des excédents de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés pour les fonds suivants :

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	**Dépenses**	**Investissements**
Affaires municipales, Régions et Occupation du territoire		
Fonds de développement régional	4 055	—
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		
Fonds relatif à certains sinistres	—	3 344
Enseignement supérieur, Recherche, Science et Technologie		
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	12 811	—
Finances et Économie		
Fonds de partenariat touristique	4 960	836
Fonds du développement économique	15 670	—
Fonds relatif à l'administration fiscale	23 758	—

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	**Dépenses**	**Investissements**
Justice		
Fonds du Tribunal administratif du Québec	820	—
Ressources naturelles		
Fonds d'information sur le territoire	—	4 207
Santé et services sociaux		
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	64 373	—
Sécurité publique		
Fonds des services de police	6 700	—
Transports		
Fonds de gestion de l'équipement roulant	559	4 724
Travail		
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	1 128	365

Le sous-ministre des Finances,

Luc Monty

Le contrôleur des finances,

Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec, le 16 octobre 2014

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de développement régional	40 000	44 055	(4 055)
	40 000	44 055	(4 055)
Investissements			
Fonds de développement régional	–	–	–
	–	–	–

AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	37 041	41 074	55 207
Autres revenus	2 959	2 980	2 959
Total des revenus	**40 000**	**44 055**	**58 166**
Dépenses			
Dépenses	40 000	44 055	58 166
Total des dépenses	**40 000**	**44 055**	**58 166**
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	-	-	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds relatif à certains sinistres	12 675	580	-
	12 675	580	-
Investissements			
Fonds relatif à certains sinistres	-	3 344	(3 344)
	-	3 344	(3 344)

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

FONDS RELATIF À CERTAINS SINISTRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	475	580	581
Autres revenus	12 200	-	12 200
Total des revenus	**12 675**	**580**	**12 781**
Dépenses			
Dépenses	12 675	580	12 781
Total des dépenses	**12 675**	**580**	**12 781**
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	-	**3 344**	**5 102**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds du patrimoine culturel québécois	20 992	12 657	-
	20 992	12 657	-
Investissements			
Fonds du patrimoine culturel québécois	-	-	-
	-	-	-

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 634	15 713 [1]	10 224
Total des revenus	**15 634**	**15 713**	**10 224**
Dépenses			
Dépenses	20 992	12 657	13 778
Total des dépenses	**20 992**	**12 657**	**13 778**
Surplus (déficit) de l'exercice	(5 358)	3 056	(3 555)
Surplus (déficit) cumulé au début	16 156	21 280	24 835
Surplus (déficit) cumulé à la fin	10 799	24 336	21 280
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 15 500 k$ provenant de la taxe sur le tabac (10 000 k$ en 2013).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds vert	448 218	344 283	-
	448 218	344 283	-
Investissements			
Fonds vert	6 582	6 108	-
	6 582	6 108	-

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS

FONDS VERT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	360 808	356 973 (1)	338 946
Total des revenus	**360 808**	**356 973**	**338 946**
Dépenses			
Dépenses	448 218	344 283	392 874
Total des dépenses	**448 218**	**344 283**	**392 874**
Surplus (déficit) de l'exercice	(87 410)	12 689	(53 928)
Surplus (déficit) cumulé au début	383 407	498 603	552 531
Surplus (déficit) cumulé à la fin	295 997	511 293	498 603
Investissements	**6 582**	**6 108**	**4 198**

(1) Cette somme inclut 217 271 k$ provenant de droits d'émission de gaz à effet de serre (200 035 k$ en 2013) et 123 476 k$ provenant d'autres droits et de permis (117 662 k$ en 2013).

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	72 380	52 608	-
	72 380	52 608	-
Investissements			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	-	-	-
	-	-	-

ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	60 070	56 790 (1)	65 336
Total des revenus	**60 070**	**56 790**	**65 336**
Dépenses			
Dépenses	72 380	52 608	53 011
Total des dépenses	**72 380**	**52 608**	**53 011**
Surplus (déficit) de l'exercice	(12 310)	4 183	12 325
Surplus (déficit) cumulé au début	134 448	171 460	159 135
Surplus (déficit) cumulé à la fin	122 139	175 643	171 460
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 55 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (52 000 k$ en 2013)

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 256	23 019	-
Fonds de développement du marché du travail	1 078 615	1 049 098	-
Fonds des biens et des services	96 834	85 908	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	17 993	15 787	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	30 315	26 691	-
	1 247 013	1 200 504	-
Investissements			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	-	-	-
Fonds de développement du marché du travail	-	-	-
Fonds des biens et des services	7 318	2 905	-
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	14 268	9 865	-
Fonds québécois d'initiatives sociales	-	-	-
	21 586	12 670	-

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	3 690	3 722	5 772
Autres revenus	19 000	19 215	18 782
Total des revenus	**22 690**	**22 937**	**24 554**
Dépenses			
Dépenses	23 256	23 019	24 183
Total des dépenses	**23 256**	**23 019**	**24 183**
Surplus (déficit) de l'exercice	(566)	(83)	371
Surplus (déficit) cumulé au début	1 680	2 278	1 907
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 115	2 195	2 278
Investissements	-	-	-

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	945 695	1 012 308	1 048 894
Autres revenus	97 343	18 138 (1)	19 070
Total des revenus	**1 043 038**	**1 030 446**	**1 067 964**
Dépenses			
Dépenses	1 078 615	1 049 098	1 059 950
Total des dépenses	**1 078 615**	**1 049 098**	**1 059 950**
Surplus (déficit) de l'exercice	(35 577)	(18 652)	8 014
Surplus (déficit) cumulé au début	35 594	48 804	40 790
Surplus (déficit) cumulé à la fin	16	30 151	48 804
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 1 173 k$ provenant de permis de qualification (1 058 k$ en 2013).

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES BIENS ET DES SERVICES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	59 406	32 670	59 910
Autres revenus	37 599	40 272	37 801
Total des revenus	**97 005**	**72 943**	**97 711**
Dépenses			
Dépenses	96 834	85 908	93 103
Total des dépenses	**96 834**	**85 908**	**93 103**
Surplus (déficit) de l'exercice	171	(12 966)	4 608
Surplus (déficit) cumulé au début	30 236	30 236	25 628
Surplus (déficit) cumulé à la fin	30 407	17 270	30 236
Investissements	**7 318**	**2 805**	**30 044**

Note : Le fonds, constitué en vertu de la Loi visant l'optimisation de l'action gouvernementale en matière de prestation de services aux citoyens et aux entreprises (L.Q. 2013, chapitre 4), résulte de la fusion de Services Québec et du Fonds de fournitures de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale. Les dispositions de cette loi sont en vigueur depuis le 1er avril 2013.

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	17 626	12 252	17 107
Autres revenus	367	3 535	878
Total des revenus	**17 993**	**15 787**	**17 985**
Dépenses			
Dépenses	17 993	15 787	17 985
Total des dépenses	**17 993**	**15 787**	**17 985**
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	**14 268**	**9 865**	**9 989**

EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	25 893	18 893	25 907
Autres revenus	-	745	148
Total des revenus	**25 893**	**19 637**	**26 055**
Dépenses			
Dépenses	30 315	26 691	26 484
Total des dépenses	**30 315**	**26 691**	**26 484**
Surplus (déficit) de l'exercice	(4 422)	(7 054)	(429)
Surplus (déficit) cumulé au début	7 089	8 090	8 519
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 667	1 037	8 090
Investissements	-	-	-

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	22 596	35 407	(12 811)
	22 596	35 407	(12 811)
Investissements			
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	-	-	-
	-	-	-

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE

FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	25 000	25 000	20 000
Autres revenus	-	-	-
Total des revenus	**25 000**	**25 000**	**20 000**
Dépenses			
Dépenses	22 596	35 407	11 833
Total des dépenses	**22 596**	**35 407**	**11 833**
Surplus (déficit) de l'exercice	2 404	(10 407)	8 167
Surplus (déficit) cumulé au début	3 841	21 167	13 000
Surplus (déficit) cumulé à la fin	6 245	10 760	21 167
Investissements	-	-	-

FAMILLE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds pour le développement des jeunes enfants	-	-	-
	-	-	-
Investissements			
Fonds pour le développement des jeunes enfants	-	-	-
	-	-	-

FAMILLE

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES ENFANTS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 101	15 101 [1]	15 044
Total des revenus	**15 101**	**15 101**	**15 044**
Dépenses			
Dépenses	-	-	10 000
Total des dépenses	-	-	**10 000**
Surplus (déficit) de l'exercice	15 101	15 101	5 044
Surplus (déficit) cumulé au début	12 610	12 610	7 566
Surplus (déficit) cumulé à la fin	27 711	27 711	12 610
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 15 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k$ en 2013).

FINANCES ET ÉCONOMIE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de financement	1 723	1 670 [1]	–
Fonds de partenariat touristique	132 285	137 245	(4 960)
Fonds des générations	–	–	–
Fonds du Bureau de décision et de révision	1 951	1 749	–
Fonds du centre financier de Montréal	1 403	1 350	–
Fonds du développement économique	330 049	345 719	(15 670)
Fonds du développement nordique	64 025	34 440	–
Fonds relatif à l'administration fiscale	825 335	849 093	(23 758)
	1 356 770	1 371 267	(44 388)
Investissements			
Fonds de financement	–	–	–
Fonds de partenariat touristique	1 100	1 936	(836)
Fonds des générations	–	–	–
Fonds du Bureau de décision et de révision	67	16	–
Fonds du centre financier de Montréal	–	–	–
Fonds du développement économique	–	–	–
Fonds du développement nordique	–	–	–
Fonds relatif à l'administration fiscale	–	–	–
	1 167	1 953	(836)

(1) Ces dépenses excluent celles relatives au service de la dette. Les prévisions du service de la dette ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

FINANCES ET ÉCONOMIE

FONDS DE FINANCEMENT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 159 539	1 166 383	1 048 616
Total des revenus	**1 159 539**	**1 166 383**	**1 048 616**
Dépenses			
Dépenses	1 723	1 670	1 500
Service de la dette	1 134 272	1 126 851	1 018 922
Total des dépenses	**1 135 995**	**1 128 521**	**1 020 422**
Surplus (déficit) de l'exercice	23 544	37 862	28 194
Surplus (déficit) cumulé au début	334 455	355 486 (1)	309 780
Surplus (déficit) cumulé à la fin	357 999	393 349	337 974
Investissements	-	-	-

(1) Dans le cadre de la restructuration des activités du fonds, le surplus cumulé au début a été augmenté de 17 512 k$ pour tenir compte du transfert, en 2013-2014, de prêts à Financement-Québec.

FINANCES ET ÉCONOMIE

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	58 309	64 537	63 028
Autres revenus	73 976	75 708 [1]	73 090
Total des revenus	**132 285**	**140 245**	**136 118**
Dépenses			
Dépenses	132 285	137 245	142 114
Total des dépenses	**132 285**	**137 245**	**142 114**
Surplus (déficit) de l'exercice	-	2 999	(5 996)
Surplus (déficit) cumulé au début	-	9 051	15 048
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	12 051	9 051
Investissements	**1 100**	**1 936**	**1 077**

(1) Cette somme inclut 48 816 k$ provenant de la taxe sur l'hébergement (46 355 k$ en 2013) et 22 500 k$ provenant de la taxe de vente du Québec (22 500 k$ en 2013).

FINANCES ET ÉCONOMIE

FONDS DES GÉNÉRATIONS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 039 000	1 121 035	961 466
Total des revenus	**1 039 000**	**1 121 035**	**961 466**
Dépenses			
Dépenses	-	-	-
Total des dépenses	-	-	-
Surplus (déficit) de l'exercice	1 039 000	1 121 035	961 466
Surplus (déficit) cumulé au début	5 456 000	5 238 353	4 276 887
Remboursement des emprunts venant à échéance	(1 000 000)	(1 000 000)	-
Affectation d'une partie du surplus cumulé du Fonds d'information sur le territoire	-	300 000	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	5 495 000	5 659 388	5 238 353
Investissements	-	-	-

FINANCES ET ÉCONOMIE

FONDS DU BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 568	1 555 [1]	1 497
Total des revenus	**1 568**	**1 555**	**1 497**
Dépenses			
Dépenses	1 951	1 749	1 643
Total des dépenses	**1 951**	**1 749**	**1 643**
Surplus (déficit) de l'exercice	(383)	(194)	(146)
Surplus (déficit) cumulé au début	3 243	3 342	3 487
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 859	3 147	3 342
Investissements	**67**	**16**	**18**

(1) Cette somme inclut 6 k$ provenant de la tarification de droits, d'honoraires et d'autres frais afférents aux demandes entendues par le Bureau (8 k$ en 2013).

FINANCES ET ÉCONOMIE

FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	338	310	338
Autres revenus	832	817 (1)	1 070 (1)
Total des revenus	**1 169**	**1 126**	**1 408**
Dépenses			
Dépenses	1 403	1 350	1 500
Total des dépenses	**1 403**	**1 350**	**1 500**
Surplus (déficit) de l'exercice	(233)	(224)	(92)
Surplus (déficit) cumulé au début	3 663	3 675	3 767
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 430	3 451	3 675
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme provient de la tarification des frais pour l'examen de demandes de certificat ou d'attestation.

FINANCES ET ÉCONOMIE

FONDS DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	229 680	224 444	65 978
Autres revenus	100 369	121 275	137 901
Total des revenus	**330 049**	**345 719**	**203 880**
Dépenses			
Dépenses	330 049	345 719	203 880
Total des dépenses	**330 049**	**345 719**	**203 880**
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	82 984	82 984	82 984
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	82 984	82 984	82 984
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	-	(46 952)	(30 395)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	82 984	36 032	52 589
Investissements	-	-	-

FONDS DU DÉVELOPPEMENT NORDIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013 (1)
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	69 000	57 053 (2)	55 555
Total des revenus	**69 000**	**57 053**	**55 555**
Dépenses			
Dépenses	64 025	34 440	21 629
Total des dépenses	**64 025**	**34 440**	**21 629**
Surplus (déficit) de l'exercice	4 975	22 613	33 926
Surplus (déficit) cumulé au début	32 451	62 926	29 000
Surplus (déficit) cumulé à la fin	37 426	85 539	62 926
Investissements	-	-	-

(1) Les informations préliminaires publiées en 2012-2013 ont été modifiées pour refléter les informations finales du fonds pour l'exercice 2012-2013.

(2) Cette somme inclut 29 742 k$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (27 298 k$ en 2013) et 16 293 k$ provenant de l'impôt des sociétés (17 702 k$ en 2013).

FINANCES ET ÉCONOMIE

FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	825 335	849 093 (1)	765 857
Total des revenus	**825 335**	**849 093**	**765 857**
Dépenses			
Dépenses	825 335	849 093	765 857
Total des dépenses	**825 335**	**849 093**	**765 857**
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 679 274 k$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (612 686 k$ en 2013) et 169 819 k$ provenant de l'impôt des sociétés (153 171 k$ en 2013).

JUSTICE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds Accès Justice	10 154	9 103	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	22 218	20 024	-
Fonds des registres du ministère de la Justice	21 861	17 799	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	33 239	34 060	(820)
	87 472	80 985	(820)
Investissements			
Fonds Accès Justice	-	-	-
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	75	6	-
Fonds des registres du ministère de la Justice	4 643	1 266	-
Fonds du Tribunal administratif du Québec	1 166	1 084	-
	5 884	2 356	-

JUSTICE

FONDS ACCÈS JUSTICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	2 728	2 580	2 928
Autres revenus	9 440	9 826	2 845
Total des revenus	**12 168**	**12 407**	**5 773**
Dépenses			
Dépenses	10 154	9 103	5 987
Total des dépenses	**10 154**	**9 103**	**5 987**
Surplus (déficit) de l'exercice	2 015	3 304	(214)
Surplus (déficit) cumulé au début	(679)	(214)	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 335	3 090	(214)
Investissements	-	-	3

JUSTICE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	10	10 290	9 046
Autres revenus	12 585	4 249	3 815
Total des revenus	**12 595**	**14 539**	**12 861**
Dépenses			
Dépenses	22 218	20 024	19 927
Total des dépenses	**22 218**	**20 024**	**19 927**
Surplus (déficit) de l'exercice	(9 623)	(5 485)	(7 066)
Surplus (déficit) cumulé au début	27 710	27 812	34 878
Surplus (déficit) cumulé à la fin	18 087	22 326	27 812
Investissements	**75**	**6**	**44**

JUSTICE

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	28 600	32 481	30 254
Total des revenus	**28 600**	**32 481**	**30 254**
Dépenses			
Dépenses	21 861	17 799	18 657
Total des dépenses	**21 861**	**17 799**	**18 657**
Surplus (déficit) de l'exercice	6 739	14 682	11 598
Surplus (déficit) cumulé au début	79 422	82 841	71 244
Surplus (déficit) cumulé à la fin	86 161	97 524	82 841
Investissements	**4 643**	**1 266**	**515**

JUSTICE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	11 633	12 632	11 930
Autres revenus	19 756	22 934	20 152
Total des revenus	**31 389**	**35 565**	**32 082**
Dépenses			
Dépenses	33 239	34 060	32 902
Total des dépenses	**33 239**	**34 060**	**32 902**
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 850)	1 506	(820)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 853	8 776	9 596
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3	10 282	8 776
Investissements	**1 166**	**1 084**	**743**

RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles	585 411	540 034	-
Fonds d'information sur le territoire	119 161	108 912	-
	704 571	648 946	-
Investissements			
Fonds des ressources naturelles	18 497	6 638	-
Fonds d'information sur le territoire	49 336	53 543	(4 207)
	67 833	60 180	(4 207)

RESSOURCES NATURELLES

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	182 905	211 369	257 077
Autres revenus	368 415	329 096 [1]	185 762
Total des revenus	**551 320**	**540 465**	**442 839**
Dépenses			
Dépenses	585 411	540 034	427 468
Total des dépenses	**585 411**	**540 034**	**427 468**
Surplus (déficit) de l'exercice	(34 091)	432	15 371
Surplus (déficit) cumulé au début	26 400	74 846	59 475
Surplus (déficit) cumulé à la fin	(7 691)	75 278	74 846
Investissements	**18 497**	**6 638**	**8 160**

(1) Cette somme inclut 220 000 k$ provenant de permis de ressources forestières (41 000 k$ en 2013), 20 000 k$ provenant de droits de ressources minières (20 000 k$ en 2013) et 1 190 k$ provenant de droits et de permis sur les hydrocarbures (0 $ en 2013).

RESSOURCES NATURELLES

FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	145 283	160 623	144 502
Total des revenus	**145 283**	**160 623**	**144 502**
Dépenses			
Dépenses	119 161	108 912	101 019
Total des dépenses	**119 161**	**108 912**	**101 019**
Surplus (déficit) de l'exercice	26 122	51 711	43 483
Surplus (déficit) cumulé au début	366 240	672 884	629 401
Affectation d'une partie du surplus cumulé au bénéfice du Fonds des générations	-	(300 000)	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	392 362	424 595	672 884
Investissements	**49 336**	**53 543**	**37 968**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 449 000	1 513 373	(64 373)
Fonds de soutien aux proches aidants	14 880	-	-
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	54 870	48 403	-
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 000	10 000	-
	1 538 750	1 571 775	(64 373)
Investissements			
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	-	-	-
Fonds de soutien aux proches aidants	-	-	-
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	2 550	409	-
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	-	-	-
	2 550	409	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	1 449 000	1 386 944 (1)	1 002 107
Total des revenus	**1 449 000**	**1 386 944**	**1 002 107**
Dépenses			
Dépenses	1 449 000	1 513 373	998 044
Total des dépenses	**1 449 000**	**1 513 373**	**998 044**
Surplus (déficit) de l'exercice	-	(126 429)	4 063
Surplus (déficit) cumulé au début	293	4 356	293
Surplus (déficit) cumulé à la fin	293	(122 073)	4 356
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 305 000 k$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (74 000 k$ en 2013) et 645 000 k$ provenant de la contribution santé (928 100 k$ en 2013)

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DE SOUTIEN AUX PROCHES AIDANTS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	15 044	15 096 (1)	15 045
Total des revenus	**15 044**	**15 096**	**15 045**
Dépenses			
Dépenses	14 880	-	11 160
Total des dépenses	**14 880**	-	**11 160**
Surplus (déficit) de l'exercice	164	15 096	3 885
Surplus (déficit) cumulé au début	8 071	11 793	7 908
Surplus (déficit) cumulé à la fin	8 235	26 889	11 793
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 15 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k$ en 2013).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013 (1)
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	24 691	15 802	-
Autres revenus	30 179	32 629	10 950
Total des revenus	**54 870**	**48 431**	**10 950**
Dépenses			
Dépenses	54 870	48 403	11 176
Total des dépenses	**54 870**	**48 403**	**11 176**
Surplus (déficit) de l'exercice	-	29	(226)
Surplus (déficit) cumulé au début	6 195	7 033	7 259
Redressement des années antérieures			
Revenus	-	1 506	1 506
Dépenses	-	-	-
Total des redressements des années antérieures	-	1 506	1 506
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	6 195	8 539	8 764
Surplus (déficit) cumulé à la fin	6 195	8 567	8 539
Investissements	**2 550**	**409**	**208**

(1) Les données de l'année financière 2013 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2014

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS POUR LA PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	20 000	20 013 (1)	20 002
Total des revenus	**20 000**	**20 013**	**20 002**
Dépenses			
Dépenses	20 000	10 000	20 000
Total des dépenses	**20 000**	**10 000**	**20 000**
Surplus (déficit) de l'exercice	-	10 013	2
Surplus (déficit) cumulé au début	16	16	14
Surplus (déficit) cumulé à la fin	16	10 029	16
Investissements	-	-	-

(1) Cette somme inclut 20 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (20 000 k$ en 2013).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des services de police	565 324	572 024	(6 700)
	565 324	572 024	(6 700)
Investissements			
Fonds des services de police	21 266	15 349	-
	21 266	15 349	-

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DES SERVICES DE POLICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	269 973	275 413	272 936
Autres revenus	295 351	296 611	287 268
Total des revenus	**565 324**	**572 024**	**560 204**
Dépenses			
Dépenses	565 324	572 024	560 204
Total des dépenses	**565 324**	**572 024**	**560 204**
Surplus (déficit) de l'exercice	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé au début	-	-	-
Surplus (déficit) cumulé à la fin	-	-	-
Investissements	**21 266**	**15 349**	**16 251**

TRANSPORTS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de gestion de l'équipement roulant	112 156	112 714	(559)
Fonds de la sécurité routière	25 176	7 388	-
Fonds des réseaux de transport terrestre	3 140 767	2 999 929	-
	3 278 099	3 120 031	(559)
Investissements			
Fonds de gestion de l'équipement roulant	36 331	41 055	(4 724)
Fonds de la sécurité routière	5 713	214	-
Fonds des réseaux de transport terrestre	2 783 082	2 117 635	-
	2 825 125	2 158 904	(4 724)

TRANSPORTS

FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	312
Autres revenus	112 156	113 276	109 179
Total des revenus	**112 156**	**113 276**	**109 491**
Dépenses			
Dépenses	112 156	112 714	108 257
Total des dépenses	**112 156**	**112 714**	**108 257**
Surplus (déficit) de l'exercice	-	562	1 235
Surplus (déficit) cumulé au début	6 605	7 839	6 605
Surplus (déficit) cumulé à la fin	6 605	8 401	7 839
Investissements	**36 331**	**41 065**	**43 324**

TRANSPORTS

FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	22 465	15 405	10 260
Total des revenus	**22 465**	**15 405**	**10 260**
Dépenses			
Dépenses	25 176	7 388	6 390
Total des dépenses	**25 176**	**7 388**	**6 390**
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 711)	8 017	3 870
Surplus (déficit) cumulé au début	5 855	10 891	7 021
Surplus (déficit) cumulé à la fin	3 144	18 908	10 891
Investissements	**5 713**	**214**	**4**

TRANSPORTS

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	6 920	3 147	437
Autres revenus	3 453 272	3 312 685 [1]	3 108 782
Total des revenus	**3 460 191**	**3 315 832**	**3 109 219**
Dépenses			
Dépenses	3 140 767	2 999 929	2 604 694
Total des dépenses	**3 140 767**	**2 999 929**	**2 604 694**
Surplus (déficit) de l'exercice	319 424	315 903	504 525
Surplus (déficit) cumulé au début	1 493 521	1 773 323	1 268 798
Surplus (déficit) cumulé à la fin	1 812 945	2 089 226	1 773 323
Investissements	**2 783 082**	**2 117 635**	**3 191 387**

(1) Cette somme inclut 2 192 932 k$ provenant de la taxe sur les carburants (2 030 600 k$ en 2013) et 940 103 k$ provenant de droits et de permis relatifs aux véhicules automobiles (914 459 k$ en 2013).

TRAVAIL

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	62 046	63 174	(1 128)
Fonds de la Commission des relations du travail			
Année courante	18 982	18 059	
Redressements des années antérieures		157	
	18 982	18 216	-
	81 028	81 390	(1 128)
Investissements			
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	1 090	1 455	(365)
Fonds de la Commission des relations du travail	700	526	-
	1 790	1 981	(365)

TRAVAIL

FONDS DE LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	-	-	-
Autres revenus	62 035	62 047	60 942
Total des revenus	**62 035**	**62 047**	**60 942**
Dépenses			
Dépenses	62 046	63 174	59 157
Total des dépenses	**62 046**	**63 174**	**59 157**
Surplus (déficit) de l'exercice	(11)	(1 127)	1 785
Surplus (déficit) cumulé au début	2 870	2 506	721
Surplus (déficit) cumulé à la fin	2 859	1 379	2 506
Investissements	**1 090**	**1 455**	**1 738**

TRAVAIL

FONDS DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2014	RÉELS 2013 (1)
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	7 181	6 813	7 253
Autres revenus	8 226	9 574	8 303
Total des revenus	**15 406**	**16 387**	**15 556**
Dépenses			
Dépenses	18 982	18 059	16 048
Total des dépenses	**18 982**	**18 059**	**16 048**
Surplus (déficit) de l'exercice	(3 576)	(1 672)	(492)
Surplus (déficit) cumulé au début	4 380	5 434	5 923
Redressement des années antérieures			
Revenus	-	-	-
Dépenses	-	(157)	(153)
Total des redressements des années antérieures	-	(157)	(153)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	4 380	5 278	5 770
Surplus (déficit) cumulé à la fin	804	3 605	5 278
Investissements	**700**	**526**	**156**

(1) Les données de l'année financière 2013 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2014.

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	Fonds spéciaux	Revenus -	Dépenses =
	AFFAIRES MUNICIPALES, RÉGIONS ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
1	Fonds de développement régional	44 055	44 055
	CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE		
2	Fonds relatif à certains sinistres	580	580
	CULTURE ET COMMUNICATIONS		
3	Fonds du patrimoine culturel québécois	15 713	12 657
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT, FAUNE ET PARCS		
4	Fonds vert	356 973	344 283
	ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT		
5	Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	56 790	52 608
	EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
6	Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	22 937	23 019
7	Fonds de développement du marché du travail	1 030 446	1 049 098
8	Fonds des biens et des services	72 943	85 908
9	Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	15 787	15 787
10	Fonds québécois d'initiatives sociales	19 637	26 691
	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, RECHERCHE, SCIENCE ET TECHNOLOGIE		
11	Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	35 407
	FAMILLE		
12	Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 101	
	FINANCES ET ÉCONOMIE		
13	Fonds de financement	1 166 383	1 128 521
14	Fonds de partenariat touristique	140 245	137 245
15	Fonds des générations	1 121 035	
16	Fonds du Bureau de décision et de révision	1 555	1 749
17	Fonds du centre financier de Montréal	1 126	1 350
18	Fonds du développement économique	345 719	345 719
19	Fonds du développement nordique	57 053	34 440
20	Fonds relatif à l'administration fiscale	849 093	849 093
	JUSTICE		
21	Fonds Accès Justice	12 407	9 103
22	Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	14 538	20 024
23	Fonds des registres du ministère de la Justice	32 481	17 799
24	Fonds du Tribunal administratif du Québec	35 565	34 060

Excédent des revenus sur les dépenses	Actifs		Passifs			
	Avances au fonds général +	Autres actifs	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général -	Autres passifs	= Solde du fonds	
	26 770	10 000		36 770		1
		79 127	79 006	121		2
3 056	1 006	23 927		597	24 336	3
12 689	18 011	744 494		251 213	511 293	4
4 183	114 709	61 802		869	175 643	5
(83)	2 644	33		481	2 195	6
(18 652)	33 405	69 501		72 754	30 151	7
(12 966)	20 584	40 167	14 210	29 270	17 270	8
	2 945	50 831	52 000	1 776		9
(7 054)	1 166	71		201	1 037	10
(10 407)	34 246			23 486	10 760	11
15 101	27 679	32			27 711	12
37 862		36 037 817	35 278 878	365 590	393 349	13
2 999	14 683	22 655	1 667	23 620	12 051	14
1 121 035		5 659 388			5 659 388	15
(194)		3 725		578	3 147	16
(224)	3 451				3 451	17
		2 813 189	2 139 196	637 961	36 032	18
22 613	111 472	57 508	77 035	6 405	85 539	19
		12 613	12 613			20
3 304	3 139	5 104	2 400	2 752	3 090	21
(5 485)	12 846	10 343		863	22 326	22
14 682	98 361	2 532		3 369	97 524	23
1 506		16 883		6 601	10 282	24

Année financière terminée le 31 mars 2014
(en milliers de dollars)

	Fonds spéciaux	Revenus -	Dépenses =
	RESSOURCES NATURELLES		
25	Fonds des ressources naturelles	540 465	540 034
26	Fonds d'information sur le territoire	160 623	108 912
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
27	Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 386 944	1 513 373
28	Fonds de soutien aux proches aidants	15 096	
29	Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	48 431	48 403
30	Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 013	10 000
	SÉCURITÉ PUBLIQUE		
31	Fonds des services de police	572 024	572 024
	TRANSPORTS		
32	Fonds de gestion de l'équipement roulant	113 276	112 714
33	Fonds de la sécurité routière	15 405	7 388
34	Fonds des réseaux de transport terrestre	3 315 832	2 999 929
	TRAVAIL		
35	Fonds de la Commission des lésions professionnelles	62 047	63 174
36	Fonds de la Commission des relations du travail	16 387	18 059
	Total fonds spéciaux	**11 719 706**	**10 263 206**
	Conciliation des états financiers des fonds spéciaux avec l'annexe 2, « Informations par secteurs de reddition de comptes », présentée à la section 1, « Analyse des états financiers consolidés », du volume 1 des Comptes publics 2013-2014		
	Éliminations des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux	(841 257)	(841 257)
	Fonds des générations (présenté distinctement dans les informations par secteurs de reddition de comptes)	(1 121 035)	
	Harmonisations des conventions comptables de certains fonds spéciaux avec celles adoptées par le Conseil du trésor		19 213
	Ajustements relatifs aux écarts entre les résultats finaux au 31 mars 2013 et ceux disponibles lors de la fermeture des Comptes publics 2012-2013		17 874
	Informations par secteurs de reddition de comptes - fonds spéciaux	**9 757 415**	**9 459 036**

(1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :
- Avance de 18 216 k$ au Fonds des ressources naturelles;
- Avance de 448 k$ au Fonds d'information sur le territoire;
- Avance de 9 382 k$ au Fonds des services de police.

Ces avances ne font pas parties des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2013-2014.

(2) Ce montant inclut une avance au fonds général de 444 424 k$. Cette présentation est conforme aux états financiers du fonds, qui présentent cette avance en diminution des passifs.

Excédent des revenus sur les dépenses	Actifs		Passifs			Solde du fonds	
	Avances au fonds général +	Autres actifs -	Emprunts au Fonds de financement et avances du fonds général		Autres passifs =		
432	54 574	122 886	18 216	(1)	83 966	75 278	25
51 711	3 758	455 600	448	(1)	34 315	424 595	26
(126 429)	77 062	68 753			267 888	(122 073)	27
15 096	26 858	31				26 889	28
29	14 898	18 727			25 057	8 567	29
10 013	10 020	9				10 029	30
		135 721	100 463	(1)	35 259		31
562	(198)	220 508	196 014		15 895	8 401	32
8 017	14 672	9 601	3 836		1 529	18 908	33
315 903		23 465 381	16 558 450	(2)	4 817 705	2 089 226	34
(1 127)	3 706	22 671			24 999	1 379	35
(1 672)	8 855	2 000			7 249	3 605	36
1 456 500	**741 323**	**70 243 629**	**54 534 432**		**6 779 140**	**9 671 380**	

(1 121 035)
(19 213)
(17 874)
298 379

LES *COMPTES PUBLICS 2013-2014* PRÉSENTENT LA SITUATION FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES RÉSULTATS DE FONCTIONNEMENT.

VOLUME 2

Le volume 2 présente des renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

Finances Québec